

Macron reconnaît : Ali Boumendjel «torturé puis assassiné» par l'armée française

Lire l'article de Abdelkrim Zerzouri page 3

L'ACTUALITÉ AUTREMENT VUE

De la société tribale à la nation État

DERGUINI AREZKI

ETAT NATIONAL EN ALGÉRIE

Centralité géopolitique et son expression politique

LAGHA CHEGROUCHE

■ Il y a un vrai échec sur le plan du renouveau de la classe politique !

CHÉRIF ALI

■ Tous vertueux

BRAHIM CHAHED

■ Livre: rêves et réalités

B. AHCENE-DJABALLAH

Politique et généalogie en Algérie

FARID BENRAMDANE

Plaidoyer pour la réalisation d'un mémorial national dédié par le peuple algérien aux ami.e.s de l'Algérie combattante

MAHMOUD CHABANE

■ Une marche

AKRAM BELKAÏD

Le Quotidien

Edition Nationale d'Information

D'ORAN



Education

Le ministre renoue le dialogue avec les syndicats



M. Aziza

Le ministre de l'Éducation nationale, Mohamed Ouadjaout, a entamé une série de rencontres avec le partenaire social. Après avoir reçu les organisations des parents d'élève, M. Ouadjaout a rencontré les représentants des syndicats, entre autres l'Unpef, le Cnapeste lundi dernier. Pour recevoir hier, encore un groupe de syndicats parmi eux le Snapest. Dans ce contexte de malaise social et socio-professionnel, notamment avec la crise sanitaire qui prévaut, ces rencontres sont en fait un signe d'apaisement qui permettra d'ouvrir un dialogue franc avec les acteurs du secteur.

A travers une vidéo diffusée sur la page officielle de son syndicat, Sadek Dziri, président du bureau national de l'Unpef a affirmé que ces rencontres avec le ministre s'inscrivent dans le cadre du dialogue avec les partenaires sociaux. «Un dialogue qui ne devrait jamais s'interrompre et qui devra donner à tous les partenaires sociaux le droit à la parole et le droit de défendre le secteur mais aussi faire des propositions et participer dans le cadre de toutes les réformes engagées, sans exception».

Le président de l'UNPEF a exposé à l'instar des autres formations syndicales les dossiers qui sont restés en suspens. En précisant que «malheureusement, il n'y a aucune nouveauté par rapport à la retraite anticipée, ni pour le statut particulier» et ni même pour l'application de décret présidentiel 14-266, fixant la grille indiciaire des traitements et le régime de rémunération des fonctionnaires pour le secteur de l'éducation. M. Dziri a également souligné

qu'aucune réponse positive n'a été donnée concernant la demande exigeant le «plafonnement» du nombre des séances notamment pour les matières essentielles, plus précisément les mathématiques. Pour rappel, les syndicats ont proposé de «limiter les cours hebdomadaires à 20 pour le cycle primaire, 26 pour le cycle moyen et 22 pour le cycle secondaire». Sadek Dziri a affirmé avoir soulevé, en outre, le problème de l'ouverture de nouveaux postes de travail en faveur des sortants de l'ENS qui sont au nombre de 2.800. Ainsi que les contractuels qui ne sont toujours pas confirmés. Le président de l'UNPEF a averti que la non satisfaction des revendications, entrainera forcément une instabilité dans le secteur.

A noter que des syndicats ont appelé à la tenue d'assemblées à travers leurs bureaux nationaux, ainsi que des conseils nationaux, pour faire des propositions sur les éventuels mouvements de protestation. Et ce pour obtenir des réponses concrètes sur une série de revendications qui sont restées en suspens, en dépit des rappels incessants.

Ainsi, le syndicat national des travailleurs de l'éducation (SNTE), a appelé, à travers un communiqué rendu public, à une assemblée extraordinaire de son conseil national avant les vacances du 1er trimestre. Ainsi que la tenue des assemblées au niveau des différentes sections des syndicats. Idem, pour le Cnapeste qui a appelé ses adhérents à tenir des assemblées générales simultanées mardi prochain pour présenter des propositions sur la stratégie des mouvements de contestation. Ainsi que la convocation d'un conseil national dont la date sera fixée ultérieurement.

Coronavirus

163 nouveaux cas et 5 décès

Cent soixante trois (163) nouveaux cas confirmés de Coronavirus (Covid-19), 147 guérisons et 5 décès ont été enregistrés ces dernières 24 heures en Algérie, a annoncé hier à Alger le porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus, Dr Djamel Fourar.

Le total des cas confirmés de coronavirus s'élève ainsi à 113.593 dont 163 nouveaux cas durant les dernières 24 heures, soit 0,4 cas pour 100.000 habitants, celui des décès à 2996 cas, alors que le nombre de patients guéris est passé à 78.524 cas, a précisé Dr Fourar lors du point de

presse quotidien consacré à l'évolution de la pandémie de Covid-19.

Par ailleurs, 19 patients sont actuellement en soins intensifs, a également fait savoir Dr Djamel Fourar.

En outre, 18 wilayas ont recensé durant les dernières 24 heures moins de 9 cas, 26 wilayas n'ont enregistré aucun cas, alors que 4 autres ont enregistré 10 cas et plus.

Le même responsable a souligné que la situation épidémiologique actuelle exige de tout citoyen vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation physique, rappelant l'obligation du respect du confinement et du port du masque.

Tebboune reçoit les présidents de trois partis politiques



Le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune a reçu mercredi au siège de la Présidence de la République, les présidents de trois partis politiques dans le cadre des consultations qu'il mène avec les responsables de partis, indique un communiqué de la

Présidence de la République. «Le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune a reçu aujourd'hui au siège de la Présidence de la République, M. Tahar Benbaibèche, président du parti El Fadjr El Djaid, M. Lamine Osmani, pré-

sident du parti Voix du peuple (PVP), et M. Djamel Benabdeslam, président du Front de l'Algérie nouvelle (FAN), et ce dans le cadre des consultations qu'il mène avec les chefs des partis politiques», lit-on dans le communiqué.

Législatives

La position du PT tranchée lors du prochain comité central

La participation ou non du parti des travailleurs (PT) aux prochaines élections législatives sera tranchée lors de la session du comité central du parti, prévue au courant de ce mois de mars, a indiqué mercredi à Alger la Secrétaire générale du parti, Louisa Hanoune.

Mme Hanoune a déclaré, lors d'une conférence de presse tenue au siège du parti, que «le Bureau politique a appelé pour la tenue d'une session du comité central au courant de ce mois de mars», ajoutant qu'il y aura un débat sur cette question (législatives) et «des

décisions seront prises» à ce sujet. Elle a relevé, en outre, que la «priorité» pour le PT actuellement «ce sont les revendications sociales et économiques qui s'imposent».

Evoquant le Hirak, Louisa Hanoune a estimé qu'il y a «un courant obscurantiste qui s'est déployé timidement au début, mais qui s'est renforcé par la suite».

«C'est surtout à l'étranger que ce courant agit en mobilisant de l'argent et des moyens médiatiques. Ses instigateurs veulent faire dévier le processus révolutionnaire pour reproduire les scénarios vécus dans d'autres pays», a-t-elle ajouté. Concer-

nant la normalisation du Maroc avec l'entité sioniste, Mme Hanoune a indiqué que cela «n'est pas surprenant».

En revanche, «nous ne pouvons ignorer l'évolution de la situation dans la région, laquelle constitue une menace et ouvre la voie à l'entité sioniste de s'y introduire de manière officielle», considérant que «c'est l'Algérie qui est visée directement, pour la simple raison que c'est le seul pays de la région qui n'a pas de relation avec l'entité sioniste, et le peuple algérien n'acceptera jamais que ce principe soit changé».

ANALYSE

El-Houari Dilmi

Le Grand Sud, cette Algérie utile

Dix circonscriptions administratives du sud algérien viennent d'être promues en wilayas à part entière.

Véritable trésor grandeur nature de l'Algérie utile, le Grand Sud algérien a toujours été le dernier de la classe dans la redistribution de la gigantesque rente, tirée des revenus des énergies fossiles du pays. Peu d'argent a été consacré au développement des régions du Grand Sud, comparé aux wilayas du nord. Mieux vaut tard que jamais, la plus grande portion du pays, toujours considérée comme « inutile », se retrouve comme au centre de l'intérêt du pouvoir d'Alger, quand on connaît à quel point ces populations laissées-pour-compte ont souffert de voir des gens manger sous leurs yeux écarquillés, en leur laissant des miettes pour seule pitance. Au-delà de la logique froide, presque scélérate, des chiffres, l'argent fou, dilapidé depuis vingt ans, n'a presque jamais servi au développement des vastes régions du Sud du pays. Pourtant, une région comme Oued Souf, s'impose comme le véritable garde-manger national, tellement l'agricul-

ture a connu un développement fulgurant dans cette wilaya, et d'autres encore comme Biskra et Ghardaïa.

Pour la première fois depuis l'indépendance, la richesse produite par le secteur agricole, essentiellement dans la partie méridionale du pays, a dépassé celle tirée des hydrocarbures en 2020. L'agriculture contribue au PIB à hauteur de 12% et emploie 10% de la population active. Pourtant, les régions du sud du pays sont sujettes à des révolutions récurrentes, à cause d'une répartition inéquitable des richesses nationales.

Seul un partage équitable de la richesse du pays entre tous les Algériens demeure comme l'un des moyens de projeter le pays vers des horizons salvateurs. Donner à vivre à Mohamed pour conjurer la volonté de mourir - dans la dignité - de Larbi n'est certainement pas le meilleur moyen de léguer un devenir - des plus angoissants - à nos enfants. N'est-il pas vrai que L'Algérie, depuis le début du siècle naissant, a tellement gaspillé son temps - et son argent - à entretenir ses trottoirs que tout un peuple se retrouve sur le carreau ?

Le Quotidien
D'ORAN

Edition Nationale d'Information
Editée par la SPA
ORAN - PRESSE
au Capital de 195.923.000,00 DA

Président
Directeur Général
Directeur
de la Publication
Mohamed Abdou
BENABBOU

Direction - Administration
Rédaction centrale
63, Ave de l'ANP - Oran
B.P.N°110 - Oran
Tél. 041.23.25.22
23.25.23 / 23.25.24
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15

Fax Pub: 041.23.25.21
Fax et Rédaction: 041.23.25.20

Imp.: Oran : imprimerie
"Le Quotidien d'Oran"
Alger : imprimerie "Le Quotidien d'Oran"
Constantine : S.I.E.

INTERNET: <http://www.lequotidien-oran.com>
E-mail : infos@lequotidien-oran.com
publicite@lequotidien-oran.com
admin@lequotidien-oran.com
lequotidiendoran@yahoo.fr

Rédaction Algéroise
Tél. : 021. 64.96.39 - Fax : 021. 61.71.57
Pub Tél.: 021. 64.96.44

Rédaction Constantinoise
Tél. : 031.92.12.11
Fax : 031.92.12.22

Diffusion : Ouest et Centre : SDPO - Est: SO.DI. PRESSE

**Macron reconnaît
Ali Boumendjel
«torturé puis assassiné»
par l'armée française**



Abdelkrim Zerzouri

Par petites touches, sans brusquer les événements, le dossier de la mémoire prend de la forme. M. Emmanuel Macron a reconnu « au nom de la France », mardi, que l'avocat et dirigeant politique du nationalisme algérien, Ali Boumendjel "a été torturé puis assassiné" par l'armée coloniale pendant la Guerre de libération nationale, le 23 mars 1957, en pleine bataille d'Alger. Ce geste « n'est pas un acte isolé », promet le président français dans un communiqué rendu public dans la soirée du mardi par la présidence française. La reconnaissance par la France de l'assassinat d'Ali Boumendjel, comme proposée par Benjamin Stora dans son rapport sur la mémoire de la colonisation et de la guerre de libération nationale, intervient après un autre aveu du même genre, en l'occurrence l'assassinat de Maurice Audin, mathématicien membre du Parti communiste algérien (PCA), disparu le 11 juin 1957, également en pleine bataille d'Alger, et qu'on a fini par reconnaître, en septembre 2018, toujours « au nom de la République française », qu'il a été « torturé à mort » par des militaires français, un drame « rendu possible par un système légalement institué », a-t-on admis.

Le président français a reçu quatre petits-enfants d'Ali Boumendjel, à l'Élysée, pour leur dire, au nom de la France, ce que Malika Boumendjel aurait voulu entendre: « Ali Boumendjel ne s'est pas suicidé. Il a été torturé puis assassiné », ajoute la présidence française. Le leur a également fait part de « sa volonté de poursuivre le travail engagé depuis plusieurs années pour recueillir les témoignages et encourager le travail des historiens par l'ouverture des archives afin de donner à toutes les familles des disparus, des deux côtés de la Méditerranée, les moyens de connaître la vérité ». « Ce travail sera prolongé et approfondi au cours des prochains mois, afin que nous puissions avancer vers l'apaisement et la réconciliation », a-t-il promis. Il a estimé, à ce titre, que « regarder l'Histoire en face, reconnaître la vérité

des faits, ne permettra pas de refermer des plaies toujours ouvertes, mais aidera à frayer le chemin de l'avenir ». « Aucun crime, aucune atrocité commise par quiconque pendant la guerre d'Algérie ne peut être excusé ni occulté », indique encore la présidence française. Misant sur la jeunesse, le communiqué de la présidence relève que « la génération des petits-enfants d'Ali Boumendjel doit pouvoir construire son destin, loin des deux ornières que sont l'amnésie et le ressentiment. C'est pour eux désormais, pour la jeunesse française et algérienne, qu'il nous faut avancer sur la voie de la vérité, la seule qui puisse conduire à la réconciliation des mémoires », ajoute encore l'Élysée.

Rappelons que le mois dernier, la nièce d'Ali Boumendjel, Fadela Boumendjel-Chitour, avait dénoncé un « mensonge de l'Etat (français) qui fut dévastateur ». Notons que le rapport Stora, remis le 20 janvier, a soulevé de vives critiques, aussi bien en France qu'en Algérie, notamment pour ne pas avoir préconisé des « excuses » de Paris pour la colonisation. L'Organisation des moudjahidines (ONM) a accusé Benjamin Stora d'avoir « occulté les crimes coloniaux » de la France en Algérie. Le gouvernement algérien a demandé à plusieurs reprises « la reconnaissance des crimes coloniaux » de la France. « Nous ne privilégierons pas de bonnes relations au détriment de l'histoire et de la mémoire, mais les problèmes se règlent avec intelligence et dans le calme, et non avec des slogans », a affirmé lundi dernier le président algérien Abdelmadjid Tebboune lors d'une entrevue avec des médias locaux.

Paris et Alger ont fait de la « réconciliation des mémoires » un dossier prioritaire et Tebboune et Macron se sont engagés à travailler ensemble sur ce dossier. L'année 2022 rappelle le rendez-vous de l'élection présidentielle en France, et une histoire décomplexée entre les deux pays pourrait être fort bénéfique pour le candidat M. Macron, même si ce dernier se défend de vouloir tirer un quelconque profit électoraliste de cette réconciliation des mémoires.

**Envoi de troupes de l'ANP au Sahel
Le démenti de l'ambassade de France**

El-Houari Dilmi

Les propos prêtés au président français Emmanuel Macron concernant l'envoi de troupes de l'Armée algérienne au Sahel, ont suscité une vive polémique dans les médias et sur les réseaux sociaux. Dans un communiqué de l'ambassade de France en Algérie, adressé à notre rédaction, il est fait état d'un démenti formel au sujet des « fausses accusations qui circulent sur les réseaux sociaux concernant des propos prêtés au président de la République française ». L'ambassade de France en Algérie précise dans son communiqué que « lors de la conférence des chefs d'Etat des pays membres du G5 Sahel, le président Macron n'a jamais affirmé que l'Algérie avait pris l'engagement d'une intervention militaire dans le cadre de cette force », ajoutant que le président français « s'est félicité du réengagement politique de l'Algérie suite à la tenue de la réunion du comité de suivi de l'accord d'Alger à Kidal le 11 février, réunion à laquelle Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, a participé », souligne l'ambassade de France dans son communiqué. La question de l'envoi de troupes de l'Armée algérienne en dehors des frontières avait suscité une vive polém

mique en Algérie, sur les réseaux sociaux notamment. Le ministère de la Défense nationale (MDN) avait officiellement réagi en publiant un démenti le 21 février dernier, dans lequel il a démenti les allégations concernant la participation de l'Armée nationale populaire (ANP) à des missions militaires en dehors des frontières algériennes sous le chapeau de puissances étrangères dans le cadre du G5 Sahel. « Certaines parties et porte-voix de la discorde ont relayé via leurs pages et comptes subversifs sur les réseaux sociaux des allégations dénuées de tout fondement, proférant que les actions et les opérations menées par l'institution militaire, au niveau interne et externe, répondent à des agendas et des instructions émanant de parties étrangères, et que l'ANP s'apprête à envoyer des troupes pour participer à des missions militaires en dehors de nos frontières nationales sous le chapeau de puissances étrangères dans le cadre du G5 Sahel, ce qui est faux et inadmissible. Des intox qui ne peuvent provenir que d'ignares à la solde des services du Makhzen marocain et sionistes », avait précisé le MDN dans son communiqué. Le MDN avait également rappelé que « la participation de l'Armée nationale populaire en dehors des frontières du pays relève de la déci-

sion du peuple algérien, conformément aux dispositions de la Constitution de la République ». Le président Tebboune, a lui, aussi, réagi, lundi dernier, à cette question, déclarant que l'Algérie « n'allait pas envoyer ses troupes au Sahel et qu'elle n'était pas disposée à envoyer ses enfants à l'étranger pour se sacrifier pour autrui ». Le chef de l'Etat, lors d'une entrevue accordée à des médias nationaux, avait également indiqué que « l'Algérie est une véritable force de frappe en Afrique. Notre armée est forte et nous avons réussi à préserver notre prolongement en Afrique et ailleurs. Il n'est pas question d'envoyer les enfants du peuple pour se sacrifier pour autrui », a-t-il déclaré. « Cette décision sera prise en cas de besoin de dissuasion », a expliqué le président Tebboune, soulignant que « la France connaît très bien la forte influence de l'Algérie en Afrique », relevant que la « doctrine de l'Algérie repose sur un travail pour asseoir la démocratie et aider à l'édification des Etats ». « Nous sommes une puissance régionale reconnue et des partenaires dans la résolution des crises en Libye et au Mali et ailleurs ; l'Algérie n'a jamais usé de son influence en Afrique, ni sur le plan économique ni sur le plan politique », avait indiqué le chef de l'Etat.

Raïna Raïkoum

Sid Lakhdar Boumediene

Répondant à un post sur un réseau social publiant une photo de la place de la mairie de Saïda, illuminée de mille feux, j'avais réagi en disant : « Le quinqu de ma grand-mère n'est plus ». Et c'est comme cela que ce mot de notre prime enfance m'est revenu à l'esprit. Il y en avait un, superbe, un « quinqu », chez ma grand-mère originaire de Saïda. Et lorsque j'ai été rechercher son origine, un réflexe de prof, je suis tombé sur notre fameux mot antonomase. Je ne le connaissais pas, on s'instruit jusqu'à la tombe. On me précise que c'est une figure de style attribuant à un objet le nom d'une personne. Invention d'Antoine Quinquet, pharmacien à Paris au XVIIIe siècle. C'est d'ailleurs assez conforme à ce siècle des « Lumières ».

El quinqu de ma grand-mère et l'antonomase

Le fameux « quinqu », prononcé avec l'accent de nos anciens, a illuminé notre petite enfance et, comme la madeleine de Proust, nous en avons encore à l'oreille le doux bruit, dans les narines, l'odeur pénétrante du pétrole, et dans les yeux, la mémoire de la petite flam-

me à la lumière timide et vacillante. Le souvenir de nos grands-mères, c'est la bibliothèque de la sémantique d'antan. Et gare à celui qui brisait le couvercle en verre, la flamme du quinqu se transformait immédiatement en promesse de retrouver celle de l'enfer promis par une violente engueulade de la grand-mère. Ce quinqu, il faut le reconnaître, a été connu par ma génération sans toutefois en être un concurrent quotidien à la lumière électrique qui était, en dehors de certains lieux, un progrès assez généralisé. Ils sont nombreux, ces intellectuels algériens de la génération précédente à la mienne, qui avaient à lire et écrire devant le quinqu, avec une lumière qui ferait bondir n'importe quel ophtalmologiste de nos jours. Ils avaient prouvé que la première des lumières était celle de la volonté acharnée de s'instruire. Le quinqu leur avait donné de l'aide et du courage avec ce qu'il pouvait faire. Et il en a fait beaucoup plus que toutes les écoles d'aujourd'hui qui sont en panne de cette fantastique lumière feutrée du quinqu de ma grand-mère.

**Occupation illégale des territoires sahraouis
Le Maroc doit rendre des comptes**

Le Royaume du Maroc doit rendre des comptes concernant l'occupation illégale des territoires sahraouis et des violations qu'il commet contre les civils, a déclaré l'ambassadeur représentant permanent de l'Algérie auprès de l'Office des Nations unies, à Genève, en réaction à des accusations émises par son homologue marocain contre l'Algérie.

"Le Royaume du Maroc doit rendre des comptes de l'occupation illégale (des territoires sahraouis) depuis plus de quatre décennies et des violations qu'il commet à l'endroit des civils sahraouis", a assuré l'ambassadeur algérien en réponse aux déclarations faites par son homologue marocain qui a accusé l'Algérie d'être "l'unique instigateur" derrière le récent message en faveur du peuple sahraoui, adressé par le Groupe de soutien de Genève au peuple du Sahara occidental, au Conseil des droits de l'Homme (CDH) des Nations unies.

"La délégation algérienne n'avait pas l'intention d'exercer son droit de réponse si ce n'était l'intervention de l'am-

bassadeur du Royaume du Maroc, unique monarchie de droit divin dans le monde, qui considère qu'elle ne peut faire l'objet de critiques et qui n'a pas de comptes à rendre à ses citoyens ou à la communauté internationale", a signalé l'ambassadeur algérien.

Il a précisé, à ce propos, que le Groupe de soutien de Genève au peuple du Sahara occidental avait tout à fait le droit de critiquer la politique marocaine dans le contexte d'un forum de droits de l'Homme.

Le représentant de l'Algérie a rappelé que "la proclamation du cessez-le-feu en 1991 devait être suivie de l'organisation du referendum (d'autodétermination au Sahara occidental), comme le prévoyait le plan de règlement des Nations Unies entre les deux parties : le Front Polisario et le Royaume du Maroc".

"A ce jour, cette perspective est entravée par la puissance occupante, le Royaume du Maroc qui bafoue avec la complicité silencieuse et l'inertie de certains Etats, la légalité internationale, le droit international et les droits

de l'Homme", déplore le représentant de l'Algérie. Le Maroc, a-t-il relevé "tente de valider le fait accompli de l'occupation du territoire, fait une présentation idyllique de l'occupation et dénie même le droit à la représentativité du Front Polisario qui a échangé avec lui des prisonniers de guerre, mené des rounds de négociations et maintient même (peut-être que M. l'ambassadeur ne le sait pas) ici, à Genève, des canaux de communication".

"Ni la Cour Internationale de Justice, ni la Cour Européenne n'ont reconnu le territoire du Sahara occidental comme partie intégrante du Royaume du Maroc, mais comme un territoire distinct et demain, au Luxembourg, se tiendra une nouvelle audience sur la validité de l'accord d'association et de pêche et nous ne sommes pas inquiets quant à l'issue la décision", poursuit l'ambassadeur algérien.

"La Déclaration du Groupe de soutien engage 13 Etats, ma délégation s'interroge sur la fixation du Royaume du Maroc sur mon pays", conclut-il.

Récupération du foncier industriel inexploité «Une première étape pour relancer l'activité économique»

R. N.

Le président de la Confédération des industriels et producteurs algériens (CIPA), Abdelouahab Ziani, a estimé, hier, lors d'une émission de la radio nationale chaîne 1, que la décision de récupération du foncier industriel inutilisé, prise par le président de la république, « est une bonne chose » et qu'elle contribuera à la revitalisation des zones industrielles, appelant au soutien des producteurs algériens afin de restaurer le marché local et protéger les postes de travail.

Selon M. Ziani, le processus de récupération du foncier industriel inutilisé « permettra le lancement de projets bloqués, ainsi que l'expansion des projets de production des entreprises publiques et privées ». Dans le même contexte, le président de la CIPA a souligné l'importance « d'adopter la transparence dans la distribution et l'exploitation » du foncier industriel proposant de mettre en place « un cahier des charges » pour l'obtention de ce foncier, « dans lequel l'entreprise s'engage à intégrer un certain nombre de travailleurs dans son activité de production ».

Abdelouahab Ziani a ajouté à ce propos : « maintenant, nous disons qu'il faut faire confiance aux industriels algériens pour augmenter la valeur du produit algérien, et à reconsidérer les accords (internationaux) précédemment conclus afin de protéger nos produits. Car la part des industriels algériens dans le marché local est d'environ 20% contre 80% pour les étrangers ». Pour le président de la CIPA, les industriels algériens « doivent regagner le marché local ». Et pour cela, « les producteurs algériens doivent être protégés, et le citoyen doit consommer le produit algérien, ce qui protégera les emplois et l'industrie en général ».

Evoquant les obstacles au lancement

L'Algérienne des Assurances (2a) devient « gig Algeria »

M. M.

L'Algérienne des Assurances « 2a » a annoncé le changement de son identité visuelle et devient « gig Algeria ». L'annonce a été faite mardi lors d'une cérémonie au Centre International des Conférences (CIC - Abdellatif Rahal). La cérémonie a permis de « présenter en avant-première le spot télévisuel révélant la nouvelle identité visuelle de l'Algérienne des Assurances » avec « le nouveau logo « gig Algeria » », précise un communiqué de la société.

Ce changement d'identité visuelle « intervient suite à la prise de participation dans son capital social du groupe international gig « Gulf Insurance Group » (gig) en 2015, consacrant ainsi une étape importante dans sa stratégie de développement selon les standards et normes internationaux », ajoute la même source. Le communiqué rappelle que le groupe gig a pour « principaux actionnaires » : « les groupes d'investissement Koweïtien « KIPCO » et le Canadien Financial Holdings Limited « FAIRFAX ». Il est devenu en novembre 2020 « leader sur le marché des assurances dans la région MENA, avec l'acquisition de toutes les opérations du groupe AXA dans la région du Golfe, ce qui lui permettra au futur une présence dans 13 pays : l'Algérie, le

réel des industries de transformation, l'invité de la chaîne 1 a ajouté que « l'industrie de transformation est présente en Algérie, mais son activité est arrêtée, malgré la disponibilité des produits agricoles, enregistrée pendant la période de confinement sanitaire, mais la perte était grande parce que nous n'avons pas su comment transformer le surplus de production et le stocker pour le commercialiser en cas de besoin ».

UNE CARTE DES PRODUCTEURS ALGÉRIENS

Interrogé sur la stratégie de la CIPA, l'intervenant annonce que la Confédération travaille en coordination avec le ministère de l'Agriculture, « pour préparer la carte des producteurs algériens ». Concernant la valeur des exportations, M. Ziani prévoit qu'elles atteindront « 7 milliards de dollars, si un système de double équipes était adopté dans les unités de production des industries de transformation qui fonctionnent actuellement à 20% de leurs capacités », précise-t-il. Ajoutant que « la différence des saisons agricoles entre l'Algérie et les pays africains, nous permet de fournir des produits agricoles plus tôt, ce qui permettra de dynamiser la production et d'ouvrir davantage de possibilités d'emploi ». En ce qui concerne le marketing des produits, Abdelouahab Ziani a déclaré que la CIPA fera appel à la SAFEX « dont l'expérience permettra de revitaliser la région de l'Assihar à Tamanrasset pour devenir une seconde capitale de l'exportation », alors que la société publique Logitrans pour la logistique et le transport routier des marchandises, « contribuera au transport des produits transformés de toutes les régions vers Tamanrasset, qui sera dotée de guichets uniques pour faciliter les transactions commerciales ».

Koweït, Jordanie, Emirats Arabes Unis, Bahreïn, Syrie, Irak, Liban, Arabie Saoudite, Egypte, Qatar, Oman et la Turquie ». Dans son intervention lors de la cérémonie, Mourad KAOUA, directeur général de gig Algeria, a fait part de sa fierté de la nouvelle identité visuelle qui « constitue une réalisation importante dans l'histoire de notre compagnie, ce qui est considéré comme un pas de plus vers de nouveaux défis et la réalisation de nos objectifs stratégiques, convergents vers notre vision de devenir la marque la plus distinguée et l'employeur préféré des Algériens ».

« La nouvelle identité représente un changement majeur et un tournant décisif dans tout ce que nous faisons en tant qu'assureur, et ce, selon un modèle de management basé sur des normes et standards internationaux », précise le communiqué de la société d'assurances.

Le DG a également annoncé que la « stratégie sur le moyen et le long terme » de « gig Algeria » se base sur « la digitalisation progressive de l'ensemble des processus et pratiques de la compagnie, et ce, afin de faciliter l'assurance aux Algériens ». « Ce changement de marque s'appuiera sur une campagne de communication via les médias traditionnels et les réseaux sociaux », affirme également la compagnie.

Une bombe désamorcée à Alger

Un réseau composé de trois éléments de soutien à un groupe terroriste, qui active dans les hauteurs de Tipaza, a été démantelé, durant la semaine en cours, par les services de sécurité du ministère de la Défense nationale (MDN), a indiqué hier un communiqué du MDN.

« Dans le cadre de la lutte antiterroriste et grâce à l'exploitation de renseignements,

les services de sécurité du ministère de la Défense nationale ont réussi, durant la semaine en cours, à démanteler un réseau composé de trois (3) éléments de soutien à un groupe terroriste qui active dans les hauteurs de Tipaza », précise le communiqué. « Après investigations, il s'est avéré que l'un des éléments arrêtés dudit réseau avait acheminé une bombe

de confection artisanale, qu'il a posée dans un lieu précis aux environs de la commune des Eucalyptus dans la capitale », ajoute la même source, soulignant que « cet engin explosif, qui devait être utilisé pour perpétrer un attentat criminel à Alger, a été localisé et désamorcé, hier 2 mars 2021, par un groupe d'intervention spéciale de l'ANP dépêché sur les lieux ».

Bordj Badji Mokhtar Un terroriste capturé et des armes interceptées

Le terroriste dénommé « Okbaoui Abdi » dit « Abdi Ould Barka » a été capturé à Bordj Badji Mokhtar par un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP), est-il annoncé dans un bilan opérationnel de l'ANP pour la période du 24 février au 02 mars 2021.

« Dans le cadre de la lutte antiterroriste et grâce à l'exploitation de renseignements sécuritaires, un détachement de l'Armée nationale populaire a capturé le terroriste dénommé Okbaoui Abdi dit Abdi Ould Barka, à Bordj Badji Mokhtar en 6e Région militaire. Ledit terroriste avait rallié, en 2016, l'une des organisations terroristes activant au Sahel », est-il précisé dans ce bilan. Selon la même source, un autre détachement de l'ANP a découvert, suite à une opération de fouille et de recherche le long de la bande frontalière à Bordj Badji Mokhtar, « une cache d'armes et de munitions contenant (02) pistolets mitrailleurs de type Kalachnikov, (03) chargeurs de munitions, (03) roquettes antichar RPG-2, (03) roquettes antipersonnel RPG-2, (01) grenade an-



tipersonnel FLG, ainsi que (136) balles, alors qu'un autre lot de (2485) balles de différents calibres a été également saisi à In Aménas ».

Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée et « en continuité des efforts intenses visant à venir à bout du fléau du narcotraffic dans notre pays », des détachements combinés de l'ANP ont intercepté, en coordination avec les différents services de sécurité dans diverses opérations exécutées à travers les différentes régions

militaires, « (49) narcotrafiquants et saisi de grandes quantités de kif traité s'élevant à (12) quintaux et (14) kilogrammes, que les bandes criminelles ont tenté d'introduire à travers les frontières avec le Maroc ». Les résultats de ces opérations « dénotent du haut professionnalisme et de l'engagement indéfectible de nos Forces armées à préserver et prémunir notre pays contre toute forme de menaces sécuritaires et fléaux connexes », estime le ministère de la Défense nationale (MDN).

Affaires religieuses

Indemnisation des heures de travail supplémentaires des imams

Le ministre des Affaires religieuses et des Wakfs, Youcef Belmehdi, a donné, hier, des instructions portant indemnisation des heures de travail supplémentaires des imams et des fonctionnaires du secteur, en leur accordant des congés les jours de semaine, indique un communiqué du ministère.

"Dans le cadre de la coor-

dination entre le ministère des Affaires religieuses et des Wakfs et celui du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, le ministre du secteur a donné des instructions sur l'impératif d'indemniser les fonctionnaires qui travaillent durant les jours fériés et les occasions nationales et religieuses, en leur accordant des congés les

jours de semaine", note le communiqué.

Ces instructions adressées au secrétaire général et à l'inspecteur général du ministère conformément aux textes juridiques et réglementaires, interviennent "en réponse des aspirations et préoccupations des imams et des fonctionnaires du secteur", conclut la source.

Polyclinique d'Aïn Naâdja L'agresseur de fonctionnaires de la santé arrêté

Les services de la Sûreté nationale ont arrêté un individu qui a agressé des fonctionnaires de la santé dans la polyclinique sise à la cité des 720 Lgts à Aïn Naâdja, a indiqué hier un communiqué de la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN).

La 9e Sûreté urbaine d'Aïn Naâdja a été alertée par la Sûreté de la wilaya d'Alger, concernant un individu qui a agressé des fonctionnaires de

la santé au niveau d'une polyclinique. Une fois sur place, les éléments de la sûreté qui ont découvert un individu en état d'hystérie aigue, suite à sa prise d'une overdose de comprimés psychotropes, ont procédé à son arrestation. A l'issue des investigations, il s'est avéré que le mis en cause avait agressé, à l'arme blanche, deux médecins femmes ainsi qu'un agent de sécurité et de pré-

vention, chargé du gardiennage et brisé la porte du bureau du médecin de garde.

Par ailleurs, les services de Sûreté relevant de Bir Mourad Rais, ont arrêté un suspect au niveau de la station de bus d'El Mouradia, en possession de 5 barres de cannabis (479 grammes), d'un téléphone portable et d'un montant de 3.240 Da, lit-on dans le communiqué de la DGSN.

De la société tribale à la nation État

On ne peut pas (ac)cumuler si l'on ne se repose pas sur soi. La défiance à l'égard de nous-mêmes nous a fait commettre deux erreurs concernant notre modèle de développement. La première : on a voulu faire de la nation la projection d'un modèle, celui de l'État westphalien.

Par **Derguini Arezki***

1ère partie

Errreur procédant d'un double oubli : le renouveau de la nation algérienne a précédé celui de l'État algérien, ensuite la compétition pour le monopole de la violence n'est pas une fin en elle-même, mais le moyen de s'approprier, de privatiser, les ressources naturelles en faveur d'une classe. L'autre erreur, sœur jumelle, est d'avoir essentialisé la tribu en l'enfermant dans le passé. Le nationalisme a chassé la tribu de l'histoire, comme les classes l'avaient fait dans l'histoire européenne. Elle n'est plus traitée que comme une survivance.

L'État westphalien est issu de compétitions guerrières européennes qui ont abouti à la formation de classes guerrières et à la stabilisation d'une certaine répartition du monopole de la violence. Davantage l'État d'une classe au départ, il deviendra celui d'une nation, avec l'extension du domaine de la compétition et l'implication de toute la société dans la compétition. On assiste à la formation d'armées industrielles du travail. La compétition guerrière se porte sur la conquête de ressources non européennes et «se charge» d'une nouvelle compétition, la compétition économique et industrielle, qui devient comme la compétition dominante. La domination guerrière directe se renforce d'une domination indirecte par l'échange.

Le nouvel État algérien se construisant dans la nouvelle nation et son combat anticolonial s'est extrait de la différenciation de la société au lieu d'approfondir sa formation dans le nouveau combat pour la libération par l'échange. Il a maintenu la séparation coloniale de la société de ses ressources sans pouvoir compter sur une classe de propriétaires et une propriété privée légitime. Il a désarmé la nation face au défi de la domination extérieure par l'échange, il a cessé d'être l'appareil de combat de la société. Il a cru la société tribale incapable de s'incorporer les formes modernes d'organisation et d'entrer dans la bataille de la production. On fit connaître à la tribu le sort qu'elle avait connu dans la société européenne. On regardait l'Histoire avec les yeux des vainqueurs européens. L'histoire algérienne devenait sans consistance, la Révolution aurait été un coup de tonnerre dans un ciel serein. Du passé faisons table rase. La monopolisation de la violence et des ressources n'est pas venue à bout de la tribu pour autant, son esprit a fait barrage à la division de la société en classes, à la privatisation. Défaite par cent-trente ans de colonisation, la tribu avait perdu ses guerres tribales, avait été démembrée et avait été plongée violemment dans la modernité et la compétition mondiale.

Elle s'était projetée en avant, pressentant qu'elle ne pouvait plus vivre que du monde, de sa part dans la production mondiale. Mais au lieu de récupérer ses ressources pour «armer» sa compétition, elle en fut privée, succéda alors une dispute sociale autour de



ces ressources. Le barrage qu'elle dressa contre l'appropriation privée à l'indépendance avec la propriété publique, subit aujourd'hui de fortes pressions.

Nous ne sommes plus dans le temps de la compétition pour la richesse comme production naturelle (tribut) ni dans celui du mercantilisme qui considérait l'or et l'argent, le pouvoir d'acheter, comme la richesse par excellence, mais dans celui du pouvoir de produire. La monopolisation de la violence ne pouvait plus en être le moyen, ni la condition, mais la production d'un ordre productif sous le régime d'une propriété légitime, l'engagement de toute la société dans la bataille de la production. Un demi-siècle et une décennie n'ont pas suffi pour dissocier la propriété privée du colonialisme et de l'exploitation. On fait certes encore la guerre pour s'approprier les richesses naturelles, guerres non déclarées contre la propriété indivise ou la souveraineté des pays. *L'État-nation naît certes de la guerre, mais de ce fait, il ne peut pas être dissocié d'une machine de guerre, maintenant d'un « complexe militaro-industriel », fut-il faiblement différencié.* Les États-nations se sont consolidés autour d'un noyau militaro-industriel de plus en plus puissant. Quand la société ne peut pas différencier industrie civile et industrie militaire, quand cette dernière ne peut pas constituer la pointe de son industrie, quand il lui en coûterait de s'engager dans la compétition militaire, elle n'abandonne pas pour autant son noyau militaro-industriel, son industrie civile. L'indifférenciation de son industrie doit la préserver de la domination par l'échange, de la trop forte domination de l'industrie mondiale par l'industrie de la puissance militaire. Comme la cité mozabite dans le passé, qui n'avait pas intérêt et ne voulait pas différencier son industrie et sa société, elle devait pouvoir monter rapidement sa machine de guerre en cas d'agression. Car il y a une unité entre les deux industries civile et militaire, ce qui les différencie peut s'estomper, comme entre la compétition et la guerre.

La leçon de la période postcoloniale est la suivante : la société militaire ne se transformera pas en classe de propriétaires quoique puisse être ses velléités. Les guerres civiles ne détruiraient que des ressources. Elle ne pourra pas faire comme les seigneurs de guerre européens et asiatiques, elle ne pourra pas commander aux hommes par les choses, second pas qui lui permettrait de renoncer au gouvernement direct des hommes devenu insupportable. La tribu dépossédée hante et défait nos constructions. Nous devons apprendre à fabriquer une élite au service de l'intelligence collective et non l'inverse.

Nous avons considéré que l'esprit de la tribu était incapable d'entrer dans le monde et la bataille de la production^[1]. Nous avons opposé tradition et évolution, nous nous sommes privés d'un capital social et symbolique important, au lieu

de poursuivre la construction de la nouvelle nation dans son nouveau combat.

Nous avons choisi de construire un État militairement fort avec des individus déracinés, des régions mises à plat et des entreprises sans âme plutôt qu'avec des régions fortes, des entreprises responsables animées d'un esprit de corps et d'un esprit de compétition ordonné. *Nous avons renoncé à prolonger le nationalisme politique d'un nationalisme social et économique qui ne pouvait procéder que de collectifs réels.* Des appareils ne donnent pas une âme, mais des élites et des sociétés engagées dans des combats unitaires. Au lieu de revoir radicalement les institutions coloniales, de rétablir la propriété collective pour donner sens à la propriété privée et publique, pour donner ses corps à la décision collective, nous avons poursuivi le travail colonial de sape des collectifs et nous nous retrouvons aujourd'hui toujours enfermés dans le dilemme propriété publique ou propriété privée. Insatisfaits tour à tour par l'une et par l'autre, l'imagination en panne, nous tapons tout à la fois sur la bureaucratie et sur l'oligarchie.

Le capital militaire *leading from behind*, s'épuise, sa conversion en capital financier est destructrice du capital social, politique, économique et naturel. Il se retrouve incapable de commander aux hommes et aux choses. Ce qui doit être reproché au capital politico-militaire n'est pas de tenir une autre place que la sienne dans la hiérarchie des capitaux, mais de ne pas remplir sa fonction d'accumulation de forces, de ne pas pouvoir donner lieu à une différenciation du capital en capital social, politique, militaire, humain et économique. C'est de se dissiper en restant dans l'indifférenciation, c'est de maintenir l'unité des forces dans l'indifférenciation, c'est de conduire la société à la décomposition. Le capital politico-militaire a été, est et sera au cœur de toute compétition, de toute construction sociale. L'«État civil» ne peut naître que d'une différenciation efficace des forces, du capital.

S'approprier la richesse, la production mondiale, à l'indépendance, ce n'était donc non plus simplement récupérer des richesses nationales, mais récupérer les richesses nationales dans le but de s'approprier notre part de la production mondiale, pour être au monde par notre production, pouvoir porter notre production dans le monde pour obtenir de la sienne. C'est porter la « tribu », une certaine différenciation indifférenciation de la nation, dans le monde. Notre production naturelle au départ, mais pas indéfiniment. Nous avons vécu de nos richesses nationales comme si nous étions encore dans un régime d'autoconsommation. Ce n'était plus seulement se battre pour qu'une population recouvre son propre territoire et ses propres ressources naturelles, mais se battre pour qu'ils lui donnent un «territoire» dans la production mondiale, se battre pour vivre dans le monde et avec lui. *Notre consommation est aujourd'hui écartelée entre deux productions*

qui nous échappent, celle de nos ressources naturelles qui se dissipent et celle de la production mondiale qui nous est étrangère.

MARCHÉ INTÉRIEUR ET CENTRE DE GRAVITÉ DE LA PRODUCTION MONDIALE

Avec l'indépendance, nous avons compris la nécessité de protéger nos marchés. Mais nous nous sommes mépris sur ce qui fait un marché national. Ce n'est pas un nationalisme économique de l'État, mais de la société. Le nationalisme d'État a désarmé au lieu d'armer l'esprit compétitif de la nation. Ce qui fait un marché « national » ce ne sont pas des frontières surveillées, ce sont des marchandises qui s'imposent. La mauvaise monnaie, les mauvaises marchandises, ont chassé les bonnes. Nous avons fait graviter le marché autour de l'État et sommes devenus le marché des autres. Pour former son marché, équilibrer son offre et sa demande, une société peut contrôler au départ ses échanges par ses douanes, mais une telle fermeture doit s'accompagner d'une ouverture, d'une ouverture qui lui permette d'améliorer ce marché, de former des offres et des demandes qui la rendent en mesure de s'incorporer les progrès du monde. Si après avoir stabilisé ses échanges intérieurs, ce que vise une fermeture de son marché, si la société n'étend pas ses offres, ses frontières ne formeront pas son marché, mais celui des importateurs et des étrangers. *Fermer pour former un marché, c'est produire une offre pour former un centre de gravité du marché mondial; les frontières d'un marché ne peuvent être «nationales» que parce que ces offres «portent» précisément au-delà des frontières étatiques.* Une reproduction élargie de notre production ne peut pas aller avec une définition nationale de «nos» marchés. *Nous avons confondu «nos» marchés avec le «marché national».* Ce qui doit être national, c'est le marché qui peut s'incorporer un centre de production et d'accumulation qui l'active et autour duquel il «tourne».

Pour la formation d'un marché, le contrôle étatique doit assurer une certaine fermeture du marché pour qu'il puisse se former un tel centre de gravité. «Nos» marchés sont ceux qui rendent possible une intériorisation d'une part de la production mondiale par la société, une production qui accumule un savoir-faire et ses matériaux. Une telle «intériorisation» d'une part de la production mondiale doit pouvoir être contrôlée de sorte que la production nationale puisse bénéficier de ses externalités. Notre marché ce sera d'abord notre part des marchés extérieurs sans lesquels une de mande pour notre production industrielle (comme par tie échangeable de la production mondiale, comme production à l'image de la production mondiale) ne pourrait pas se constituer, étant donné la faiblesse de notre pouvoir d'achat initial. *Répetons-le notre production ne peut pas être séparée de la production mondiale, puisque c'est de celle-ci qu'il nous faut vivre.*

Suite en page 6

De la société tribale à la nation État

Suite de la page 5

Le problème c'est comment organiser leur rapport pour que notre production puisse trouver place dans la production mondiale. C'est à partir des marchés extérieurs, par une intériorisation d'une partie de leur production, qu'il est possible de donner forme et consistance à un marché intérieur. Créer un centre de gravité national de la production et des échanges mondiaux, l'intérioriser pour créer un marché intérieur porteur, autrement dit qui tourne sur lui-même, passe par la conquête progressive de petits bouts des marchés extérieurs dont on a été séparé. Une région peut réguler de «manière sociale» ses offres et demandes, la volonté générale ici n'est pas une abstraction, ses marchés peuvent établir les bons rapports avec les marchés extérieurs.

La Chine a dédoublé ses marchés. Elle a utilisé des zones, des régions, pour s'approprié une partie de la production mondiale et intérioriser ensuite, à la mesure du reste de la Chine, les progrès d'une telle production. Des zones qui ne se confondent pas avec de simples comptoirs ou ateliers du monde.

MONNAIE, TRAVAIL ET POUVOIR D'ACHAT

Pour sortir du « cercle vicieux de la pauvreté » (pas d'épargne, pas d'investissement), il fallait élargir le marché (la demande) et financer l'investissement (l'offre). Nous avons le pétrole pour financer l'investissement, pas le marché pour écouler une production qui puisse vivre de l'échange avec le monde. Nous avons déconnecté l'épargne sociale de l'investissement et nous n'avons pas produit pour l'exportation. Grâce à une politique volontariste du taux de change (1 dinar = 1 franc français) qui mettait sur le même pied d'égalité la consommation (bas prix des biens-salaires, donc importations, pour permettre l'urbanisation) et la production (bas prix des biens d'équipements, donc importations, pour permettre l'industrialisation), le travail français et le travail algérien, nous avons alors attribué un pouvoir d'achat arbitraire au travail pour créer un marché intérieur (la demande) en rémunérant le travail indépendamment de sa productivité. Riches du pétrole, nous avons tué l'épargne sociale. Il ne suffit pas de produire à sa convenance, n'importe quelle production ne peut pas être portée à l'existence (mondiale), à moins de vouloir rester dans l'autoconsommation^[1] ou d'adopter le complexe militaro-industriel de la Corée du Nord. Des productions devaient s'inscrire résolument dans le monde, il fallait accepter le pouvoir d'achat réel de notre travail sur la production mondiale pour espérer prendre part à la production mondiale. Accroître la productivité du travail avant d'augmenter le pouvoir d'achat (remontée des filières) était une démarche nécessaire que dictaient les circonstances. Nous avons privé le travail de la raison d'augmenter sa productivité^[2], nous l'avons privé de la possibilité de se mesurer au travail du monde, de relever le défi. Il a été déclassé sans livrer bataille.

Nous avons confié la possibilité d'échanger avec le monde aux hydrocarbures. L'énergie «gratuite» et la surévaluation de notre monnaie nous ont rendu le travail étranger bon marché, l'usage des machines facile. Nous avons acheté les machines, mais nous avons oublié que les machines étaient seulement des objectivations du travail, les produits d'un travail qui n'était pas le nôtre, mais qui devait le devenir. Le travail d'autrui a écrasé notre travail, aucune chance n'a été laissée à ce dernier pour disputer les produits au premier. Les machines et l'énergie fossile ont économisé notre travail, mais pas celui importé. Notre travail ne s'est pas enrichi du travail

d'autrui, il ne l'a pas rattrapé, il n'a pas innové, il est devenu inutile. Les machines importées sont restées dépendantes du travail d'autrui. Acheter une machine ce n'est pas l'entretenir, ce n'est pas substituer une importation par une production locale, c'est s'attacher à d'autres machines étrangères, c'est accepter l'illusion d'une substitution. Non seulement nous avons acheté de mauvaises machines que nous avons mal utilisées, mais notre savoir s'est résumé au mode d'emploi de ces machines. Les machines importées ne nous ont pas permis de ne pas «réinventer la roue», d'inventer nos machines, elles étaient juste des machines à pomper des sous dans une économie protégée. Tout se passe comme si l'énergie et l'argent bon marché nous avaient donné les machines et nous avaient retiré le travail, car nous n'avons pas compris que s'industrialiser pour une ancienne société colonisée c'est incorporer du travail indirect dans du travail direct, c'est accroître la puissance du travail vivant, c'est monter des machines sociales^[3] complexes et vivantes. C'est détacher un produit du travail d'autrui pour en faire un travail assimilé. Quand la faillite nous a rendu compte de nos mésusages, de notre incapacité à monter des «machines sociales» en mesure de s'incorporer les machines d'autrui, nous avons licencié ou mis en prison les cadres qui avaient fait l'apprentissage de l'usage des organisations et des technologies modernes au lieu de les mettre en situation de «se défendre», d'innover. On a refusé de les responsabiliser. Des entreprises étrangères se sont fait la joie de récupérer les meilleurs d'entre eux.

Mauvaise monnaie donc mauvais rapports aux marchandises, aux machines et au travail. Instituer une bonne monnaie, de bonnes monnaies, c'est le point de départ d'une bonne économie. La monnaie précède la constitution d'un marché. La monnaie est une convention qui institue un rapport avec le monde, qui par sa distribution institue des rapports sociaux. Il nous faut revoir notre rapport à l'argent. Il est subitement passé de rare à abondant, mais pas seulement. Lors de sa rareté, ce fut l'État qui l'administra selon la politique de la «queue», de la file d'attente. Sa valeur fut placée au-dessus de celle du travail, au-dessus de la société, avec... les non travailleurs en tête de la file d'attente. De même lors de son abondance, il est allé là où il ne pouvait pas «enfanter». La «mère des batailles» c'est notre rapport à l'argent. Le désir de monnaie, le pouvoir d'acheter ont été détachés du pouvoir de produire, du désir d'égalité. Il faut donner à la monnaie une valeur qui doit être à la hauteur du pouvoir d'achat que l'on veut distribuer, du travail que l'on veut se donner, que l'on veut valoriser, de ce que l'on peut produire et veut échanger. Des monnaies peuvent créer les marchés inclusifs qui permettraient à tous de travailler et d'échanger, entre nous et avec le monde. Viendront alors sur le marché le «bon» travail et les «bonnes» marchandises d'autrui. La valeur de la monnaie n'est pas objective, elle est celle du désir social et du pouvoir d'achat que nous voulons distribuer. Elle n'est pas celle du travail en général, mais celle de ce que à quoi nos désirs et nos peines attachent de l'importance. Nous avons choisi de faire du travail du fonctionnaire le «bon» travail, nous ne pourrions plus en vivre. Sur cette pente, nous nous exposons à nous faire déposséder.

Le problème actuel pour la mise en place d'une monnaie dont la valeur honore le travail et l'égalité est que la valeur actuelle de la monnaie cache des rapports de domination. Donner une valeur explicite à la monnaie ce serait dévoiler les pouvoirs et désirs d'achat réels des individus. Il faut pouvoir se regarder en face, ce que nous évitons. Pour instaurer une monnaie digne de confiance qui ne vise pas à valider ces rapports de domination, il faut donc d'abord mettre à jour ces désirs et ces pouvoirs d'achat réels et les interroger. Les Al-

gériens sont tous des copropriétaires, je ne crois pas que l'on puisse revenir dessus. Malgré le développement de l'individualisme et du désir de propriété privée, nous nous comportons toujours comme des copropriétaires, nous nous disputons, nous nous «disputerons» toujours la copropriété. Plutôt que d'organiser une telle compétition, nous l'avons livrée au désordre, à la loi du fait accompli. Le mot de Proudhon, la propriété c'est du vol, n'est pas chez nous loin de la vérité. Sa légitimité est régulièrement remise en cause. Ce ne sont pas les histoires de corruption qui nous contrediront.

Le peuple algérien n'est pas l'enfant de la propriété privée comme le fut le peuple de la Révolution française qui s'est attaché à généraliser la propriété exclusive afin de protéger la propriété des classes émergentes. La propriété privée exclusive a permis à la France de sortir du Moyen Âge. Le peuple algérien a pris les armes contre une caste de propriétaires exclusifs, il se défendra encore d'une classe qui voudrait le déposséder. La propriété privée sera valorisée au sein de la propriété collective, le propriétaire ne pourra pas en abuser. Qui dit collective, veut dire collectivement propriétaire et non une forme juridique de propriété où la décision collective serait impossible et pourrait échapper au collectif. La propriété donne pouvoir de décision, il faut penser à l'actionnaire, à la copropriété immobilière, à la copropriété villageoise, urbaine, plutôt qu'au coopérateur de la révolution agraire. Dans une région, la propriété collective porte sur les usages de la propriété commune, les ressources naturelles, et les décisions qui les affectent. Une région doit être collectivement propriétaire des ressources naturelles, parce que leur sort est lié, personne ne dépend plus qu'elle de ces ressources et personne ne doit pouvoir décider de leur usage à sa place. Une ville doit être la copropriété de ses habitants. La ville doit faire tribu plutôt que bourgeoisie, sinon elle restera sans âme. C'est cela la révolution urbaine.

La propriété d'État ou privée ne peut pas veiller mieux qu'elles à la protection et à la valorisation de leurs ressources. Voilà ce qui établit la légitimité des propriétés, leur hiérarchie : la protection, la valorisation. Parce qu'elle en dépend de manière vitale, la région est la seule garante de la protection des ressources naturelles de son territoire. La conversion actuelle des formes de capital fait que la propriété privée n'est plus crédible pour protéger les ressources non reproductibles. Si la région ne dispose pas d'esprit de corps, sa protection sera défaillante. L'esprit de la tribu qui n'appartient pas au passé est seul capable de le lui insuffler.

La surévaluation du dinar a donné un pouvoir d'achat aux non-travailleurs, aux improductifs; elle a fait abandonner le travail productif indépendant et a érigé le travail de fonctionnaire en travail par excellence. Au bout du processus, de la dissipation des ressources naturelles, s'opposent propriétaires et expropriés. Les fonctionnaires non convertis en propriétaires seront les nouveaux prolétaires. Il n'y a pas ici de solution miracle, il faut établir les conditions d'une nouvelle distribution des pouvoirs d'achat où le désir de monnaie soit aussi un désir d'égalité. Elle passe par une redistribution régionale. La cité mozabite et le village berbère m'inspirent. Des régions viables seules pourront administrer cette nouvelle politique. Des régions viables en mesure de s'entretenir. La «tribu moderne» est une organisation à forte capacité de différenciation et d'indifférenciation, à la hiérarchie fonctionnelle, réduite et variable. Face à la pandémie, elle en aurait dressé une qui se serait dissoute après. La «tribu moderne» que j'oppose à la classe sociale n'a plus le même corps, les mêmes divisions que son ancêtre, elle a une nouvelle souplesse. Elle a le même esprit, l'esprit d'égalité. Elle est portée par le désir de faire corps face aux défis. Pour survi-

vre notre société doit faire corps dans le monde, elle doit faire nation. Un individu appartient à plusieurs tribus, sa vie dépend de plusieurs d'entre elles. «Sa» tribu primordiale n'a pas disparu, elle est autrement distribuée au travers d'autres appartenances, le village, la ville, la région, le pays et le monde. La tribu moderne n'a plus rien de l'archaïsme de la tribu défaite, de la tribu qui se retire du monde. Elle est ce plan d'égalité auquel elle sait revenir après s'être différenciée pour s'approprier le monde. Ce qui est le mieux partagé n'est pas la Raison qui dépossède la société de son intelligence, mais les raisons, les sentiments communs. Il s'agit d'inventer un Nouveau Monde. Une nouvelle Algérie qui ne soit pas celle que lui destinent les riches propriétaires du monde.

Comme dans le cas de la construction d'un marché national, la construction d'une tribu, d'une nation procède de l'extérieur vers l'intérieur, de sa compétition extérieure. La puissance de cette compétition n'est pas indépendante de sa compétition intérieure, mais une nation qui se dispute ses ressources intérieures et oublie sa compétition extérieure, oublie que sa condition d'existence comme nation dépend de l'existence des autres nations, que sa compétition est externe avant d'être interne, cette nation oubliée est vouée à être défaite. Le désir d'être au monde passe par la nation qui en appelle à la «tribu», à cette forme d'organisation qui fait corps et rejette les corps de classes. Nous avons subi cent-trente ans de colonialisme parce que la tribu ne l'a pas compris, parce qu'elle n'a pas préparé la guerre pour avoir la paix. La tribu c'est le passé et l'avenir: le passé sans la nation, l'avenir dans la nation. Sans cette conviction le noyau politico-militaire ne pourra pas trouver sa place.

Les collectifs et les individus d'une région, d'une tribu à l'autre, peuvent établir et se rendre des comptes, ce qui est inimaginable à une autre échelle. La solution communale est une farce, car quel pouvoir de négociation peut avoir un collectif ou un individu dans une commune, quelle prise peut-il avoir sur les ressources et les comptes dont il dépend ? Il est réduit à couper des routes. Cette solution, c'est nous renvoyer à des archaïsmes, aux douars de la tribu précoloniale se disputant les frontières de leur territoire et les individus les limites de leurs parcelles. C'est ce vers quoi risquent de nous renvoyer les propriétaires du monde et de leur nouvelle Algérie. La région est ce qui peut donner aux activités séparées une unité, une prise sur ses comptes et sur ceux de la nation. La justice ne peut pas être dressée sur des comptes flous; les comptes particuliers, collectifs et nationaux doivent être clairs. Nous allons voir si la société algérienne va rester indécise entre la classe ou la tribu, si les individus vont vouloir et pouvoir faire corps pour venir à bout de l'adversité, de la nécessité. Le grégaire, le troupeau, aujourd'hui n'est pas du côté de la tribu, il est du côté de la masse dominée, incapable de se constituer en classe ou tribu.

A suivre...

Derguini Arezki

Enseignant chercheur en retraite, Faculté des Sciences économiques, Université Ferhat Abbas Sétif ancien député du Front des Forces Socialistes (2012-2017), Béjaïa.

[1] Dans le récit que nous fait Hocine Malti de la nationalisation des hydrocarbures et de la récupération des gisements par la Sonatrach, on voit bien que le nif, l'honneur est ce qui a donné le courage et la force de triompher de la tutelle française. La répartition du butin de guerre succéda à la nationalisation. Cela ne tient pas aux seuls dirigeants, ils seront suivis. On n'était plus dans la bataille extérieure. <https://algeria-watch.org/?p=76583>

[2] Nous sommes restés dans l'autoconsommation d'une certaine manière, nous avons voulu produire ce que nous consommons et le tarissement des importations du fait de l'épuisement des réserves en hydrocarbure, nous y reconduit.

[3] Je me rappellerai toujours la remarque du Général Giap au président Boumediène.

Etat National en Algérie

Centralité géopolitique
et son expression politique

Battre le pavé algérois ou celui de Khenchela de Dihya, hier ou aujourd'hui, un Hirak pour les uns, une multitude pour les autres, qui crie haut et fort des mots d'ordre, des slogans, excessivement chargés de sens, peut-être de non-sens : Hier, une mouvance théologico-politique réclamait « *Dawla islamiya* » ! Aujourd'hui, une frange du Hirak proclame « *Dawla madania, Machi askaria* » ! Face à la cécité de l'élite, ces mots d'ordres ne sont pas seulement un défi pour ce « *régime politique* » discrédité, mais ils sont en rupture avec l'acte fondateur de l'Etat national en Algérie, celui de la Déclaration du Premier Novembre 1954. En proclamant de tels slogans, de quoi parle-t-on en réalité ? De quelle centralité géopolitique s'agit-il ? De l'Etat national ou de son expression politique, celle de l'exercice du pouvoir en Algérie ? Que signifie d'abord « *Dawla* » dans la pensée géopolitique ou la pratique politique ? Par la présente contribution et des extraits de mon récent ouvrage (Cf. in CHEGROUCHE « *Géopolitique d'Algérie, Syndrome de la régence* », Editions Sydney Laurent, Paris 2021), je tenterai de répondre avec méthode et critique à ce questionnement.

Par Lagha Chegrouche*

LE DISCOURS DE LA LÉGITIMITÉ
INSTITUTIONNELLE

Un régime politique n'est que l'expression d'une centralité géopolitique, fût-elle un Etat unitaire ou fédéral, monarchique ou républicain, national ou transnational. Parce qu'un Etat est une centralité territoriale, politique et culturelle jouissant d'institutions et d'autonomie d'action stratégique. Le régime est juste une « *régence* », un mode de gouvernance en charge des affaires publiques, à ne jamais confondre avec l'Etat, qu'il soit fondu sur :

Une « *légitimité dynastique* », voire « *divine* », dite califale en Terre d'Islam ou monarchique en Occident. L'Etat se déploie autour de la personne du calife ou du monarque, incarnant son unité et sa continuité. La religion participe à forger la centralité géopolitique, même si elle évolue souvent vers une forme de monarchie constitutionnelle : Emir (ou calife) des croyants en Terre d'Islam, Roi des Belges ou des Francs en Terre chrétienne ! Les configurations théologico-politiques sont souvent une excoissance culturelle et politique. Par exemple, en Terre d'Islam, le chef de l'Etat est l'emir des croyants. Les cultes-tiernes sont régies par le régime de la Dhimmitude !

Une « *légitimité élective* », voire « *révolutionnaire* » dite républicaine, comme en France, en Russie, en Egypte, en Turquie, en Chine, aux Etats-Unis. La « *république* » étant l'expression et le mode de gouvernance de cette légitimité élective. L'Algérie s'inscrit plutôt dans cette dynamique institutionnelle, même si ses anciens « *monarques* » étaient élus à l'instar de Jugurtha, Juba, Aksyl, Dihya ou Ali Chaouche (Cf. « *Géopolitique d'Algérie, Syndrome de la régence* », op. cit. 2021).

En raison de ce mode électif, l'Etat se déploie autour de l'institution militaire. C'était le cas de l'Algérie avec l'Armée de Libération Nationale (ALN) qui a ressuscité l'Etat national en 1954. L'Armée française du Général de Gaulle a sauvé la république en 1940. L'Armée Rouge des bolcheviks a refondé la Russie des Tsars, en 1917. L'Armée d'Atatürk asauvé le peuple turc lors du naufrage de l'Empire ottoman en 1923. L'Armée de Nasser a redonné à l'Egypte son prestige en 1952. L'Armée de Mao Zedong a insufflé une dynamique de puissance à

l'Etat de l'Empire du milieu, dès 1949. L'institution militaire dans tous ces pays est déclarée constitutionnellement garante de la centralité de l'Etat national, de son unité et de sa continuité ! De ce fait, l'Etat national de l'ALN est l'acquis le plus précieux du peuple algérien. Que son régime politique soit corrompu, autoritaire, en rupture avec la multitude, l'Etat national est l'instrument de souveraineté et de fierté nationale.

Pendant le Hirak, les mots d'ordre fusent, se diffusent mais un seul slogan revient avec constance comme un leitmotiv insufflé par une « *volonté divine* » d'une certaine élite aguerrie dans l'art de l'agitation politique et médiatique : « *Dawla madania, Machi askaria* », en négation de l'histoire institutionnelle du pays et du savoir académique, en rapport avec la problématique des formes de centralité géopolitique ou étatique dans le monde.

En effet, comme si l'Etat dans ce pays, l'Algérie, n'a jamais existé, pourtant il plonge ses racines fécondes et historiques dans l'Etat de Numidie (202-46 av. J.-C.). L'Etat de Jugurtha combattant la « *Pax Romana* », est bien ressuscité en 1710 par le Sultan Baba Ali Chaouche, affranchissant l'Etat d'Alger (1710-1830) de la tutelle califale ottomane et ce, après avoir :

Eliminé les janissaires allochtones et supplétifs,
Chassé le Pacha de la Sublime Porte,
Résident à Alger,
Procédé à l'échange des Consuls avec des puissances étrangères.

Dans cette dynamique, l'Etat national en Algérie a été ressuscité par la glorieuse Armée de Libération Nationale (ALN) en 1954, après une longue « *nuit coloniale* » et un sacrifice sans précédent dans l'histoire de l'humanité. L'Etat d'Algérie renaît de ses cendres comme un phénix ! Il est l'unique acquis à préserver contre vents et marées, d'où qu'ils viennent d'Orient ou d'Occident !

Le mutisme syndromique d'une certaine élite déboussolée par la déconfiture d'un régime politique participe à entretenir la confusion entre « *Etat* » et « *Régime* ». Une posture profitant à ceux qui ciblent « *l'Etat* » en Algérie. Ils ciblent l'Etat, l'instrument de souveraineté, mais ils sont disposés à s'accommoder avec son « *régime politique* ». Pourtant, le seul acquis historique et stratégique de l'Algérie et de son peuple est précisément la restauration de son Etat ! Le déni absolu

Géopolitique d'Algérie
Syndrome de la régence

Essai géopolitique et économique

LES ÉDITIONS
SYDNEY LAURENT

entretenu par convoitise néocalifale (Orient) et impériale (Occident) est spécialement celui de l'Etat :

L'Algérie, son nom, sa géographie, son histoire, est « *une création de la puissance coloniale* ».

L'Algérie postcoloniale est « *une œuvre des supplétifs* », une « *Dawla askaria* » !

Dans ces deux postulats, réside le déni historique, celui de la négation de l'Algérie en tant qu'Etat (Cf. « *Géopolitique d'Algérie, Syndrome de la régence* », op. cit. 2021).

Les convoitises néocalifales (ottomane) ou néocoloniales (française) par groupes interposés ou affidés rappellent cyniquement le jeu vengeresse de ces puissances à l'époque de l'Etat d'Alger : Une alliance franco-ottomane qui remonte à François 1^{er} et Soliman (« *Le Magnifique* » pour la France, « *La Terreur* » pour la Syrie). Un jeu géopolitique qui a conduit d'abord à la destruction de la marine algérienne durant la bataille de Navarin, puis au blocus du port d'Alger en 1827 et finalement à la destruction de l'Etat d'Alger en 1830. Une hostilité qui a plongé l'Algérie dans une longue « *nuit coloniale* » comme l'a justement qualifié Ferhat Abbas. Le rapport de Stora fait abstraction de cette dimension historique : la véritable raison de l'occupation d'Alger était la destruction de son Etat par la France avec la bénédiction de la « *Sublime Porte* ». Une politique ottomane vengeresse, contraire aux intérêts de l'Etat d'Alger et à la « *solidarité islamique* ».

LE DISCOURS DE TUTELLE
NÉOCOLONIALE

(Extrait de « *Géopolitique d'Algérie, Syndrome de la régence* », op. cit. 2021, PP 224-229)

« La pensée moderne de l'Etat, savoir et culture, se trouve contrainte et même déclarée « *illicite* » par les tenants du discours islamo-califal de type « *néo-ottoman* », sauf pour « *l'Etat islamique, Dawla islamiya1* », comme si dans l'histoire géopolitique d'Afrique du Nord durant la période musulmane, il y avait un « *Etat islamique* ». Prendre les Dynasties islamo-berbères pour des « *Etats islamiques* » est une hérésie des Tiers-instruits d'Algérie. Les Dynasties islamo-berbères sont des centralités géopolitiques, prémices d'une configuration étatique en formation, mais elles ne sont d'aucune façon un « *Etat national* », encore moins un « *Etat-Nation* » au sens occidental moderne. Parce que l'Etat-Nation est un parachèvement géopolitique, un acquis de modernité, qui suppose un territoire et une nation constituée, portée par des considérations historiques, géopolitiques et culturelles de coexistence et d'émancipation. Ce n'est pas le cas évidemment de l'illusion islamiste.

Suite en page 8

* Docteur
Directeur du Centre d'Etudes Nord-Africaines (Paris)
Chercheur universitaire
Expert Géopolitique
Auteur d'ouvrages et publications académiques

Etat National en Algérie

Centralité géopolitique
et son expression politique

Suite de la page 7

L'illusion de la « *Dawla islamiya* » révèle un artifice de négation de l'Etat postcolonial, celui issu du processus de libération nationale (ALN), héritier de l'Etat d'Alger, probablement une stratégie de suppléance au service d'intérêts néocoloniaux obscurs, parce que l'islamisme n'est « *étatique* », ni « *national* ». Il est foncièrement de nature idéologique subversive et de pratique séditionnelle. Partout où l'islamisme s'est installé, comme en Afghanistan, au Soudan, en Somalie, en Syrie, en Irak, au Sahel, au Yémen, il a provoqué la désagrégation ethnique de la société et l'implosion de l'Etat national. Sa seconde nature est cette capacité de favoriser une métastase scissionniste, un séparatisme aboutissant le plus souvent à des « *micro-centralités* » vassales (*tabaiya*), à la fois dissidentes (*khawarij*), guerrières (*djihadistes*) et rivales (*moutanahira*) : « *Etat-tribu* », « *Etat-gisement* », « *Etat-émirat* », « *Etat-fatwa* ».

L'Islam se meut davantage autour d'une « *transversalité* » culturelle et ethnique associant de nombreux territoires, histoires et peuples, convergeant vers une « *centralité théologique califale* », une forme de communion théologico-politique vers un souverain suprême : un « *Calife* » ou un « *Imam* », selon le culte, voire le rite islamique.

Une telle centralité est plus perceptible en Terre d'Islam shiite comme à l'époque des Dynasties islamo-berbères (Rustumides, Fatimides, Zirides, Hammadides, Zianides) ou encore en Iran contemporain. Le pouvoir théologico-politique d'obédience chiite s'exerce sous la forme de « *Velayat-el-faqih* », c'est-à-dire une tutelle théologique sur la Multitude d'un pays : Musulmans et Non-Musulmans (*Dhimmi*). « *Wilayat* » signifie « *tutelle* » et « *faqih* », théologien (*Imam*). La centralité désigne donc la tutelle qu'exercerait un imam issu du « *clergé* » shiite sur la multitude : « *le Guide* ».

Par contre, en Terre d'Islam sunnite, la centralité théologico-politique est essentiellement de nature califale : « *monarchique* » ou « *élective* ». Le pouvoir théologico-politique se fonde sur l'allégeance : obéissance de la Multitude et le consensus des Notabilités de gouvernance (militaires, civiles, théologiques). Il prend une forme théologique explicite comme au Maroc : « *le souverain est l'émir des croyants* ». En Arabie saoudite, « *le monarque est le serviteur des deux lieux saints* » islamiques, c'est-à-dire, le serviteur de l'autorité religieuse wahhabite.

En Algérie, la forme de centralité théologico-politique où « *le souverain est l'émir des croyants* » n'a pas été observée depuis l'époque médiévale. La centralité dans ce pays proclamant « *l'Islam, religion d'Etat* » est « *élective* ». Cette proclamation est une forme évoluée (moderne), donc dégradée de la centralité théologico-politique, en raison de l'histoire de l'Etat d'Alger (1710-1830) et de l'héritage colonial français (1830-1962). En Algérie, la nature de l'Etat n'est pas califale, ni dynastique, elle tend vers une sécularisation. L'illusion islamiste tente vainement de troquer la possibilité d'un « *Etat islamique* » en Algérie, une chimère sans rapport avec l'histoire géopolitique d'Afrique du Nord. Pourtant, « *l'Etat islamique* » n'a jamais existé sauf sous la forme « *califale* » ou « *imamique* » !

Mieux encore, l'éminent érudit de l'Histoire morale et intellectuelle de l'Islam, Wael B. Hallaq² conclut même à « *l'impossibilité de l'Etat islamique* ». Il soutient avec audace que l'idée de « *l'Etat islamique* », au regard de « *l'Etat moderne* », est à la fois « *impossible et intrinsèquement contradictoire* ». Une chimère idéologique ! En comparant l'histoire juridique, politique, morale de l'Islam, il trouve que « *l'adoption et la pratique de l'Etat moderne sont très problématiques pour*



les Musulmans contemporains ». Un syndrome pour la Gouvernance et la Multitude !

Wael Hallaq postule pour « *l'impossibilité de réaliser l'idée d'un Etat islamique* », et que cet Etat, avec ses significations et sa forme moderne, « *n'existait pas du tout dans l'histoire islamique* ». Ce que l'histoire a vu, ce sont des « *modèles de régime islamique* » qui sont fondés sur des principes, règles, politiques et objectifs (moraux) « *totale et radicalement différents* » des principes, règles, buts et politiques de « *l'Etat moderne* ». Le « *Calife* », « *l'Emir des croyants* » ou « *l'Imam* » se différencie du chef d'un Etat moderne par « *al-wala (mode élective)* » et « *al-rushd (infaillibilité)* ». Pour un « *Etat islamique* », le premier de la gouvernance n'est pas élu et son infaillibilité califale ou imamique est consacrée, voire « *sacrée* ».

D'un autre côté, Wael Hallaq insiste que dans « *le référentiel islamique, il n'y a pas de Patrie* » pour laquelle elle nécessite « *sacrifice* », et aucune « *Autorité* » n'a le droit d'imposer à la Multitude ce qu'elle veut. Il n'y a donc pas de « *sacrifice pour la Patrie* » en Terre d'Islam. La question la plus audacieuse et la plus problématique proposée par Wael Hallaq concerne le concept de la « *citoyenneté* » et du « *sacrifice* ». D'après ce qu'il voit, il n'y a pas de « *sacrifice pour la patrie*. Il y a plutôt un *djihad* contre les non-musulmans », c'est-à-dire « *Dar al harb est celle des Non-croyants* », in Wael B. Hallaq (2012), op. cit.

L'autorité législative (*Shari'a, Charia*) en Terre d'Islam est à l'origine et au final « *entre les mains de Dieu, tandis que les juges, les Imams et les commentateurs ne sont qu'un outil pour communiquer et interpréter les décisions de cette autorité, et personne, même le Gouvernant, Calife ou Emir, n'a le droit d'interférer dans ces décisions* », in Wael B. Hallaq (2009) « *Shari'a : théorie, pratique, transformations* », Cambridge University Press ».

Face à ces tenants islamo-confréristes professant la « *Dawla islamiya* » en Terre d'Algérie, comme fut ou à la manière de Bocchus à l'époque de Jugurtha, des intellectuels éminents, perspicaces et libres comme Larbi Tebessi, Tahar Hadad, Mohamed Arkoun, Kateb Yacine ou Wael Hallaq ont su indiquer la trajectoire de la rénovation et la pensée du salut. La négation de l'Etat national en Algérie, pourtant millénaire, convient paradoxalement à tous les protagonistes d'Orient et d'Occident.

Encadré 21 Extrait de « *Géopolitique d'Algérie, Syndrome de la régence* », op. cit. 2021, PP.229-230 « *Etat moderne* » vs « *Dawla islamiya* » « *Le terme « *Dawla* » signifie d'abord « *cycle, période, dynastie* ». Il a été utilisé au début des Abbassides (750-1258) pour indiquer le « *temps de succès* » d'un calife, son règne califal. Puis par la suite, il est associé à la « *famille régnante* » pour acquérir une connotation de « *dynastie* ». Dans l'usage moderne, depuis le XIX^e siècle, il est venu à désigner l'état », en particulier un « *Etat laïc de type occidental, par opposition à l'Etat dynastique, celui fondé sur la religion en Terre d'Islam* » (*Dar es Islami*), selon Nazih Ayubi (1995), op. cit. Par contre, Wael B. Hallaq a conclu à « *l'impossibilité de l'Etat islamique* ». Il soutient avec audace que l'idée de « *l'Etat islamique* », au regard de « *l'Etat moderne* » est à la fois « *impossible et intrinsèquement contradictoire* », in Wael B. Hallaq (2012), op. cit. La théologie islamique, en particulier la « *Charia* », ne dispose pas de législation propre ou spécifique à la notion de « *l'Etat* », « *l'Etat national* » ou « *l'Etat-Nation* ». Parce que « *l'Etat est d'essence et de conception occidentale, sécularisée ou laïcisée* ». Cependant, une législation islamique relative à « *l'émir des croyants* » ou au « *wali de la Uma* », c'est-à-dire le chef de la Nation musulmane, le « *calife* », selon le triptyque islamique : « *Obéissance à Allah, à son Prophète et au Wali (souverain) parmi vous* », est abondante et intelligiblement élaborée. Des exemples historiques ont fonctionné sur ce modèle islamique califal de l'époque omeyyade à celle ottomane. Les monarchies du golfe Arabo-persique obéissaient à cette logique califale de « *l'émir des croyants* », le chef d'une « *centralité théocratique* », selon Rosenthal, F (1965), op. cit Par calcul politique ou sur ordre de « *Sa**

Majesté d'Occident ou d'Orient », Hassen el Banna (1909-1949), puis les « *Frères musulmans* » étaient déterminés à lutter contre l'obsessionnelle « *emprise laïque occidentale sur la société musulmane* » et de s'opposer à « *toute transposition du modèle de l'Etat démocratique* », (Cf. Latifa Ben Mansour (2002), Olivier Carré et Michel Seurat (2002), op. cit.). Plus tard, tous les islamistes, y compris les Frères musulmans et les « *Daechiens* » (partisans de l'Etat Islamique), réclamaient haut et fort : « *Dawla islamiya* ». Pourtant, « *l'Etat* » est une centralité d'inspiration occidentale dans sa conception séculière, la séparation des pouvoirs. Cette « *quête d'Etat islamique* » a laissé des centaines de milliers de morts en Afghanistan, en Algérie, en Syrie, en Irak, en Libye, au Soudan. Depuis le soulèvement populaire et démocratique en Tunisie (suivi des nouvelles révolutions colorées dites du « *Printemps arabe* »), des élites de l'islamo-confrérisme réclament l'émergence d'un « *Etat civil* » par opposition à un « *Dawla askaria* » (Etat supposé militaire). Une pure spéculation fantasmagorique de l'esprit complotiste des Frères musulmans. Ils s'opposent à la nature de « *l'Etat national* » en Algérie et en Egypte, jamais à la Turquie où le poids de l'institution militaire est important. Tout de même, l'Etat moderne est la forme la plus élaborée de la vie commune d'une société humaine. Il coïncide souvent avec une nation définie en fonction d'une identité ou une culture commune et qui lui confère sa légitimité. L'Etat est une centralité géopolitique, une personne morale territoriale de droit public personnifiant juridiquement la nation, « *titulaire de la souveraineté et du monopole de la contrainte organisée* » (Cf. Larousse) ». Dr. CHEGROUCHE

Notes :

1- Nazih Ayubi (1995) « *Over-stating the Arab State : Politics and Society in the Middle East* », London. En effet, le terme « *Dawla* » signifie d'abord « *cycle, période, dynastie* ». Il a été utilisé au début des Abbassides pour indiquer le « *temps de succès* » d'un calife, son règne califal, (Cf. Encadré 21). Cf. également Rosenthal, F (1965), « *Dawla* », in Encyclopédie de l'Islam. Seconde édition (2007).

2- Wael B. Hallaq, Professeur d'origine palestinienne spécialiste du Droit et de l'Histoire intellectuelle de l'Islam. Il est chercheur à la Fondation Avalon en sciences humaines à l'Université de Columbia. Son important ouvrage « *The Impossible State : Islam, Politics, and Modernity's Moral Predicament* (2012) » a été traduit en plusieurs langues dont l'arabe, l'hébreu, le persan, et le turc. Il a publié aussi : « *An introduction to Islamic law* (Cambridge University Press, 2009) » et « *Shari'a : théorie, pratique, transformations* (Cambridge University Press, 2009) ».

Il y a un vrai échec sur le plan du renouveau de la classe politique !



Par Cherif Ali

Is n'ont cure du nombre de leurs adhérents qui est descendu à un étiage historique, depuis l'avènement du Hirak qui les a mis « au ban de la société », si on peut le dire ainsi, dès lors que ces derniers ont soutenu sans joie et milité sans conviction pour la plupart.

Une même crise de confiance frappe toute la classe politique y compris celle dite de « l'opposition »

Le clanisme, le clientélisme, le népotisme et le consensus politicien sont-ils compatibles avec une politique d'ouverture qui se fonde sur l'alternative de gouvernance et sur les compétences nationales ?

Evidemment non ! La classe politique actuelle n'a pas l'envergure de cette politique. Encore moins le FLN qui aurait dû mener ce combat dès le lendemain de l'indépendance.

Ses hommes ne se sont-ils pas succédé au pouvoir depuis 1962, sans pour autant se battre pour l'alternance ? Ou pour la démocratie ?

Il fallut attendre le 5 octobre 1988, et le non moins fameux « chahut de gamin » pour voir la parole libérée et apercevoir un semblant d'ouverture du champ politique et médiatique.

Au final, on a obtenu une foulditude de « partillons » faire-valoir du pouvoir qui ressurgissent à la veille de chaque élection.

L'appel de la mangeoire, ont ironisé certains !

Le FLN était réduit à la stricte dimension d'appareil ; il servait, surtout, de tremplin à ceux qui aspiraient à une ascension politique. Quant au RND, le « bébé né avec des moustaches », dire que c'était le parti de l'administration résume tout le poids que certains voulaient bien lui donner.

Aussi impuissants l'un et l'autre, à empêcher la montée des partis islamistes, englués l'un que l'autre, dans leurs incohérences internes, les deux partis du gouvernement devraient s'interroger : pourquoi ne pas faire exploser, une fois pour toute leur prétendue unité ?

Entrer au musée pour le premier et se faire harakiri pour le second !

Mais comment se fait-il aussi que des dirigeants politiques qui se donnent en spectacle à longueur d'année allant jusqu'à décrédibiliser et discréditer la notion même de gouvernance, pensent encore à se présenter aujourd'hui au suffrage populaire ?

En rédempteurs ? Pour changer l'ordre des choses ? Promouvoir les libertés, toutes les libertés et donner à « l'Algérie nouvelle », la relève qu'elle mérite ?

Ou faire de Tindouf, un Dubai bis !!!

Promesses toutefois qui n'engagent pas leurs auteurs, encore moins la classe politique de laquelle ils relèvent.

Sans alternative sérieuse et structurée, on va assister et tout le monde est d'accord là-dessus, à une reconduction du même personnel politique à l'occasion des législatives à venir avec peut-être « une chakra » moins ostentatoire !

Et cela ne changera guère le constat : il y a un vrai échec sur le plan du renouveau de la classe politique.

Ce constat amer est d'autant plus problématique lorsque l'on note le désintéressement de la population de la chose politique : à peine 23,7% du taux de participation lors du référendum constitutionnel.

Un micro trottoir a laissé apparaître par ailleurs une méconnaissance totale des partis ; un citoyen sur cinq en ignore les appellations. Et aussi les contours des visages de leurs dirigeants dont certains sont aux manettes depuis des lustres !

A défaut de peser sur les choix politiques et économiques du pays, les partis politiques dans nos contrées d'ici-bas, ne règlent leurs horloges que sur les échéances électorales !



Les raisons sont multiples : leur absence sur le terrain, un discours politique imprégné de langue de bois, voire démagogique et populiste, ainsi que l'absence d'un programme et d'un projet de société.

La plupart des partis politiques n'ont pas réussi à sortir des réflexes des appartenances idéologiques.

Les conservateurs se sont coalisés pour produire la plateforme d'Ain Benian, tandis que les progressistes ont fait de même avec les PAD (Partis de l'alternative démocratique). Certains membres de la coalition des PAD sont même restés bloqués dans une hostilité viscérale à l'égard du courant islamiste, considérant que la vision de la démocratie qu'ils défendent ne leur permettait pas de s'engager dans des actions coordonnées avec eux. Ces derniers sont considérés soit comme extrémistes, dont le positionnement est incompatible avec les règles du jeu démocratique, soit accusés d'être les alliés objectifs du pouvoir politique (Louisa Dris-Aït Hamadouche)

Le sentiment général chez les Algériens, Lest que le premier souci chez les politiques est de faire carrière !

Pour se servir et non pas servir ceux qu'ils vont courtiser pour en obtenir les parrainages. Et ce ne sont pas les présidents des partis TADJ et MPA qui vont soutenir le contraire.

Cela vaut également pour le FLN, le RND et toute l'opposition. La raison de l'échec de cette dernière tient dans le caractère éclectique de sa composante.

Elle est tellement contradictoire au plan idéologique qu'il serait impossible d'en voir un partenaire politique.

Or, pour être crédible politiquement, il faut d'abord peser socialement.

Il faut aussi et obligatoirement montrer une capacité de mobilisation populaire conséquente pour obliger le gouverne-

ment à s'asseoir à une table de dialogue.

Aucun parti ne peut se prévaloir de ces qualités !

Pour le moment, le gouvernement ignore superbement les partis politiques et tous ceux qui s'en revendiquent.

Et c'est Abdelmadjid Tebboune qui a montré la voix en constitutionnalisant la « Société civile » sur laquelle il dit s'appuyer dorénavant !

Un antipartisme qui ne dit pas son nom ? Rappelons, selon la définition qui en donne, que l'antipartisme politique, est le refus de l'existence de parti politique au sein d'un système démocratique.

Selon la revue française de science politique, il existerait deux formes d'antipartisme : un antipartisme culturel marqué par des expériences socialisatrices communes négatives et un antipartisme réactif lié aux réactions critiques et conjoncturelles des citoyens

Ceci étant dit, les pouvoirs publics ne cherchent plus à créer l'émulation et former la relève.

Celle-ci et c'est clair maintenant, ne semble pas avoir été aussi programmée par le FLN, le RND, le MSP, le FFS et consorts, plus enclins à reprendre les mêmes, nonobstant leurs échecs patents.

Encore moins par le parti des Travailleurs de Louisa Hanoune décidée plus que jamais à rester aux commandes tout comme ses pairs des autres formations politiques qui se refusent à passer le témoin !

Politique à courte vue, fausses solutions qui tout au plus accordent un répit.

Voilà à quoi nous assistons sur la scène politique au moment même où la dissolution des assemblées élues est actée !

Certes, on peine à voir le grand dessin. On va, à l'approche des élections locales à venir, entendre les mêmes éléments de langage prédigés, les mêmes arguments si usés que l'on voit la trame au travers.

Et aussi les ambitions des uns et des autres. Et les militants des partis vont soutenir sans illusions, militer sans joie, relayer sans convictions.

C'est ce qui attend un grand nombre d'Algériens (encore ?) affiliés au FLN, au RND au MSP au PT au RCD au FFS à El-Nahda et consorts, sans que cette situation n'émeuve outre mesure les dirigeants de ces partis qui feront tout « pour se succéder à eux-mêmes » ou, suprême ambition « entrer au gouvernement » !

Et l'argent dans tout ça ? La loi s'y oppose, tout comme Abdelmadjid Tebboune !

Il n'empêche et il faut le dire : c'est bien le mur de l'argent qui se dressera devant les partis politiques en lice pour les élections prochaines :

qu'ils persistent à vouloir l'ébranler comme ils le soutiennent, et l'opinion, finalement, leur en saura gré, peut-être même par un vote d'adhésion qu'ils renoncent ou donnent simplement le sentiment de flancher devant l'obstacle et ils prendront ce mur de plein fouet

Pour autant, avaient-ils une autre alternative que celle-là pour exister ?

Pour survivre ?

Pour l'heure, confinés à la prudence par un manque de visibilité politique et économique, les partis politiques sont en mode « stand-by », Covid-19 oblige !

Quelques uns se sont contentés de « saluer les efforts de l'Etat dans la lutte contre le nouveau Coronavirus, appelant à contribuer aux efforts nationaux visant à réduire les répercussions de cette crise sanitaire que traverse le pays à l'instar des autres pays du monde »

D'autres ont « pondu » des communiqués minimalistes condamnant la résolution du parlement Européen, l'invasion de Guegarate par le Maroc et sa normalisation avec l'Etat Sioniste... manière comme une autre de se manifester à l'opinion publique.

Comme, le FLN qui à l'occasion appelé tous ses élus locaux et cadres à renforcer le front interne.

On reconnaît là, le style « langue de bois » du vieux parti !

Pour sa part, le RND fidèle à lui-même, s'est contenté du SMIG en mettant en avant « la mobilisation » de l'Etat pour endiguer la propagation du Coronavirus !

Certains pourtant, comme le MSP se sont carrément positionnés : « Nous incitons les autorités algériennes à participer à la construction d'un monde post-Covid-19 où les civilisations orientales seraient plus présentes. » C'est l'une des recommandations du communiqué ayant sanctionné les travaux de la réunion hebdomadaire du bureau exécutif du MSP qui, selon les observateurs, n'a jamais abandonné le rêve d'un modèle islamiste turc en Algérie !

Sur les réseaux sociaux, on continue encore de s'interroger sur la léthargie des partis. Le virus n'explique pas tout !

Ils disent posséder en leur sein des élites universitaires, des intellectuels et autres militants rompus aux causes humanitaires : La Covid-19 les a démasqués.

Ils n'ont apporté aucune réponse sur la manière de surpasser cette crise ; des questions- interpellations reviennent en boucle sur les réseaux sociaux :

Où sont-ils ces partis ? Où sont leurs dirigeants ? Où sont leurs militants ?

Vont-ils réapparaître après cette éclipse qui n'a que trop duré ou vont-ils céder le terrain à la société civile ?

Et cette interrogation qui vaut son pesant : La société civile peut-elle redessiner le paysage politique alors qu'elle n'est qu'une courroie de transmission entre les élus et les pouvoirs publics ?

Peut-elle, vraiment, se substituer aux partis politiques ou bâtir la démocratie à leur place ?

Tous vertueux

« La beauté morale laisse un souvenir inoubliable à celui qui, même une fois, l'a contemplée. Elle nous touche plus que la beauté de la nature ou celle de la science. Elle donne à celui qui la possède un pouvoir étrange, inexplicable. Elle augmente la force de l'intelligence. Elle établit la paix entre les hommes. Elle est, beaucoup plus que la science, l'art et la religion, la base de la civilisation ».
Alexis Carrel (1873-1944. Prix Nobel de physiologie ou médecine en 1912).

Par Brahim Chahed

Avez-vous déjà eu l'impression de retrouver une force que vous croyiez perdue à jamais ? Vous êtes-vous déjà rendu compte, qu'au plus profond de vous-même, il y avait une énergie, que vous ne soupçonniez même pas, pour mener des combats que vous n'avez pas eu l'occasion, le temps ou le courage d'achever ou carrément d'engager ?

Qui d'entre nous, au cours de sa vie, n'a pas ressenti le besoin de renaître, de refaire, de mieux faire, à la rencontre d'une personne, à la lecture d'un livre ou d'un article ou simplement face à une situation de vie qui l'amène à penser, à réfléchir sur ce qu'il aurait pu faire autrement. Responsable mais pas coupable, d'avoir fait, d'avoir laissé faire, d'avoir péché par omission pour manque de courage ou pour manque de lucidité, peu importe, au moment où vous auriez dû agir, ou ne pas agir, vous ne l'avez pas fait. On ne naît pas qu'une fois. On naît, encore, une seconde fois, le jour où on découvre ce pourquoi on est né.

C'est cette possibilité qui nous est offerte d'être, à la fois, aujourd'hui et hier, c'est ce genre de mêmeté rendue possible grâce, notamment, à la mémoire qui nous fait vivre dans le passé tout aussi bien que dans le présent, et ce qui, au passage, nous permet de nous questionner sur notre état d'esprit, au moment où nous prenons nos décisions, sur nos intentions, au moment où nous faisons nos choix.

Au nom de quel miracle sommes-nous ce que nous sommes ? À partir de quelle trame nous prenons nos décisions, nous faisons nos choix ?

Crise politique pour les uns, sociale pour les autres et enfin économique pour d'autres encore. Crise morale serait plus appropriée. Le Président vient de dissoudre l'Assemblée nationale, mettant fin ainsi au plus grand problème du moment : la légitimité des représentants du peuple. Les guerres de succession sont déjà lancées et les prétendants devront se soumettre aux dictats des Algériens. Alors sont-ils prêts à reconnaître qu'ils doivent changer de logiciel, qu'ils doivent suivre la morale des Algériens. La moralisation de la vie publique, la moralisation des affaires et la moralisation, tout court, de la vie des Algériens restent des sujets structurants.

Le malaise que nous vivons post hirak, est la résultante du décalage entre les espoirs légitimement permis et les réalisations en quelque sorte imposées. Il est dû à une transformation plus rapide des idéaux sociaux que celle des espaces de liberté. Nous sommes sortis d'une crise morale due à une organisation sociale totalement édiflée par la volonté d'un homme à une autre crise morale induite par la volonté de construire des conventions imposées, des règles de conduite qui édictent comment nous devons nous comporter, comment il faut agir et ou agir c'est obéir. Les affaires qui ont éclaboussé les plus hauts responsables du pays, les plus hautes autorités des plus vénérables institutions ont jeté un froid glacial sur la confiance, et l'élan incisé à rechercher l'illu-

sion du pouvoir, du savoir et de la richesse, rétrograde la morale, bafoue les valeurs et envenime la contestation. Tout le monde reconnaîtra la responsabilité de tout le monde, personne n'étant exempt de tout reproche, ceux qui ont fait ont été soutenus par ceux qui ont laissé faire.

L'environnement où nous vivons contribue à notre socialisation et, étrangement, à notre autonomisation, mais l'homme n'est un être social que parce qu'il est en société, l'influence de cette dernière sur lui dépasse nettement ses capacités à la faire évoluer. Le devoir et le bien, d'une part, et l'épanouissement individuelle et la discipline, d'autre part, ne s'exclut pas mutuellement, ne sont nullement contradictoire, mais forment des unités de sens et des codes de conduite en société.

La morale se définit comme un corpus de règles et de valeurs qui permettent, par simple intuition, quelle qu'en soit notre éducation, de distinguer le bien du mal. Les normes morales sont des normes de l'idéal et, contrairement aux normes sociales, qui entraînent des contraintes et sont liées à la réprobation ou à l'approbation de la communauté, elles nous donnent des obligations non des contraintes. La contrainte nous est imposée, l'obligation suppose, quant à elle, le choix, et est une auto-contrainte. Plus encore, les règles morales nous commandent d'autorité mais laissent une place importante au caractère de désirabilité. Nous n'obéissons pas aux règles morales juste parce que c'est une obligation, nous y obéissons parce que nous voulons le faire et nous le faisons parce qu'en le faisant nous nous sentons, nous nous rendons meilleurs.

La morale, c'est cette assurance, cette conviction profonde et de bonne foi, que ce qui va de soi pour moi, irait de soi pour les autres. C'est ce postulat, assez osé, il faut le reconnaître, que ce que je prends pour acquis, l'est pour les autres. Elle n'est ni un dogme ni un ensemble de valeurs constantes, il y a permanence ou rémanence de certaines de ses conceptions. Sans être objet de contestation par principe, elle doit toujours, à la fois, se renouveler, se poser en termes différents, réaménagés ou totalement neufs, et se refonder ou, au moins, s'assurer de la pertinence de son exigence.

Il ne peut y avoir de motif pour refuser, à titre individuel, des règles existantes que lorsque la morale en vigueur reste en retard sur les possibilités qu'ouvre l'évolution structurelle de la société. Dans ce cas, toute tentative de déconstruire l'illusion qui nous pousse à lui accorder une quelconque importance et toute rébellion ne témoignent pas, nécessairement, de refus, mais expriment un souhait de faire évoluer.

Questionner enfin la morale c'est examiner, avec conscience, nos actions, leurs buts et leurs impacts. Il est alors, à la fois, important et nécessaire de comprendre notre environnement, son évolution et ses grandes tendances. Ainsi la pensée libre la volonté et les phénomènes de sociétés, dont le hirak mais pas que, n'est pas regardé comme un étranger ou comme une menace, mais comme un moyen de réduire l'écart entre l'espoir et les possibilités, un mécanisme permettant de se rendre meilleur, de se rendre plus vertueux.

LA CHRONIQUE DU BLEDARD

Paris : Akram Belkaïd



Une marche

Une lumière flamboyante, un bleu du ciel conquérant et des foules massives qui battent le pavé ou étalent la grande nappe, heureuses de cette avant-garde de belle saison, moments rares qui rappellent le temps d'avant, des sorties et des fins de semaines qui, si on l'avait su, auraient mérité d'être mieux remplies. Mais trêve de nostalgie. Un jour, peut-être, non, un jour sûrement, car, c'est certain, on ne sera plus obligés de porter la bavette et l'on pourra alors trinquer au triomphe de la science, attablés à une terrasse noyée de soleil. Il faudra tout de même se souvenir des troubles endurés, remonter le fil du chrono et s'envoyer du courage a posteriori. Ne riez pas, ça marche.

Non loin d'un canal aux rives bordées, des colonnes de policiers attendent le moment où il faudra jouer du sifflet et du bâton. Quelques minutes avant dix-huit heures, « couvre-feu » oblige, ordre sera intimé aux flâneurs et autres lézardeurs de bouger sous peine d'amende salée. Amusant cet usage du sifflet qui fait penser aux paisibles gardiens des parcs et squares chassant les retardataires quand les grilles se ferment. La loi et l'ordre, c'est rentrer chez soi à l'heure dite. Comment s'y résoudre quand il fait (encore) si beau ? A l'heure des Vêpres, seuls les nuages gris, la glace et les jours raccourcis sont les alliés du confinement quotidien.

Mais on a encore un peu de temps devant soi. Dans la ville, il est des choses immuables. Un peu de soleil, et revoici gambettes et tenues légères. Un peu prématuré au vu de la réalité du thermomètre mais il n'empêche : la règle de l'allègement textile est d'airain. Tout comme celle qui oblige quelques dizaines de bermudopodes et autres savatopodes à faire entendre leur clip-clop sur les trottoirs. Pluie chérie, reviens... Non, ne soyons pas méchant. Savourons. Écoutons Alain et pensons donc printemps.

La jeunesse s'amasse. La cigarette et la vapoteuse permettent d'enlever le masque. On s'assied sur les marches d'escaliers poisseux, sur des bancs, visage face à l'astre, bouteille de bière à la main. Dans certains quartiers, la préfecture a interdit la vente d'alcools mais l'effet de la restriction est négligeable. On boit beaucoup dans la rue, on veut retrouver les joies impossibles. Temporairement impossibles. Tiens, voici une guitare, non deux. Les jeunes filles chantent faux et massacrent Mistral Gagnant du loubard devenu réac. « ... parler du bon temps qui est mort ou qui reviendra ». On se presse autour d'elles et tout le monde dit et répète à l'envi son manque cuisant de ce qui, hier, semblait si naturel, si normal.

Un peu plus loin, un banc, une bande d'ados qui accompagnent en hurlant les paroles échappées d'une enceinte rouge. On capte quelques phrases. « À cause de toi, j'me suis écarté de mes amis / J'pense seulement à toi qu'j'en dors plus la nuit /

À cause de toi j'ne vois plus aucune autre fille / J'sais pas, j'ai l'impression qu'elles t'arrivent pas à la cheville ». Vient alors à l'esprit le contenu d'une future loi. Article 1, interdire la vente de dictionnaires de rimes. Article 2, instaurer une écoute obligatoire des Beatles et de Jean Ferrat au collège.

On avance le long des boulevards des maréchaux. Le soleil commence à s'éclipser et l'air semble d'une pureté absolue. Deux jeunes gens piétinent le gazon du tramway. L'un a une caméra numérique. L'autre, filmé, habillé d'un costard rose, gesticule en levant les bras bien haut. On tend l'oreille, pas de paroles, pas d'histoire de chevilles, juste des images qui seront certainement youtubées ou, mieux, tiktokées. Ainsi va le monde.

Dix-huit heures. La ville ne s'est pas vidée et ses embarras persistent. On entend bien les fameux sifflets mais tout le monde fait comme s'il n'était pas concerné. D'un immeuble à colonnades, un jeune homme sort avec plusieurs sachets sombres à la main. Une sirène le fait sursauter. Il se cache derrière un tronc, risquant un coup d'œil en direction de la plainte qui vient. Fausse alerte. Ce n'est qu'une ambulance. Il peut rejoindre son terrain. Les clients n'aiment pas attendre.

Déjà vingt kilomètres de marche au compteur et cette sensation de flotter qui surgit à chaque raidillon. Le bruit proche du périphérique fait penser à des vagues. Ah si la mer pouvait être là. Nager pour effacer sa fatigue... Mais il faut accélérer. Des touristes, espèce rare, ont perdu leur chemin. On leur demande s'ils ont entendu parler du couvre-feu. Ils sont au courant mais leur hôtelier les a assurés qu'ils ne craignaient pas grand-chose. On fait un bout de marche avec eux, échangeant des banalités sur cette humanité bien ébranlée par l'invisible menace. Et l'on se quitte sur cette certitude qu'il faut parfois rappeler : l'Arc-en-terre s'en sortira comme il s'en est toujours sorti.

Dix-huit heures quarante-cinq. Paris ressemble soudain à Alger, Tunis ou Rabat à l'heure de la rupture du jeûne. La lumière qui décline, les rues qui se vident, quelques trainards, des voitures qui passent en trombe : ne manque que l'odeur de la chorba et des fritures pour conforter cette étrange sensation de dépaysement. On longe les grilles du parc Montsouris et on pense au parc Essaada à La Marsa. Le manque surgit, étirent le coeur et arrête le temps.

La nuit est tombée depuis très longtemps. Il reste encore du chemin au chemin. Silencieuse, la ville appartient aux arpenteurs à la peine et aux vélos, livreurs de mets en tous genres, un ballet incessant où les sous-prolétaires prolétaires peuvent enfin prendre tous les risques pour grappiller quelques secondes, synonymes d'une commande supplémentaire. Nous sommes tous nuit. La semaine prochaine, affirme la rumeur, il faudra rester chez soi toute la journée. Ce n'est pas grave. La fin de la fin a commencé.

Plaidoyer pour la réalisation d'un mémorial dédié aux ami.e.s de l'Algérie combattante

Par Mahmoud Chabane

C'est au hasard de la lecture de l'article de presse, que nous avons pris connaissance de la lettre de remerciements que Monsieur Serge HALIMI avait adressée à Monsieur le Président de la République Algérienne pour lui exprimer sa gratitude, tout en formulant une demande d'attribuer à un édifice public, le nom de sa très chère défunte mère, cette Grande Dame qui jouit chez nous, en Algérie, d'une très grande estime et de beaucoup de reconnaissance auprès de nos compatriotes et particulièrement des familles, de celles et de ceux que cette femme courage a assistés dans leurs procès, bien souvent au détriment de sa carrière et de sa propre sécurité.

Inutile de dire combien fut grand notre plaisir de découvrir que la lettre que nous venions, en concertation avec d'autres intellectuels patriotes algériens, d'adresser à Monsieur le Président de la République pour l'exhorter à accéder à notre demande de réalisation d'un GRAND Mémorial dédié aux amis de l'Algérie combattante, portait la même préoccupation. Faut-il croire que le moment où les deux actions sont déclenchées et leur simultanéité soit le simple fruit du hasard ? Ou est-ce à contrario, la « magie » de la monumentale et immortelle Gisèle HALIMI que nous portons dans nos cœurs, et de la grandeur du peuple algérien qui ont opéré ? C'est certainement la preuve, s'il en est besoin, que le moment est venu de dire, par des actes forts, à ces précieux amis que le peuple algérien pétri de valeurs ancestrales ne les a pas oubliés et ne les oubliera pas.

À vrai dire, cette idée de projet d'ériger un mémorial dédié aux amis de l'Algérie combattante avait germé en nous dès le début des années 1980 au lendemain de la réalisation du mémorial dédié aux combattants morts au champ d'honneur. Hélas, les événements qu'a connus notre pays durant les trente dernières années, dont les effets dévastateurs n'échappent sûrement pas à tout un chacun, ont retardé la mise en œuvre de cette noble initiative, ce qui, en tant que patriotes épris de justice et pétris de valeurs partagées qui fondent la personnalité de notre Algérie, nous désolé énormément et sincèrement.

Aussi, la nouvelle du décès de Madame Gisèle Halimi, cette inégalable et exceptionnelle Dame qui avait choisi d'écouter son cœur pour défendre inlassablement, sans fléchir et sans rien céder sur ce qu'elle avait considéré comme juste au point de s'engager à défendre des « indigènes », de braver le code de l'indignat et les pratiques inhumaines de l'administration coloniale, nous a amenés à alerter, au plus vite, les hautes autorités du pays pour les amener à accéder et à matérialiser l'idée de projet de mémorial dont il est question ici. Aussi, avons-nous jugé utile, pour éclairer nos compatriotes sur les réelles motivations à l'origine de l'initiative, de partager l'essentiel des éléments culturels, historiques, économiques et diplomatiques pris en compte pour formuler un tel projet dont l'importance stratégique n'échappe à personne et pourquoi pas... se l'accaparer !

Chacun de nous est appelé à se rappeler que sur leurs lits, avant leurs ultimes voyages, nos aïeux, quand on a la chance d'entendre leurs voix pour la dernière fois, trouvent toujours la lucidité de confier à leurs familles la liste des amis à respecter, à honorer et à ne pas jamais oublier et par extension, leurs enfants. Pour eux, les amis, les vrais, dont les liens noués souvent dans des circonstances difficiles, douloureuses et très inconfortables, doivent bénéficier de plus d'égards, être considérés et accueillis chaleureusement. En un mot : les installer sur le piédestal. Ce comportement, qui en dit long sur les capacités de discernement de nos aïeux, à l'égard des amis, nait tout droit du bon sens paysan, constitue un des éléments clés de notre ADN. Et dans notre culture, un ami n'a pas de prix ! Cela est d'autant plus obligeant quand ces amis viennent spontanément apporter leurs aides, souvent au péril de leurs vies, mis au ban de la société, stigmatisés, ... et ce, de manière désintéressée ; ce qui rend encore plus inestimables et grandioses les gestes les plus modestes, et suscite admiration et respect.

C'est par fidélité à ses traditions que le grand peuple Algérien, qui avait donné le meilleur de lui-même et consenti d'énormes sacrifices tant humains que matériels pour se débarrasser au terme d'une effroyable guerre de libération nationale du colonialisme en recouvrant son indépendance et son intégrité, n'oubliera jamais toutes celles et tous ceux qui directement ou indirectement, à titre individuel ou collectif, de confessions, d'horizons sociaux et politiques différents, lui ont apporté un soutien, une contribution, un engagement et une aide multiforme à sa glorieuse Révolution armée, politique et sociale de Libération Nationale.

Il convient de ne pas perdre de vue que ces amis qui n'ont aucunement lésiné sur les moyens pour donner le meilleur d'eux-mêmes et ce de manière désintéressée, alors qu'ils étaient traités par la presse et les politiques de la colonisation en Algérie et en France, comme des « traîtres » à leur pays, eux qui n'ont fait qu'exprimer courageusement l'élan humaniste de leur cœur, avaient continué au péril de leurs vies à soutenir notre juste cause. Ils nous ont aussi aidés, dès la proclamation de notre indépendance, à relever les défis de la construction du pays et à bâtir sur les ruines du colonialisme dévastateur, notre pays désormais libéré et souverain.

Il faut considérer le fait que la France officielle, s'appuyant sur un électoral des droites racistes et nourri aux théories néocolonialistes, n'ayant jamais digéré l'indépendance de notre pays, continue de persévérer dans son refus de reconnaître les dégâts (ils sont si nombreux qu'il serait fastidieux de les énumérer ici) qu'elle a causés à notre Algérie pendant les 132 années de colonisation barbare, destructrice... voire génocidaire. Il va de soi que la réalisation de ce projet d'importance symbolique constitue une manière élégante de signifier à l'ex puissance impérialiste que le Grand Peuple Algérien, fidèle à son héritage culturel, historique, civilisationnel, n'oublie pas les ami.e.s qui, hier, spontanément, l'ont aidé, chacun selon ses moyens, à chasser hors de ses frontières le colonialisme barbare et dévastateur, en leur dédiant un GRAND MÉMORIAL DE L'AMITIÉ symbolisant sa reconnaissance. Il assume toujours son devoir vis-à-vis de ses ami.e.s.

Le sanctuaire des Martyrs (Maqam Chahid) construit dans les années 1980 dédié, lui, à nos valeureux patriotes tombés au champ d'honneur pour les immortaliser, qui est là pour aider à résister à la culture de l'oubli instillée insidieusement depuis les années 1980 dans le peuple au point de l'amener à se désintéresser de son histoire et de ceux qui l'ont faite, doit nécessairement être complété par la réalisation de ce mémorial de l'amitié appelé, lui, « à rendre un vibrant hommage à toutes celles et à tous ceux qui ont combattu aux côtés du peuple algérien et ont porté haut et fort à l'international son désir de liberté, de justice et d'indépendance.

Le mémorial dont il est question, qui se veut un lieu de recueillement, d'évocation de souvenirs autour d'idées partagées, de ressourcement, de rencontres, de diffusion et de partage de connaissances et de documentations traitant d'un pan entier de notre histoire, constituera à ne pas en douter, la réponse cinglante de tous les patriotes épris de justice, à tous les détracteurs de notre prestigieuse et glorieuse Révolution Armée de Libération Nationale. En outre, ce mémorial ne manquera pas de générer des retombées positives incommensurables sur tous les plans (historique, économique, diplomatique, culturel, touristique) qui seront, sans l'ombre d'un doute, à la hauteur du prestige dont jouissait notre pays avant d'être balaféré, dévasté et humilié par des décideurs et gouvernants prédateurs.

Il est vrai que d'aucuns diront que cet attachement à la mémoire collective est moins évident pour ceux, du fait de leur jeunesse n'ont pas connu les affres du colonialisme français, de percevoir la portée plus que symbolique de cette importante proposition et d'en apprécier les retombées escomptées. À ceux-là, il serait juste utile de rappeler, sans entrer dans les détails, à titre indicatif (sans être exhaustif) les actes, apports, soutiens multiformes que ces ami.e.s avaient apportés à notre glorieuse Révolution de Libération Nationale et qui ont porté sur : transport de



nos éminents dirigeants, financement, aides multiformes (matériels, médicaments et soins...), facilitation d'évasions de prisonniers, refus de torturer, refus de charger des armes en partance vers l'Algérie, défense des prisonniers, caches pour militants recherchés, actions diplomatiques multiples et multiformes, actions culturelles et sportives (jouer un match amical avec l'équipe du FLN soulève le tollé...etc. et la liste est longue, très longue !

Cette initiative qui s'inscrit en droite ligne du grandiose mouvement populaire déclenché en février 1919 qui s'est réapproprié de manière pacifique et civilisée forçant le respect, la considération et l'admiration de tous les peuples, leur Algérie spoliée durant de longues années par des « colons » d'un nouveau genre dont le seul souci semble être le pillage de ses ressources. Aussi, celle-ci est là pour bonifier l'un des acquis majeurs du mouvement populaire national, en l'occurrence la réhabilitation avec panache de l'Algérien et de la personnalité de l'Algérie éternelle et authentique, celle que nous aimons.

Perpétuer le message ou plutôt les messages véhiculés par l'importante et solennelle déclaration du premier novembre 1954, très vite décodée par nos patriotes qui ont pris le relais de leurs ancêtres du XIXème siècle pour résister à l'occupation coloniale et la combattre (Ils se sont mis en ordre de bataille, armés de leur seule détermination et de leur foi en la justesse de leur cause, pour mener avec détermination l'ultime combat libérateur et émancipateur, avec des moyens pourtant très limités) qui a sonné le glas de 132 années d'un colonialisme barbare, violent et destructeur. Pour tout le peuple Algérien, sa jeunesse, tous ses hommes et toutes ses femmes, exception faite de celles et de ceux qui ont tourné le dos aux aspirations de leur peuple (les collabos et les harkis), le Premier Novembre est, et restera pour l'éternité, une date historique que chaque patriote se doit de commémorer dans la dignité et dans le recueillement.

Il s'agit en fait, d'honorer comme il se doit et pour la postérité, toutes celles et tous ceux qui ont consenti le sacrifice suprême, pour chasser hors de nos frontières, les forces de l'oppression et de la colonisation et nous permettre d'entamer notre dynamique et processus de vivre dans la dignité et la liberté retrouvées, ces choses essentielles pour lesquelles, notre jeunesse et notre peuple ont payé un lourd et historique tribut. L'histoire retiendra indéniablement que ce sursaut et cette volonté puissante de se libérer et de s'émanciper de l'impérialisme n'avait pas manqué d'inspirer d'autres peuples opprimés par la colonisation occidentale. De fait, il avait enclenché le processus inexorable et mondiale de la décolonisation et de l'Autodétermination des Peuples en Afrique, en Asie, en Amérique Latine et dans les Caraïbes. Il convient de rappeler que la justesse et l'universalité de la cause défendue par le peuple Algérien avaient valu à celui-ci un élan mondial de sympathie et de solidarité qui avait rallié à sa cause des êtres humains (seuls des humains peuvent combattre le colonialisme barbare) de toutes nationalités, religions, couleurs et origines so-

ciales pour, chacun selon ses moyens, l'aider, l'appuyer, la soutenir et la défendre.

À la lumière de ce qui précède, il est aisé de dire et de soutenir objectivement que la meilleure manière de témoigner à ces précieux amis d'hier, à toutes et à tous ces « Justes » notre reconnaissance, c'est indéniablement de symboliser de façon durable cette contribution à notre lutte de Libération Nationale en érigeant un Grand Mémorial qui leur sera dédié pour certaines et certains de leur vivant et pour d'autres à titre posthume. Toutes nos compétences (architectes, historiens, artistes, bâtisseurs...) y contribueront pour faire en sorte que ce Mémorial soit à la hauteur de leurs aides et leurs soutiens multiformes désintéressés qu'ils nous ont octroyés durant toute notre guerre de libération et notre combat pour construire notre pays dévasté et ruiné par plus de 132 ans de colonialisme.

Ce Mémorial se veut un lieu du souvenir et de l'amitié entre les peuples. Il permettra à leur descendance de le visiter pour s'y ressourcer et comprendre la portée historique et humaine du soutien et des aides multiformes apportés au peuple algérien par leurs aînés, ces « Justes » qui n'ont pas hésité un seul instant, à apporter leur contribution à nos combats pour la Libération et la Construction Nationales. Cette réalisation voulue, à ne pas en douter, par le peuple Algérien qui vient de démontrer, à travers son Histoire, ses positions immuables en faveur des causes justes et, très récemment à travers son Hirak historique, son haut niveau de maturité et de résilience saluées mondialement, outre le fait qu'il constituera incontestablement une première mondiale, délivrera des messages très forts à l'adresse des détracteurs de notre pays et rendra encore plus pertinente, la Déclaration du premier Novembre 1954.

À ce titre et, en tant que patriotes soucieux de protéger et de défendre dans la mesure du possible les valeurs fondamentales qui fondent la personnalité de notre Algérie, nous avons jugé important et constructif, mais aussi par devoir de reconnaissance à la mémoire des « Justes », de plaider pour l'érection d'un Mémorial National dédié par le peuple Algérien, reconnaissant, aux Ami.e.s de l'Algérie combattante. Cette réalisation historique et unique au monde aura indéniablement des répercussions positives sur l'image de notre pays et de son peuple.

Nous restons convaincus que notre grand pays, immense par son ampleur géographique, sa riche histoire plusieurs fois millénaire, ses sites archéologiques et naturels époustouflants, son patrimoine immatériel insoupçonné, par son peuple pétri de valeur d'humanité, de liberté, d'hospitalité, de fraternité et de solidarité et qui a toujours refusé toute oppression et/ou domination d'où qu'elle vienne, qui vient de commémorer dans la dignité le 66ème Anniversaire du déclenchement de sa glorieuse Révolution armée pour sa libération nationale, économique et sociale ne manquera de mettre en œuvre les voies et moyens pour réaliser, dans des délais raisonnables, ce projet majeur et hautement symbolique tant attendu. C'est aussi une manière d'honorer nos valeureux martyrs !

Politique et généalogie en Algérie

Par Dr Farid Benramdane*

1ère partie

L'INSULTE PAR LES NOMS PROPRES
(OU ONOMASTIQUE)

Passant un jour depuis quelques années, il n'est relevé, dans la sphère publique, parfois en direct sur des chaînes de télévision, et sur les réseaux sociaux, des insultes à la limite du racisme et de l'incitation au séparatisme géographique. Aucune région du pays n'est épargnée, aucun usager des langues (amazighophone, arabophone, francophone), aucune communauté de peuplement (kabyle, chaoui, mozabite, naïli, targui, semghouni, gharbi, charki...), de croyances (musulmane, chrétienne, juive, laïque, etc.), aucun courant politique et personnalité publique : «novembariya», «badissiya», «hizb frança», «autonomiste», «fourchita», «zouave», «zéro kabayli», «juif», «sioniste»... Le point commun de ces déclarations : l'usage des noms propres. L'objectif de cette contribution est de démontrer les mécanismes de ce type de discours déjà usité au XIX^e siècle, en lien avec la philosophie puis, l'entreprise coloniale de la fragmentaire identitaire, à partir des paradigmes du territoire, du peuplement et de la personne. Ce qui est présenté ici est extrait des éléments d'un ouvrage en voie de finalisation sur l'ononastique politique, au travers des noms algériens les plus usités à travers l'histoire du pays. Cette version grand public ne citera pas systématiquement les auteurs des citations choisies mais l'ouvrage compensera cet écart momentané.

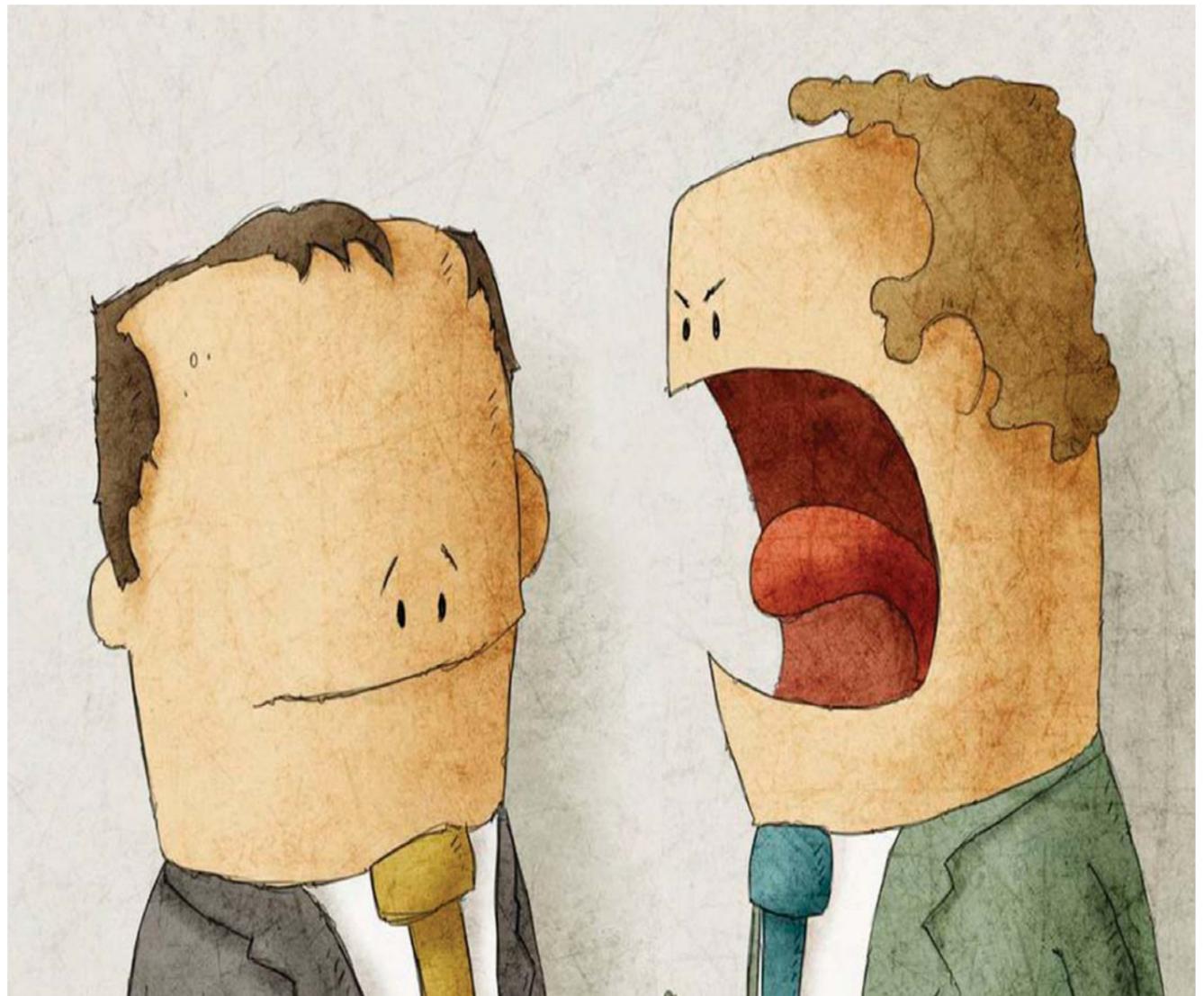
EN FAIT, QUI SOMMES - NOUS PAR RAPPORT AUX NOMS QUE NOUS PORTONS ?

Des noms portés par des personnalités publiques (politiques, scientifiques, militaires, artistiques, religieuses, sportives ...) remontent à la nuit des temps. Ibn Khaldoun, parlant des Zenata /Iznaten (Zenaga /Zenag...) disait que l'histoire des Zenata en Ifrikiya et au Maghreb, commença immédiatement après l'apparition des Berbères en ces pays, c'est-à-dire «dans un siècle tellement reculé que Dieu seul en savait l'époque». Ce type de noms de peuplement (ou ethnonymes), de lieux (ou toponyme) traverse, à une échelle macro et micro, tout le nord du continent africain. Ces noms de confédérations d'Amazighs concernent des territoires plus grands que plusieurs pays réunis actuellement, identifiés dans Zintan /Iznaten, Zanenses (forme latinisée) : Ardh Zenata (IX^e siècle), Bab Zanâta (Tripoli), Zenata (Tlemcen), Zenaitia (Relizane), Zenatria (Chlef), Zenatria (Ténès), Douar Zennata (Mascara), Ben Zenit, Zenati (patronymes)... Sur presque les mêmes territoires et sur la longue durée, plusieurs macro-dénominations (fondatrices du Maghreb) sont associées à ce peuplement autochtone : Haouara, Maghraoua, Meghila, Sanhadja, Matmata, Koutama... donnant lieu à des formes arabisées ou dialectalisées à l'algérienne : Houari, Houaria, Houaret, Belhouari, Benhaouar, Sidi Houari, Houari Boumediène, Blaoui Houari, Ben Haouar, Haouara, etc. L'origine de Ahaggar/ Ihaggaren est associée à Hawwar / Bavares (M'Charek, Chaker), avec le sens de «suzerains, dominants» ; sous une forme latinisée, Avares, à l'époque vandale (provincia Avaritana). Maghraoua / Maghrawa ou Beni Wragh est reconnaissable dans Aouragh, Aurigha (I. Khaldoun), Ksar Oraghen (tribu touareg), Ouled Merhraoui (Tlemcen), El Hadj Maghraoui, compagnon du chanteur martyr Ali Maâchi. Megraw, décelable dans Aït Meghraw, (Biskra, Oranie, Maroc) et qui signifie «qui galope, cavalier» (Nait Zerrad).

QUE SIGNIFIENT LES NOMS MAKRI, YAKER, AKKAR, AKIR, ZEKAR, BOUKAR...?

Des historiens attribuent des noms aux fractions issues de ces confédérations Zanâta et Hawara, à partir de sources antiques et post-antiques : Accar./ Akkar (tribu gétule), Aggares/ Acchares, devenant au Moyen âge, Aggar (a) / Akkar(a), avec l'alternance g/k. KR (racine pan-berbère) est ramenée à akkar, kker, nker : «se lever, grandir», ou bien à une autre forme de Aggar, de ager «être supérieur à», variantes Aggar, Ajar, Agar. Elle est aussi à la base du nom Makri /Makri, relevé dans les sources antiques, Magra dans les sources

Comment les insultes ethnicistes, «religieuses» et «linguistiques» reproduisent-elles les schèmes de la pensée coloniale ?



médiévales. L'Algérien le plus connu est Mohammed El-Mokri, 1^{er} grand vizir du sultan Mohamed V. Makri / Macri est attesté dans l'antiquité : Macri (Borj Magra), mentionnée par Julius Honorius au IV^e siècle (Macri oppidum) et évêché chrétien de Maurétanie Sitifiennienne où existait un autre évêché dont les fidèles constituaient la plebs Macrianensis. A l'époque médiévale, un savant ibadite (1202) s'appelle Makrin / Maqrin ibn Mu'ammad al-Bu'mûri. L'on citera, dans le même schéma étymologique, les noms de Yaker, Akir, Boukar, Akour, Boukria, Zekar cité par les historiens de l'antiquité, de «izeikar».

CAS DES NOMS : BEN/ GRINE TIGRINE, TAGARINS, BELLOUMI, FEGHOULI, BOU/ MEDIENE, BOUGUERRA, BOUDJERA...

Beni Tigrine est cité au Moyen âge, avec Beni Louma, issus de Ilouman et de Tigherine. Ils occupaient le Maghreb central à l'arrivée des Arabes, à l'est de l'Oued Mina. Ilouman est arabisé en Beni Louma donnant l'anthroponyme Belloumi (Lakhdar). Cas aussi de Feghouli (Sofiane), originaire de Tiaret (ufcul-ifculn), «type de vent». Quant à Grine / Bengrine/ Bengrina, Belgroun... formes dérivées : Tegrine / Tigherine, Tigrine (Azefoun), est le pluriel de « tiguert », de iger « petit champ ». Said Boulifa fait dériver Tagarin (siège du Ministère de la défense), de Tigrine. Les noms propres libyco-berbères, surtout de personnes, apparaissent sous leur forme latinisée «fils de», marquée par la terminaison en «-is». Exemple : Balcaranensis (Grine) / Vsinazensis (Zenat) / Medianensis (Mediane) / Macrianensis (Makri) / Zabensis (Zab)... L'alternance gh / g, et quelque fois, dj/ j, fait phonétique attesté en Afrique du nord, est décelable dans Bougherra et Boudjerra. Les Beni Tigrine de l'Ouarsenis et des Zdama, avaient comme voisins les Beni Mediène. Mediène, Mediâne (El Bekri, 1014-1094). Ce nom est associé à l'illustre Sidi Boumediène mais aussi à Ibn Maryam al-Madyûni. Des noms auxquels il faut ajouter d'autres dérivés Mediouna, Medioun, Médioni... Medyen/ medyan a le sens «qui est ancré dans le sol». Leurs cousins - les Maghili - sont frè-

res des Matmata, cousins aussi de la grande tribu des Maknasa, Macennites pour les Romains, Makanatae pour les Grecs, vocable à rapprocher de Meknes la Marocaine, de la racine berbère KNS. Les Ness Meghila sous une morphologie grecque (Lewicki : 1990), a donné Machlyés chez l'historien Hérodote (484-425 avant notre ère), considéré par Socrate comme étant le père de l'Histoire.

LOUATA, LARIBI, LARABA, ARIBI, KOCEILLA, FLITA, OUASSINI, L/ AGGOUN, BEN ZAGHOU, MAHREZ...

Depuis l'antiquité, les historiens grecs, romains, arabes, français ont relevé le caractère rebelle de ces tribus. Cités par Procope et Corippus, sous des appellations latines ou latinisées : Ilaguas, Hilaguas, Laguaten, Laguanta, Leucada, Levathae, Lavatae, les Luwata, selon des généalogistes du Moyen âge, s'apparentent à d'autres confédérations tribales allant jusqu'à Gabes et Tripoli (Yagoubi). Non loin, il est cité la tribu des Walhassa / Oualhassa, au moins depuis les premiers siècles de l'Islam. Le nom de Oulhassa est porté par le célèbre peintre Mohamed Oualhassi. Des noms comme Laribi (Krimo, ancien gardien de l'EN de football), Laraba, Aribi, Arribi,... sont des variantes de Uriba (Ouriba) / A'riba : Awriba/ Awraba/ Laribi/ Ouriba... de ur (négarion) iba : «il n'est pas absent, il est présent».

La tribu amazighe des Awraba a eu son chef le plus connu : Koceyla, Koceila, forme dérivée de Aksil (VII^e siècle). D'autres tribus ont été aux avant-postes de la lutte anticoloniale : Harakta, Ouled Sidi Cheikh, Zaatcha, mais également celles de Kabylie, des Aurès, du Sahara et d'autres que nous n'énumérerons pas ici. On citera les Flita et les Beni Ouassine (territoire et peuplement). La première a donné le plus grosse cavalerie et le plus grand nombre de fantassins à l'Emir Abdelkader ainsi que sa fameuse Zmala (capitale ambulante). Quant à l'étymologie de Flita, arabisation de dafliten/ dafelten (tribu de l'Ouarsenis), il a le sens de «neige, glace» (adfel) ou «d'en haut» (Oufella). Les Beni Ouassine, de Ouassini : «célèbre, reconnu» en tamazight sont installés dans la région de Maghnia / Tlemcen, à l'époque des Zianides, descen-

dants de Sidi M'hammed el-Ouassini. Dans la même région est issu Laradj Wassiny ; aussi Ben / Zaghou, (I. Khaldoun), de la lignée des Ibn Zaghou (1380-1441 de la racine berbère «zgh» : «bâti». Non loin, relevons Beni Snous (Beni Snassen), où est établie la fratrie des Mahrez (de Riyad).

Des noms comme Aggoun, (à ne pas confondre avec 3agoun), de agun ont le sens topographique de Agueni, taguenit, « plateau» en kabyle et chleuh. var. agni, agouni, a donné : Douar Agouni, igenni/ teguini «ciel» : Village d'Agouni, lieu de recueillage à la mémoire du chanteur Idir.

BEN/ BADIS, BEDDA, BEDDOU, BADI, YEBDA, BENDOUDA, IDDOU...

Une autre branche des Lewata des Aurès s'appelle Banu Badis, du même nom qu' Al-Muizz ben Badis troisième émir ziride (1016-1062), mais surtout d'Abdelhamid Ben Badis. Badis est un nom amazigh, dont l'appellation a été mise en relation avec la ville antique de Vadis (=Badis), probablement l'actuelle Bades, à côté de Biskra (Al Idrissi). Le nom Badis / Bades est porté par une station Ad Badias dont l'histoire remonte au Haut -Empire romain. «l'antique Bades ou Ad Badias fut d'abord civitas avant d'être promue au rang de municipale à une date inconnue et de devenir le siège d'un évêché chrétien dès le III^e siècle» (M'Charek). Depuis l'antiquité, le nom de Badis figure dans les inscriptions libyques, sous la forme YBDD, Yebded «il est debout, il a résisté» ; par extension «solide, puissant». Ibadissen est le nom actuel du village d'Ait Bouaddou, au pied du Djurdjura (At Badissen). Une variante touareg de Badis est Badi : Lalla Badi (chanteuse touareg), Dadi Badi (anthropologue) auquel il faut apparenter des noms comme Bedda, Beddi, Badid, Yebda, Beddou,...La racine BDD donne Waddud, de Addoud ; aussi Idded, de bdd, «être debout», Mdiddi : «courageux», générant des noms anciens et actuels : Idou / Beni Iddou, Ait Dou, Bendouda, Doudane ...

A suivre

*Professeur des universités, directeur de recherche associé RASYD / CRASC, expert en toponymie (ONU)

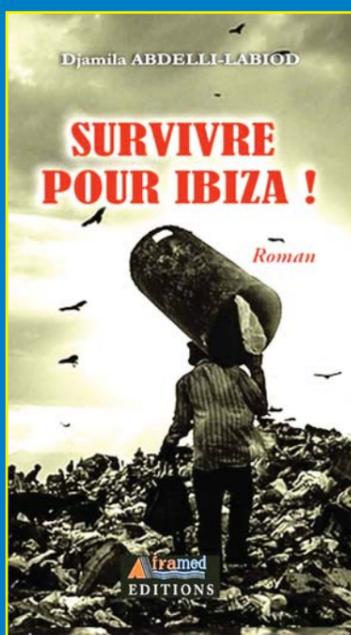


Médiatic

Par Belkacem
Ahcene-Djaballah
Livres



RÊVES ET RÉALITÉS



SURVIVRE POUR IBIZA.
Roman de Djamila Abdelli-Labiod.
Aframed Editions, Alger 2020,
215 pages, 600 dinars

C'est l'histoire de Mourad, un jeune chômeur après avoir quitté l'école malgré ses bons résultats, toujours à la poursuite de petits boulots, «ordurologue» à l'occasion (fréquentant les décharges publiques à la recherche de matériaux ou de produits pouvant être réparés puis revendus), enfant d'une famille très modeste et habitant un quartier populaire (une maman vivant d'une maigre pension de veuve et de travaux à domicile comme rouler le couscous pour les autres), inconsolable d'avoir perdu son aîné, policier assassiné par les terroristes, une sœur étudiante et un autre frère un peu plus débrouillard... qui rêve de partir... pas pour aller au Canada rejoindre un cousin qui y a réussi... mais à... Ibiza, la ville espagnole balnéaire de réputation internationale. Une idée qui n'arrête pas de lui trotter dans le tête d'autant qu'il avait vu des images «affolantes et affriolantes»: Ça danse, ça rit, ça crie, ça s'amuse... et il y a de belles blondes pas farouches... la vie rêvée, la liberté, quoi! Quoi de plus normal, de naturel, pour un jeune de moins de vingt ans, en pleine force de l'âge et impatient de «vivre».

Un jeune qui ne voit autour de lui que des «ordures» qu'il exploite et qui l'exploitent. Bien sûr, il y a le football (comme supporter), mais même ce «loisir» autonome comporte des risques... puis-

qu'il se retrouve, à la sortie du stade, emmené en prison par un policier «déprimé» et voyant des «coupables» partout. Il est vite libéré (grâce à une commissaire compréhensive et... si belle, et à la mamma toujours là malgré tout), mais, hélas, ce furent là les gouttes qui ont fait déborder le vase. Il disjoncte... Une tentative publique d'immolation par le feu... un entretien avec un psychiatre qui, heureusement, a très vite compris... En fait, toute une comédie... mais l'envie de partir est encore plus forte... cette fois-ci pour le Canada.

L'Auteur : *Institutrice de français. Après avoir quitté l'enseignement pour se consacrer à sa famille, elle est montée sur la scène littéraire avec une première œuvre, «La réglisse de mon enfance» (Editions Maarifa en 2011, puis Editions Medias Index en 2016) : Ni roman, ni autobiographie. Surtout des souvenirs d'enfance et de jeunesse. Très bien écrit... simplement, clairement. Des longueurs mais pas de lourdeurs*

Extraits : «Les intrigues, ça crée toujours la zizanie entre ceux qui détiennent le pouvoir et leurs sujets, le peuple (...). Le pouvoir génère toujours des intrigues, que ce soit dans un château ou sous une tente» (p 129), «Malgré le remugle des ordures, Mourad se sentait serein parmi les détri-

tus. Y percevant même comme un air de liberté, la décharge n'était plus une décharge, elle était devenue un musée. Un musée bohème, son musée à lui» (p 177), «En ce moment, c'est tout le monde qui divorce. Le peuple avec les dirigeants! Les hommes avec les femmes! Les enfants avec leurs parents qu'ils n'écoutent plus! Tu te rends compte, même les femmes demandent le divorce à présent...» (p 197)

Avis Techniquement très mal présenté, d'où une lecture difficile. Mais, une très belle photo de couverture... belle mais douloureuse... comme toute l'histoire qui aborde en diagonale- certes la «harga» mais, celle-ci inscrite dans plusieurs thèmes sociétaux.

Citations : «Chez les roumis, on dit : le temps c'est de l'argent, par contre nous, le temps, si c'était possible, on l'exporterait comme du pétrole» (p 23), «La religion est censée apporter la vérité. Et, en politique, on use de menteries. Ils ne peuvent pas aller ensemble» (p 94), «Avoir l'esprit critique, c'est cette capacité de discernement que chacun d'entre-nous possède et qui permet d'évaluer si ce que l'autre dit est plus vrai ou moins vrai» (p 125), «Du sucre, beaucoup de sucre! Dans ce pays, les gens se soûlent au sucre!» (p137)



«MAIS MOI, JE NE VOUS AI RIEN FAIT.» Roman de Abdelkader Hammouche. Editions Barkat, Alger 2020, 120 pages, 400 dinars

la même, celle-ci plus tragique car ayant entraîné la mort d'un jeune Algérien (Habib Grimzi) battu à mort puis défenestré du train Bordeaux-Vintimille le 14 novembre 1983, par des candidats militaires (Légion étrangère)... et racistes. Roger Hanin (Paix à son âme) en avait fait, en 1984, un film, «Train d'enfer».

Ici, l'histoire contée par Hakim à l'auteur, alors encore journaliste à 'Algérie Actualités', est tout aussi dramatique, la victime n'ayant pas perdu la vie, mais perdu un bras, ainsi que ses papiers, son billet d'avion retour et son argent... en pays étranger. Après avoir été battu... par deux «voyous»... un Français (raciste) et un Marocain (vindicatif)... il avait été alors défenestré du train en marche, entre Cannes et Marseille (heureusement, juste au moment où il ralentissait dans un grand virage). Plus par plaisir sadique que par souci de dépouiller le jeune homme... et sans témoins. Un jeune homme de bonne famille, infirmier de son état, bien sous tous rapports, qui venait de réaliser un rêve de gosse amoureux de cinéma; celui de visiter Cannes et de fouler les marches du Palais qui accueille habituellement les grandes stars.

Sorti de l'hôpital, sans argent, il erre dans les rues de Marseille... il est rejeté par un vice-consul (d'Algérie) insensible au malheur des gens de chez lui, il est obligé de «faire» la manche pour ne pas crever de faim... Heureusement Air Algérie est là... qui retrouvera (grâce aux Tic) son billet retour... mais surtout il sera aidé par... un harrag.

De retour au pays il retrouvera son travail habituel (mais cette fois-ci, lui, le bon infirmier) au poste d'accueil... mais avec un bras et surtout des illusions en moins.

L'Auteur : *Né à Alger en 1952. Ancien journaliste d'Algérie Actualités (tous les anciens se souviennent de sa «mésaventure» avec la Sm de l'époque qui l'avait «embarqué» (pour un certain temps, sans trop de dégâts). Il avait alors trop bien fait son boulot (une histoire de prix du pétrole, je crois)... Par la suite devenu avocat. Auteur de plusieurs ouvrages (romans, récits et essais)*

Extraits : «Pour moi, la France, c'était l'Eldorado, le pays de mes rêves, de la liberté, de la beauté. Le racisme? C'était pour moi quelque chose aux contours vagues et imprécis» (p27), «Le fonctionnaire

(un vice-consul... à Marseille) n'avait plus en face de lui un compatriote agressé par des voyous, un handicapé en détresse, mais un importun dont la manière la plus expéditive de s'en débarrasser était de lui jeter un billet de cent francs comme on jette un os à un chien» (p 95), «Je souhaite que tous ceux qui vont la lire (l'histoire) comprennent que l'Europe n'est pas l'Eldorado dont ils rêvent. La réalité est aux antipodes des idées reçues» (p 120)

Avis Compte-rendu? Grand reportage? Une histoire pas banale (?). L'histoire d'une mal-aventure au déroulement dramatique. Romancée et se lisant d'un seul trait. Ecrite simplement et clairement. Des ouvrages dans le genre sont à encourager... un bon livre n'étant pas obligatoirement le travail d'un grand écrivain... et un bon journaliste peut en produire... pour peu que les éditeurs (de presse et autres) y mettent du leur. Il est vrai que, A. Hammouche, en plus d'être avocat, a été un grand journaliste.

Citation: «On n'obtient rien sans sacrifier quelque chose, c'est un principe cardinal de la vie» (p 22)

A partir du moment où cette histoire est, nous affirme l'auteur, vraie, on ne peut s'empêcher d'évoquer à peu près

«J'ai besoin de me sentir vivant» : après le Covid, de nouveaux grands projets de vie

Expatriation, reconversion professionnelle, fondation d'une famille, utopies de jeunesse... Nos lecteurs se confient sur leurs espoirs, leurs malheurs et leurs choix d'avenir.

LE FIGARO

Couvre-feu, masques, vaccins, fermetures, tests... «Stop ! On n'en peut plus de ce maudit Covid !» Aubin, comme tant d'autres lecteurs du Figaro, en a assez. «Vos articles sur le confinement, là... Arrêtez de nous tanner avec ! Les vaccins sont là, ce n'est pas bon signe, ça ? », s'écrie le fidèle Marseillais. Comme Aubin, des millions de Français entretiennent l'espoir de sortir, au plus vite ou plus raisonnablement dès l'été prochain, de cette crise sanitaire. S'y préparant, ils nourrissent de grands projets qui impulseront leurs nouvelles vies. Nous avons sélectionné certains d'entre eux, marqués par l'espoir, le rêve et les remords.

«LA FRANCE, JE N'EN PEUX PLUS !» : L'EXIL COMME NOUVEAU DÉPART

À l'origine de la majorité de ces projets d'avenir : les grands ratés gouvernementaux. «On a été nuls. Sur tout ! On nous a dit que le masque ne servait à rien, avant de nous l'imposer. On nous teste, mais on ne nous isole pas. On commande des doses de Pfizer, mais on ne nous vaccine pas. On ne nous confine pas, mais tout est fermé», énumère Sébastien, 26 ans. «Et maintenant, soi-disant, nous sommes 66 millions de procureurs ! », interpelle-t-il en faisant référence à une petite phrase d'Emmanuel Macron dans laquelle il regrette la «traque incessante de l'erreur» en France, devenue «une nation de 66 millions de procureurs».

«La France, je n'en peux plus. Les Français égoïstes, qui empêchent des mesures fortes, je ne les supporte plus», tranche le graphiste lyonnais. «Je ne vois plus qu'une seule solution : l'exil !» Mais où ? Nombreux sont les pays à appliquer les mêmes restrictions sanitaires, avec des bilans humains parfois moins bons proportionnellement. «La Corée du Sud. Les gens y sont disciplinés, travailleurs. Ils respectent leurs prochains.» «J'ai les bases de la langue, grâce à ma copine. Je peux continuer dans ma boîte à distance. J'ai le budget. Qu'est-ce qui m'en empêche ?», poursuit Sébastien.

«JE VAIS FAIRE UNE ANNÉE SABBATIQUE EN AUSTRALIE : DEVENIR SERVEUSE, RENCONTRER DES SURFEURS, ET DORMIR SEULE SUR LE SABLE, LES YEUX DANS L'EAU !»

Mélanie, diplômée en fin d'année.

Cette envie d'Asie, Édouard, 32 ans, la partage : «Quand on voit la gestion de l'épidémie en France, en Occident même, ça ne confirme qu'une chose : mon projet de retourner vivre au Japon. Y apprendre la cuisine d'Okinawa, gravir une seconde fois le mont Fuji et fonder mon commerce touristique !» Jeanne, 27 ans, se voit à Bali, en Indonésie : «La vie est tellement moins chère là-bas qu'avec mes économies, je pourrais y flâner quelques mois avant d'y travailler !, se satisfait cette webdesigner. C'est à se demander pourquoi il m'a fallu une pandémie pour le réaliser»

Julie, étudiante de 18 ans, vise plutôt le rêve américain. «Le vaccin va tout changer. Je vais pouvoir continuer mes études là-bas, j'ai même repéré une université, celle du Connecticut. Et l'élection de Joe Biden, qui veut unir son pays, m'encourage.» Mélanie, diplômée en fin d'année, suivra l'exemple de sa sœur : «Comme elle, je vais faire une année sabbatique en Australie - devenir serveuse, rencontrer des surfeurs, dormir seule sur la plage, etc. !»



Carolina, 30 ans et directrice d'un établissement culturel, veut elle tout plaquer par amour. «Durant le premier confinement, j'ai rencontré en visio Arthur, un Français vivant au Mexique. Depuis, on ne se quitte plus : il est venu un week-end en France, et moi deux semaines au Mexique - dès que possible, je déménage pour une nouvelle vie avec lui.»

«FAIRE UN ENFANT... OU SE SÉPARER» : LE COUPLE À L'ÉPREUVE DE LA LIBERTÉ

Si cet amour naissant ne devrait pas donner naissance à un bébé dans l'immédiat, celui de Sandra, coiffeuse, en couple depuis trois ans, pourrait bien relever les statistiques de la natalité, au plus bas depuis 1945 : «Je ne peux plus attendre, c'est l'occasion idéale. Un enfant sera la plus belle façon de mettre un terme au Covid. Et puisqu'on va vaincre le virus d'ici la fin de l'année, il va falloir s'y mettre dès maintenant !» C'est aussi un projet, donc.

«J'ai déjà trois jeunes garçons, et le confinement a été l'une des plus belles périodes de ma vie en leur présence : j'en veux un quatrième», affirme Marie, Bordelaise trentenaire. Élodie, encore en licence, veut, elle, sauver son couple : «J'aime mon copain, mais il a l'air réticent à faire un bébé. J'ai peur qu'il ne m'aime plus vraiment. Au sortir du Covid, ce sera l'ultime épreuve de notre couple : soit on prévoit de faire un enfant, soit on se sépare.»

«JE NE ME RECONNAIS PAS. MAIS J'AI BESOIN DE ME SENTIR VIVANTE - JE NE L'ÉTAIS PAS DURANT TOUTES CES ANNÉES.»

Émilie, qui a quitté son conjoint pour un autre.

Certains couples ne s'imposent pas cet ultimatum. «J'ai entamé une procédure de divorce il y a quelques mois. Le confinement a brisé mon couple», assure Gary, la voix tremblante, qui déménagera de son logement à la fin de l'épidémie.

Même constat pour Émilie, qui ne supportait plus son conjoint : «À partir du second confinement, il ne m'attirait plus, ne me correspondait plus, je lui trouvais des défauts permanents.» Sur les réseaux sociaux, Émilie répondait aux sollicitations d'un homme. «Pour passer le temps, d'abord, puis au fil des mois, j'ai noué une relation avec lui. Il est ensuite venu me chercher à mon domicile, et j'ai quitté mon conjoint dans la foulée.» Émilie ne se «reconnaît pas». «J'ai besoin de me sentir vivante. Et je ne l'étais pas durant toutes ces années.» «Construire un couple solide, vivant : au sortir du Covid, je dois faire avec mon nouvel homme ce que je n'avais jamais fait auparavant».

«J'AI BESOIN DE CHANGER DE MÉTIER» : LES FRANÇAIS EN QUÊTE DE SENS... ET DE BIENVEILLANCE

Aujourd'hui, un Français sur cinq ne perçoit ni le sens, ni l'utilité de son emploi, selon des données d'avril

2020. Jonathan, quadragénaire habitant à Orange, fait partie de ceux-là : «Je suis responsable des ventes, depuis huit ans, dans une société d'immobilier. Avec le télétravail, la perte des discussions autour de la machine à café, la diminution de la charge de travail, je me suis rendu compte que j'occupais un 'bullshit job' - avant le virus, on avait l'impression d'être très occupé, de beaucoup parler, de prendre des décisions essentielles. Finalement, tout mon boulot se fait en quelques clics». Jonathan a en outre l'impression d'être un «numéro», dont son patron dispose à sa guise. «Je vais bientôt démissionner. Me lancer à mon compte, pour devenir conseiller en habitat. Je serais directement en relation avec les gens qui veulent construire leur maison, acheter leur terrain. Le contact humain ne sera pas faussé, et je me sentirai utile.»

«Quand on passe 18 ans à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie, et que le Covid survient, on se dit qu'il faut commencer à vivre.» En proie à un profond mal-être, Nadia, 42 ans, a voulu se lancer dans le... bien-être en entreprise. «Tellement de gens font des burn-out, se sentent inutiles. Ces confinements m'ont ouvert les yeux sur le malheur au travail.» Après une rupture conventionnelle, Nadia suit une formation pour devenir, dans les prochains mois, coach en entreprise.

«Avec le Covid, j'ai appris à prendre mon temps.» D'habitude survoltée de par son métier de journaliste, Éléonore, durant les confinements, a découvert les bienfaits du yoga et de la sophrologie. «Je veux m'y former pour en faire mon métier - comme le journalisme, ce serait un job de transmission, mais tourné vers le positif, la bienveillance, le calme. La course à la performance est en train de tuer les relations humaines. J'aimerais contribuer à la freiner.»

«JE SUIS BARMAID, ET J'HABITE EN STATION DE SKI. C'EST COMME SI JE ME NOYAIS DEUX FOIS.»

Charlotte, qui veut s'isoler plus profondément en zone rurale.

Parfois, le changement est subi. «Je suis barmaid, ou plutôt états. Je faisais ce boulot pour le côté convivial, festif... Désormais, je suis résignée : mon métier va sans doute mourir. J'habite en station de ski, je vis donc une double peine, comme si je me noyais deux fois», déplore Charlotte, la trentenaire. «Je suis tellement dégoûtée des incohérences de notre société. Avec ma compagne, on envisage de s'en couper totalement : revendre notre appartement en station, et trouver une maison plus enfouie en zone rurale, pour s'isoler encore plus, et vivre en parfaite autonomie.» Et de rappeler : «Je ne vais pas changer de vie par choix, comme certains citadins qui se sentent à l'étroit. Je vais changer de vie car mes secteurs économiques se meurent.» 305.600 emplois ont été supprimés entre janvier et septembre 2020, selon les dernières données de l'Insee.

L'EXPRESS

Pourquoi le prix des iPhones ou des consoles de jeux vidéo risque d'augmenter

La situation est liée à la pénurie de semi-conducteurs qui devrait durer des mois en raison du boom de la demande, de la crise sanitaire et d'une guerre commerciale.

Pour beaucoup, amateurs de jeux vidéo, le Noël dernier était quelque peu décevant. La raison : les consoles de dernière génération - PS5 et Xbox Series X - étaient en rupture de stock. Et la situation ne va pas s'améliorer de sitôt. Autre mauvaise nouvelle : leurs prix, tout comme celui des iPhones, pourraient grimper cette année à cause d'une pénurie de semi-conducteurs due à un cocktail explosif : boom de la demande d'électronique, chaînes d'approvisionnements chamboulées par le Covid et guerre commerciale, avertissent les experts. Pendant les confinements dus à la pandémie de Covid-19, les consommateurs se sont en effet rués sur les ordinateurs, tablettes ou consoles de jeux, qui fonctionnent avec des puces. Parallèlement, le géant technologique Huawei, voyant s'aggraver la guerre commerciale entre la Chine et les États-Unis, a fait des stocks de semi-conducteurs l'an dernier, augmentant la pression sur l'offre.

VOITURES, CONSOLES DE JEUX, TÉLÉPHONES...

Ces tensions sur le marché sont devenues criantes quand les constructeurs automobiles ont cherché à se procurer plus de semi-conducteurs, et réalisé que les fabricants donnaient la priorité à l'électronique grand public. L'automobile est à ce jour la victime la plus visible du manque de puces, avec des géants comme Ford et Volkswagen contraints à réduire leur production, mais d'autres secteurs sont aussi affectés. «La combinaison de la tempête du coronavirus, des hausses des stocks dus à la guerre commerciale, et du changement de paradigme qu'est le télétravail provoque une pénurie de semi-conducteurs», indique Neil Mawston, directeur exécutif de la société de conseil Strategy Analytics, à l'AFP. «Tout ce qui a une puce est touché, voitures, smartphones, consoles de jeu, tablettes et ordinateurs portables». «Les biens électroniques et les véhicules seront produits en moins grand nombre et seront plus chers en 2021», prévoit-il. Les livraisons de certains modèles d'iPhones 12 ont été limitées par manque de composants, selon l'agence Bloomberg. Tandis qu'un déficit de certaines puces a été invoqué pour expliquer les difficultés à se procurer la nouvelle PlayStation 5 de Sony et la dernière console Xbox de Microsoft.

CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT COMPLEXE

Plusieurs fabricants de semi-conducteurs, comme le géant américain Qualcomm et son concurrent AMD, avertissent d'une crise grandissante. La chaîne d'approvisionnement des semi-conducteurs est complexe. Les géants américains, qui fournissent les fabricants d'électronique grand public, conçoivent les composants mais pour la plupart ne les fabriquent pas. Ce sont des sous-traitants asiatiques, comme Taiwan Semiconductor Manufacturing Company (TSMC) ou le sud-coréen Samsung, qui gèrent la plupart des chaînes de production. Les fabricants ont aussi des difficultés à répondre à la demande de secteurs différents car un changement de mode de production peut leur prendre des mois. Taiwan, qui abrite certaines des fonderies de semi-conducteurs les plus modernes, s'est retrouvé sous la pression des constructeurs automobile et des gouvernements. L'île s'est engagée le mois dernier à renforcer sa production de puces pour les constructeurs, tandis que TSMC a assuré que l'automobile était «sa plus grande priorité», tout en remarquant que ses usines fonctionnaient déjà à plein régime.

Le lancement de la 5G a encore aggravé la situation, avec un besoin d'un grand nombre de puces pour une nouvelle génération de mobiles, d'infrastructure sans fil et d'autres équipements, a souligné GlobalFoundries, un fabricant de semi-conducteur dont le siège est aux États-Unis et les usines à Singapour.

AU COEUR DE L'ÉCONOMIE MONDIALE

Washington, qui accuse Huawei, sans avoir publié de preuves, d'avoir dérobé des secrets commerciaux américains, bloque l'approvisionnement du géant chinois en semi-conducteurs conçus à base de technologie américaine. «Quand Huawei a fait des stocks de puces de smartphones, des concurrents ont aussi cherché, dans une moindre mesure, à renforcer leurs réserves pour garantir leur futur approvisionnement» aggravant la pénurie mondiale, a relevé Neil Mawston de Strategy Analytics. Le manque de puces pourrait retarder la production de près d'un million de véhicules au premier trimestre de cette année, selon la société d'études IHS Markit. Mais les analystes estiment qu'il est encore trop tôt pour mesurer l'impact sur les autres secteurs.

Le déficit devrait se réduire en cours d'année grâce aux campagnes de vaccination qui permettront aux usines de revenir à un régime normal et des nouvelles usines devraient aussi démarrer. Mais d'autres pénuries pourraient se produire à l'avenir, soulignent les analystes, appelant à plus de production locale dans les pays en demande. «Les semi-conducteurs sont au cœur de l'économie mondiale», souligne GlobalFoundries dans un communiqué, appelant les gouvernements à investir et «jouer leur rôle pour aider à combler le décalage clair entre l'offre et la demande».

Ras El Aïn et Haï Sanawber Relogement prochain de 3.000 familles

D. B.

Quelque 3.000 logements se sont distribués aux familles habitant le site précaire de Haï Sanawber (ex-Les Planteurs) et Ras El Aïn, a indiqué lundi le chef de daïra d'Oran, lors d'une conférence de presse. Le relogement de ces familles, par étapes, est prévu entre la fin du mois de mars en cours et le mois de juin prochain, selon le même responsable. Le chef de daïra a en outre indiqué que les enquêtes ménages ont été lancées au niveau du site de Ras El Aïn pour arrêter la liste définitive des familles à reloger. Initialement prévue pour le mois de février dernier, l'opération de relogement de plus de 3.000 familles des bidonvilles a été reportée à la fin du mois en cours, et ce, pour permettre l'achèvement des derniers travaux d'aménagement extérieur. Les familles bénéficieront de logements décentés au niveau des sites de Benfréha et Oued Tlélat. Selon les services de la wilaya, les opérations de relogement se feront par étapes tout au long du premier trimestre de l'année en cours. D'autre part et selon les mêmes sources, l'affichage des listes des bénéficiaires des logements sociaux, dans une dizaine de communes de la

wilaya, est programmé au courant des trois mois à venir. Les mêmes interlocuteurs indiquent que l'étude des dossiers et les enquêtes ménages, qui étaient à l'arrêt à cause de la pandémie, ont repris depuis quelques semaines. Le retard dans l'attribution des programmes achevés des logements sociaux dans plusieurs communes de la wilaya, est à l'origine de plusieurs actions de protestation des mallogés à travers la wilaya d'Oran, notamment les habitants des bidonvilles à l'image d'Es-Sénia, Aïn El Turck, etc. L'affichage des listes de bénéficiaires des logements sociaux constitue un véritable casse-tête pour les gestionnaires des collectivités locales de la wilaya d'Oran, car souvent confrontés au problème de l'inadéquation entre l'offre et la demande. A ce titre et selon des sources proches de la wilaya, près de 4.000 logements répartis entre une dizaine de communes, n'ont toujours pas été distribués. Il s'agit de programmes qui ont été achevés, pour certaines communes, il y a plus de 6 ou 7 années. Selon nos sources, le retard dans l'affichage des listes ne fait qu'accroître la pression sur les services chargés de l'attribution de ces logements, car au fil des ans, le nombre de demandeurs ne fait qu'augmenter.

Jeux Méditerranéens Oran 2022 Les dates de livraison des nouvelles infrastructures fixées

Les dates de réception des nouveaux sites sportifs réalisés en prévision des Jeux méditerranéens prévus à Oran en 2022 ont été fixées, a annoncé mardi le ministre de la Jeunesse et des Sports Sid Ali Khaldi, précisant que l'opération sera achevée fin septembre 2021. Au cours d'une visite d'inspection des chantiers d'équipements sportifs, M. Khaldi, qui était accompagné par le secrétaire d'Etat chargé du sport d'élite, Salima Souakri, du président du Comité olympique sportif algérien, Abderrahmane Hammad, ainsi que du wali d'Oran, Messaoud Djari, a indiqué que le stade de football de 40.000 places sera réceptionné le 31 mars en cours. Quant à la piste d'athlétisme de ce stade, relevant du complexe sportif de Bir El Djir, des engagements ont été pris pour qu'elle soit livrée le 31 mai prochain, soit avant le déroulement, dans ce site, du championnat d'Afrique d'athlétisme (seniors) programmé du 1 au 5 juin. Lors de sa visite d'inspection des différents chantiers du complexe sportif, le ministre a donné des «instructions fermes» pour la réception, le 31 septembre prochain, de ses deux autres équipements, à savoir la salle omnisports (6.000 places) et le centre nautique composé de trois piscines. S'agissant du village méditerranéen dont la capacité d'accueil est de 4.200 lits, les responsables de l'entreprise réalisatrice se sont engagés à le livrer le 30 juin prochain. Par ailleurs, pas moins de 17 infrastructures sportives ont bénéficié d'opérations de mise à niveau à l'occasion des JM, dont le complexe de tennis de haï «Es-salam» (ex Saint Hubert), le centre équestre d'Es-Sénia et le Palais des sports «Hamou Boutlelis» d'Oran, qui ont constitué les autres étapes de la visite du ministre. A cet égard, des instructions ont été données par Sid Ali Khaldi qui s'est dit «très satisfait par la cadence des travaux» à l'effet de mettre en service ces installations immédiatement après leur livraison, notamment pour abriter le championnat arabe de handball en octobre 2021 que va or-

ganiser l'ES Arzew. Avant de se rendre sur les lieux de ces sites, M. Khaldi a présidé, au siège de la wilaya, la 3e réunion du Conseil exécutif du Comité d'organisation des JM, au cours de laquelle les responsables des 12 commissions relevant du comité d'organisation ont présenté des exposés sur l'état d'avancement des préparatifs, chacun dans son domaine. A ce titre, le ministre a fait savoir, dans une déclaration à la presse, qu'une nouvelle impulsion a été imprimée au Comité d'organisation, notamment à travers le règlement définitif du problème des indemnités des personnels des Jeux, l'évaluation mensuelle par le ministère des travaux des commissions spécialisées, la tenue de la réunion du Comité d'Organisation regroupant 13 départements ministériels et quatre autorités publiques et la réunion des commissions spécialisées avec les 22 fédérations sportives concernées par les Jeux. A cet égard, a précisé le M. Khaldi, «ces instructions ont été données à la direction générale des jeux à l'effet de redoubler d'efforts pour respecter les délais, notamment en ce qui concerne la livraison des cahiers des charges et le lancement des procédures subséquentes dans les délais impartis, le renforcement des commissions par les ressources humaines nécessaires, l'implication des jeunes et de la société civile d'Oran et de l'ensemble du pays dans l'organisation des Jeux, notamment à travers la participation de 10.000 jeunes volontaires. La 19e édition des JM, prévue initialement pour l'été 2021, a été reportée à 2022 à cause de la crise sanitaire marquée par la pandémie de la Covid-19. Elle aura lieu du 25 juin au 5 juillet.

ILS NOUS ONT QUITTÉS... HIER

Messaoudi Khelifa, 76 ans, Saint-Antoine
Bendraoua Bachir, 88 ans, Saint-Antoine
Bahou Rabah, 92 ans, Belgaid
Benmelal Jamel, 45 ans, Sidi El Bachir

Horaires des prières pour Oran et ses environs

20 rajab 1442

El Fedjr 06h05	Dohr 13h15	Assar 16h32	Maghreb 19h06	Icha 20h23
-------------------	---------------	----------------	------------------	---------------



Pour parer au déficit de la main-d'œuvre

113 jeunes en formation dans le BTPH et le tourisme

J. Boukraa

Le secteur du bâtiment et des travaux publics et hydraulique (BTPH) ainsi que le tourisme manquent de main-d'œuvre qualifiée. Nombreux sont les entrepreneurs qui ont formulé des demandes auprès des organismes concernés et qui n'ont pas encore été satisfaits. Pour faire face à cette situation, 113 jeunes ont été placés dans des établissements de formation, pour satisfaire les offres des employeurs depuis le mois d'octobre dernier. Il s'agit notamment des offres qui nécessitent des formations spécialisées, à l'instar des métiers du bâtiment, des travaux publics et du tourisme. En effet, certains demandeurs d'emploi expriment des réticences à occuper

des postes qui sont offerts par certains secteurs comme le BTPH et l'agriculture. Une partie des offres ne trouve pas preneurs. Le secteur qui souffre le plus de cette situation est celui du bâtiment qui manque de main-d'œuvre qualifiée, notamment dans les métiers de plombier, électricien, menuisier, couvreur, peintre. Les métiers liés à ce secteur tels que ceux de maçon, de coffreur ou de plâtrier n'attirent pas beaucoup de jeunes qui préfèrent se former dans d'autres métiers où l'offre en matière d'emploi est minime, bien que la direction de la formation professionnelle ouvre chaque session de nombreux postes pédagogiques dans les différentes spécialités liées au BTPH. Les besoins en emplois qualifiés dans le BTPH ne cessent

d'augmenter surtout avec le lancement des nouveaux chantiers de logements. Pour pallier le déficit, les entrepreneurs font appel à la main-d'œuvre de toutes les wilayas du pays en plus de la main-d'œuvre étrangère. Les promoteurs ont à plusieurs reprises alerté les pouvoirs publics concernant le manque crucial de maçons, de plâtriers, de plombiers, de ferrailleurs et autres menuisiers. Selon un dernier recensement, les métiers déficitaires sont ceux de technicien supérieur, conducteur de projet, soudeur tuyautier, topographe et grutier pour les travaux publics. Pour parer à cette situation, plusieurs organismes offrent des formations dans ce domaine, à l'instar de la chambre de l'artisanat et des métiers d'Oran.

Hai Sidi El Bachir

Les 13 familles sinistrées relogées à Benfreha

Treize familles recensées suite à l'effondrement partiel d'un immeuble survenu au mois de janvier dernier à haï «Sidi El Bachir» (ex Plateau) de la ville d'Oran, ont été relogées dernièrement dans des logements décentés dans la commune de Benfréha, a-t-on appris mardi du chef de daïra d'Oran, Rahmouni Mourad.

Suite à une série de rencontres du chef du cabinet du wali avec les

représentants des habitants de l'immeuble et après l'achèvement des procédures, 13 familles ont été relogées dernièrement dans un immeuble situé au site de 1.000 logements publics locatifs de la commune de Benfréha.

A rappeler que des résidents de l'immeuble ont refusé auparavant leur relogement dans la commune de Benfréha revendiquant un autre site au niveau de haï El Barki du

chef-lieu de wilaya, où les travaux de réalisation de logements publics locatifs ont été achevés à cent pour cent et ceux d'aménagement externe (réseaux d'assainissement, d'AEP, d'éclairage public et autres) sont en cours pour un délai de 4 mois, a-t-on indiqué.

L'effondrement partiel du vieux immeuble, survenu le 9 janvier dernier, n'a provoqué aucune perte humaine

11.015 comprimés psychotropes saisis et un réseau démantelé

K. Assia

Une lutte sans merci est lancée par les services de la sûreté d'Oran contre la commercialisation et le trafic des stupéfiants. Une importante prise de produits psychotropes, soit 11.015 comprimés de marque Pregabaline 300 mg, a été effectuée par les éléments de la brigade de recherches et d'interventions (BRI) relevant de la police judiciaire de la sûreté d'Oran. Les informations parvenues aux policiers ont révélé qu'un réseau criminel s'adonnait à la commercialisation des produits psychotropes, dans la zone Est d'Oran en utilisant leurs domiciles comme dépôt de produits prohibés. Sur ce, la surveillance des lieux a donné ses fruits, a noté le responsable, et une perquisition ordonnée par le tribunal est effectuée dans leurs habitations. Un réseau criminel composé de deux individus âgés de 22 et 43 ans a été démantelé par les policiers, apprend-on. Les enquêteurs ont saisi 11.015



comprimés psychotropes en plus d'un véhicule de marque Hyundai utilisé dans le transport des psychotropes. Poursuivant leurs recherches, ils ont mis la main, après une deuxième perquisition, sur un montant de 229,5 millions de centimes. Les mis en cause seront présentés au tribunal pour commercialisation de produits psychotropes, atteinte à la santé publique et à l'économie nationale. Depuis le début de l'année, d'importantes saisies de drogue ont été effectuées

par les services de la sûreté d'Oran. La semaine dernière, 108 kg et 800 g de kif traité ont été saisis et un réseau de crime organisé composé de sept individus âgés entre 25 et 46 ans a été neutralisé par les services de la brigade de recherches et d'interventions (BRI). Toujours dans le cadre de cette lutte, 4,250 kg de drogue dure (cocaïne) ont été saisis le mois dernier et un réseau de 8 individus a été arrêté, 13 véhicules, deux motos, un camion et dix portables ont été saisis.

MASCARA

Des mesures urgentes pour l'eau potable



Belkecir Mohamed

Des mesures urgentes viennent d'être mises en œuvre pour améliorer l'alimentation en eau potable avec des branchements à partir des conduites de l'eau de mer dessalée soit le raccordement au système du MAO (Mostaganem-Arzew-Oran), ou encore à partir des récents apports des barrages ou des nouveaux puits artésiens. L'adduction de la commune

de Sehaïlia au nouveau barrage de Oued Taht est en phase d'achèvement pour alimenter Sidi Abdelmoumen et Mohammadia. Treize puits artésiens sont cours de réalisation atteignant un taux d'avancement de 80 %. Le wali a donné instruction d'accélérer les travaux pour installer le module électrique afin de les mettre en exploitation avant la Ramadhan. Six puits sont destinés à l'irrigation à Mohammadia et 7 pour l'alimentation en eau potable de

Menaouer, Tizi, Hachem, Ghriiss, Guerdjoum, et Ouled Khamsa. Avant le 20 mars, il sera procédé à la mise en service de la pompe flottante du barrage de Bou-Hanifia et avant le 15 mars, Bou-Hanifia, Gueitna et Hacine seront raccordés au système du MAO. Comme convenu, les localités de Zahana, Gaâda et Chorfa ont commencé à recevoir l'eau dessalée. Ces mesures urgentes ont concerné aussi les trois communes de Oued Abtal.

TLEMCCEN

Une équipe médicale sillonne les zones d'ombre

Khaled Boumediene

Une équipe médicale de l'association des randonneurs des forêts de Tlemcen (RAFT), composée du Dr. Oussadit Mehdi (Chirurgie infantile), Dr. Smahi Tebbal (Pédopsychiatrie), Dr. Khiter Cherbal (Pédiatrie), Dr. Sedjelmaci Chihane (Chirurgie dentaire), Dr. Benhadji Serradj Tewfik (Médecine générale), Dr. Dib Sedjelmaci (Médecine générale) et Terki Hassaine (membre du bureau de RAFT), sillonne les communes de Fellaoucène, Beni Bahdel et Sidi-Djillali (El-Abbed) et El Gor, afin de consulter à titre gracieux les habitants de ces zones d'ombre éloignées des structures hospitalières. En effet, la dernière sortie remonte à samedi dernier, où le staff médical RAFT a pris connaissance des maladies répandues dans la commune d'El Gor (daïra de Sebdo), et réalisé de nombreuses consultations sur des personnes adultes et enfants.

Selon le président de cette association, Dr. Cherbal Sid-Ahmed (Médecin conseil CNAS Tlemcen), « cette action menée dans la commune d'El

Gor a touché à diverses pathologies inflammatoires et d'asthme, arthrosiques, cardiaques, ophtalmologiques et cataracte, broncho-pneumopathies, buccodentaires et de pédiatrie ainsi que des pathologies lombosciatalgies et des douleurs du bas du dos et sciaticques qui descendent dans la jambe ». En tout, près de 142 consultations pédiatriques ont été effectuées sur des enfants et 60 autres réalisées sur des personnes adultes.

« Nous avons diagnostiqué plusieurs pathologies dont le diabète avec 10 cas, soit 16 % des consultations réalisées et 6 cas d'hypertension artérielle, soit 10% des consultations. Les personnes diabétiques et hypertendues ont été orientées vers les structures sanitaires disposant de plateaux techniques pour leur bonne prise en charge. Les autres personnes consultées ont bénéficié d'une prise en charge par nos médecins », a précisé notre source qui a souligné que des pathologies buccodentaires et congénitales (Autisme, déficit sensoriel, frein lingual, ectopie testiculaire et énurésie) sont en hausse dans cette localité située au Sud de

la wilaya de Tlemcen, suscitant ainsi l'anxiété du staff médical, qui mène sur le terrain depuis quelques mois des actions sanitaires en étroite collaboration avec les personnels médicaux et paramédicaux des établissements publics de santé (EPH, EPS et CHU de Tlemcen).

Par ailleurs, Dr. Cherbal a affirmé qu'une grande partie des parents de ces localités renoncent aux soins dentaires de leurs enfants faute de moyens. « Les couches peu aisées de la population rencontrées sur place sont souvent moins informées des mesures simples de prévention possibles. Nous envisageons de lancer en collaboration avec les personnels des établissements de santé de l'hôpital de Sebdo des actions de sensibilisation pour l'hygiène buccodentaire des enfants de cette localité steppique ».

A noter que cette action de bénévolat sanitaire a été couronnée par une randonnée de 10 kilomètres effectuée dans cette belle région agropastorale d'El Gor, avant qu'un déjeuner ne soit offert par l'APC à tous les membres de l'équipe médicale de RAFT.

TISSEMSILT

Plus de 460 travailleurs permanisés

Pas moins de 467 bénéficiaires de contrat pré-emploi ont été insérés dans des postes de travail permanents dans la wilaya de Tissemsilt jusqu'à la fin de la semaine passée, a-t-on appris de la direction de l'emploi. Abdelkrim Belabdi a indiqué, à l'APS, que ces bénéficiaires de contrats de dispositifs d'aide à l'insertion professionnelle et sociale ont été installés, à titre de permanent, dans leurs postes de travail.

Ces derniers font partie des vagues prioritaires dans cette opération de permanisation ayant touché les catégories totalisant une expérience professionnelle de plus de 8 ans de même que celles disposant d'une expérience entre 3 et 8 ans, a-t-il fait savoir. Ceux concernés par cette opération de titularisation, intervenue en application des instructions prises par l'Etat, sont répartis à travers 49 instances publiques au ni-

veau de la wilaya dont le secteur des finances (directions des impôts, les biens de l'Etat et le trésor public), la direction des ressources en eau et les services communaux. Le même responsable a révélé qu'il reste 4.666 bénéficiaires du dispositif d'aide d'insertion professionnelle et d'insertion sociale concernés par l'opération pour l'année prochaine au niveau des différentes instances et administrations publiques.

EL-BAYADH

Près de 600 milliards pour des projets

Hadj Mostefaoui

La wilaya s'est transformée en un gigantesque chantier, plus particulièrement au niveau des zones enclavées qui tentent tant bien que mal de sortir la tête de l'eau, y compris les grands centres urbains. Les pouvoirs publics s'attellent à assurer le désenclavement et l'intégration des ces régions dont les populations ont subi l'isolement et le sous-développement. Faire sortir ces ensembles de hameaux et villages de leur longue léthargie, tel est le défi que tentent de relever les responsables locaux.

Pour l'heure, 89 zones d'ombre ont été enregistrées à travers 18 communes dont celle du chef lieu de la wilaya. C'est ainsi que dans une première phase, il a été décidé la mobilisation d'une enveloppe financière de 590 milliards de centimes destinée à des infrastructures au profit de ces ensembles d'habitations dont plus de la moitié commence à bénéficier des bienfaits du gaz naturel, de l'électricité, de l'eau courante et des équipe-

ments socio-éducatifs qui faisaient cruellement défaut il y a moins d'une année.

Les autorités locales ont mis le paquet pour atténuer la crise du logement en procédant à la remise de 300 actes de lots de terrains à leurs bénéficiaires dans le cadre de l'opération lotissements sociaux qui connaît un taux d'avancement appréciable en matière de viabilisation des différents sites et de travaux préliminaires de pose de conduites d'assainissement et de gaz de ville.

Plus d'une vingtaine de salles de classe et 05 centres de santé ont été réceptionnés récemment, en sus de l'affectation d'une vingtaine de bus de transport scolaire et de l'ouverture de 185 kilomètres de pistes reliant ces zones d'ombre à leurs chefs lieux de communes respectifs. Mais il ne s'agit là que d'une première phase en attendant la mise en œuvre d'un nouveau programme de relance d'urgence pour offrir aux populations locales de cette région des Hauts Plateaux les mêmes chances de réussite.

BÉNI ABBÈS, TIMIMOUN

Les deux walis installés

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du Territoire, Kamel Beldjoud a présidé mardi l'installation du wali de Béni Abbès, Saad Chenouf, en application de la décision du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune portant promotion de dix (10) circonscriptions administratives du Sud en wilayas à part entière.

La cérémonie d'installation s'est déroulée en présence du wali de Béchar, Mohamed Belkateb, des autorités locales et militaires, des représentants de la société civile, du délégué du médiateur de la République et des notables de la région.

Dans son allocution, le ministre a indiqué que la décision du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune portant promotion de dix (10) circonscriptions administratives du Sud en wilayas à part entière «répond aux nouveaux besoins du pays», relevant que l'objectif principale de la promotion de Béni Abbès en wilaya consiste à améliorer le cadre de vie des citoyens et le climat des affaires, développer l'investissement et créer de nouveaux postes d'emploi.

Il a souligné que Béni Abbès «ne recèle pas uniquement des monuments historiques mais également des oasis lui permettant de devenir un pôle touristique et économique par excellence».

Saluant les efforts consentis par l'Armée nationale populaire (ANP) pour faire face à tous les défis et protéger les frontières sous le commandement du Président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre

de la Défense nationale, M. Beldjoud a appelé les jeunes à «une participation massive aux prochaines élections législatives et locales».

Kamel Beldjoud a présidé également à l'installation du wali de Timimoun, Youcef Bechlaoui.

La cérémonie d'installation s'est déroulée en présence du wali d'Adrar, Larbi Bahloul, des autorités locales et sécuritaires, ainsi que des représentants de la société civile.

Dans son allocution, M. Beldjoud a mis en avant l'importance du nouveau découpage administratif qui est, a-t-il ajouté, en adéquation avec « les nouveaux besoins du pays et avec ces régions du Sud».

Après avoir transmis les salutations du Président de la République et du Premier ministre à la population de la wilaya, le ministre a affirmé que «l'intérêt porté à la wilaya de Timimoun est une question d'une importance capitale, à laquelle sont associés les institutions de l'Etat et les acteurs de la société civile». Le ministre a également mis l'accent sur la nécessité d'œuvrer dans «un cadre de concertation», de «se rapprocher des citoyens, et de prendre en compte» leurs préoccupations, pour «une véritable relance à même de consacrer la démocratie participative qui dessine les contours de l'Algérie nouvelle». Pour sa part, le wali d'Adrar a qualifié la promotion de Timimoun au rang de wilaya, de «décision historique», laquelle devra «consolider l'attractivité des territoires et répondre aux aspirations et ambitions de la population au développement socio-économique».

BOUIRA

Un homme découvert pendu

Farid Haddouche

Les services de Sécurité compétents de la commune d'Agbalou, située à une quarantaine de kilomètres, à l'ouest du chef-lieu de wilaya, ont ouvert, avant-hier au soir, une enquête pour déterminer

les causes du décès d'un citoyen âgé de 38ans. Selon le responsable de l'information et de la communication à la direction de la Protection civile de la wilaya de Bouira, les éléments de l'Unité du secteur d'Agbalou sont intervenus avant-hier au soir, vers 19h 53, afin d'évacuer le ca-

dravre d'une personne. Le père de la victime a déclaré, l'avoir retrouvée pendue avec un voile et que c'est lui qui a retiré son corps, ce qui indique que le citoyen proche de la quarantaine soit décédé d'une mort violente. L'enquête déterminera la cause de cette mort tragique.

Vingt ans de prison pour homicide volontaire

La Cour de Bouira a jugé avant-hier, une affaire d'homicide volontaire avec préméditation, torture et actes sauvages, pour lesquelles l'accusé (R.M) a comparu. Ce dernier a éclopé d'une peine de 20 années d'emprisonnement ferme, alors que le représentant du procureur général a requis à son encontre, la peine capitale. Les circonstances de l'affaire se sont passées durant l'année 2017, dans la région de Haizer située à une dizaine de kilomètres à l'est du chef-lieu de wilaya.

Ce jour-là, R.M, âgé d'une

vingtaine d'années était en compagnie de son cousin H.M plus âgé que lui de 10 ans et qui allait devenir par malheur sa victime.

Le soir, ils s'en allèrent ensemble pour consommer des boissons alcoolisées en pleine nature, dans l'un des vallons que recèle cette région rurale. Ils s'enivrèrent à satiété, ensuite, s'en est suivi des échanges de paroles qui ont pris une tournure un peu houleuse. L'accusé R.M s'en est pris d'une dérive mentale, pour qu'il arrive à s'en prendre à son cousin en lui

assénant un coup mortel sur la tête à l'aide d'une grosse rocaille qui lui défonça le crâne. Et il ne s'arrêtant pas là dans sa folie meurtrière, il osa même arracher avec un objet contondant les testicules de la victime.

Durant son procès, l'accusé déclara que la victime en voulant exercer sur lui un acte contre nature, il ne s'est pas laissé faire et a défendu son honneur, mais d'une manière effroyable. Après délibération, l'accusé sera condamné à 20 années de réclusion criminelle.

F.H.

Trois dealers sous les verrous

Dans le cadre de la lutte contre toutes les formes de criminalité dans les zones urbaines, en particulier celles liées aux délits de possession de stupéfiants et de psychotropes, les éléments de la brigade mobile de la police judiciaire (BMPJ) de la Sûreté de daïra de Kadiria, ont reçu des informations confirmées, leur indiquant qu'une personne âgée de 29 ans, accompagnée de 2 autres personnes, faisait la promotion des stu-

péfiants et de psychotropes, dans un quartier de la ville. Ainsi, un plan d'action élaboré a été préparé pour perquisitionner le lieu où se trouvaient les suspects. L'opération a abouti à l'arrestation de 03 personnes âgées entre 28 et 30 ans, en possession d'une quantité de kif traité d'un poids total de 140,50 g, de 64 comprimés d'hallucinogènes, d'armes blanches prohibées et d'une somme d'argent estimée à 11.300 DA. Une fois les pro-

cédures d'enquête achevées, un dossier pénal a été dressé contre les suspects et porté devant les autorités judiciaires compétentes pour les délits d'association de malfaiteurs aux fins de présentation et de vente de drogues, détention illégale de drogues à des fins de consommation personnelle et port d'armes blanches interdites sans justification légale. Les mis en cause ont été placés en détention.

F.H.

ALGER

La Culture et la citoyenneté en débat

Le ministère de la Culture et des Arts a lancé, mardi à Alger, le «Forum du palais de la Culture», une série de débats interactifs sur l'importance du dialogue culturel, à tous les niveaux de la société, par une première rencontre sur la Culture comme facteur déterminant à l'exercice de la citoyenneté.

Organisée au Palais de la Culture Moufdi Zakaria, cette première rencontre a réuni les cadres du secteur de la Culture et les enseignants universitaires, Ali Rebbidj, Nabila Benyahia, Redouène Bouhidel, Mohamed Boukerras et le critique d'art Brahim Nouel.

Abordant les concepts de la culture, la citoyenneté politique, le dialogue culturel et la société civile, les intervenants ont mis l'accent sur la nécessité d'asseoir une «approche culturelle de la vie», soulignant que la société algérienne a perdu «toute notion de projet de société durant les 30 dernières années».

Définissant la «société civile» comme un «intermédiaire entre l'Etat et le citoyen», l'actuel directeur de l'Institut supérieur des métiers de l'art du spectacle et de l'audiovisuel (Ismas), Mohamed Boukerras, a en-

chaîné sur la notion de l'exercice de la citoyenneté qui, selon lui, appelle d'abord «l'appartenance à un ensemble de valeurs puisées de l'identité culturelle et du patrimoine matériel et immatériel communs à tous», et d'une «volonté d'aller de l'avant», motivée par un climat socio-politique où la «liberté d'expression et la justice sociale seraient, préalablement, consacrées».

Le directeur de l'Ismas a pointé du doigt les progrès technologiques, les réseaux sociaux notamment, qui, au-delà du confort intellectuel et pratique qu'ils ont apporté à l'Homme, ont révélé des différences de vues pouvant engendrer des sentiments d'intolérance et de rejet entre les individus d'une même patrie, préconisant pour y remédier, de «faire le diagnostic» de toutes les divergences constatées sur la toile, un préalable, selon lui, qui aboutirait à faire émerger chez l'internaute un sentiment de «bonne conduite» qui puisse encadrer cette «citoyenneté virtuelle».

L'enseignant et critique d'art, Brahim Nouel a préféré intervenir en tant qu'«actant de la culture», pour mettre en exer-

que le travail «colossal» de tous les collectifs que la société algérienne a connus par le passé, à l'instar des Scouts musulmans algériens et l'Association des Oulemas musulmans ou encore de la troupe artistique du FLN, alors dirigée par le regretté Mahieddine Bachtarzi.

Evoquant également l'action des artistes martyrs au service de la cause nationale comme exemple de citoyenneté engagée, Brahim Nouel a ensuite abordé la question de la «mobilité culturelle» et «l'efficacité des espaces culturels», soumis aux méfaits de la bureaucratie, soulignant la nécessité de «maintenir la fonctionnalité de ces espaces» au-delà des horaires administratifs et durant les week-ends pour «susciter l'intérêt» et permettre le «contact culturel» à travers un plus grand nombre de visites.

A l'issue de la rencontre, les intervenants au débat ont été unanimes à considérer que les concepts développés relevaient encore «d'objectifs à atteindre», estimant que le jeune Algérien, au centre de toutes les communications, était «loin d'une suffisance morale et matérielle» qui puisse lui «permettre l'exercice de la citoyenneté».

JIJEL

Huile de table : l'unité de Taher assurera 40 % des besoins du marché national

L'unité de trituration des graines oléagineuses, située dans la commune de Taher (wilaya de Jijel), permettra, une fois opérationnelle, de couvrir 40 % des besoins du marché national en huile de table et 70 % en aliments de bétail, a-t-on appris mardi auprès d'un responsable technique de cette unité.

A ce propos, ses responsables ont indiqué, à l'APS, que la décision du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, lors du dernier conseil des ministres, le 28 février dernier, de charger le ministre du Commerce de «trouver une solution immédiate pour engager le transfert de propriété de l'usine de Jijel de production d'huile de table après les jugements définitifs prononcés contre ses anciens propriétaires et d'accélérer sa remise en production aura assurément un impact positif sur l'économie nationale et le marché local».

Dans ce contexte, Sofiane Mokhtari, responsable de l'électricité et l'automatisme, a affirmé qu'une fois opérationnelle, la production de l'unité couvrira 40 % des besoins du marché national en huile de table ainsi que 70 % des besoins en aliments de bétail, estimant toutefois que l'arrêt des travaux de réalisation en juin 2019 a «considérablement affecté les équipements engendrant des surcoûts en devises pour le stockage».

De son côté, Khaled Boulaâbaiz, responsable de la maintenance et des équipements, a indiqué que ce projet génèrera 350 emplois permanents et 2.500 non permanents, ajoutant que cette usine est capable de transformer quotidiennement environ 6.000 tonnes de graines de soja permettant l'extraction de 20 % d'huile destinée aux transformateurs pour produire l'huile de table et 80 % destinés aux aliments de bétail. Ce responsable a également ajouté que l'usine dispose d'unités de stockage d'une capacité de 100.000 tonnes de fourrages, 30.000 tonnes d'huile ainsi

qu'une capacité de transformation annuelle de 1,9 million de tonnes, assurant que sa mise en activité aura un impact positif pour la Société nationale des Transports ferroviaires (SNTF), dont le chiffre d'affaires est appelé à augmenter et le volume de marchandises transportées atteindra 2 millions de tonnes.

Pour sa part, le directeur local de l'Industrie, Mohamed Lamine Bouchemal, la décision du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, de relancer le projet de l'usine de trituration des graines oléagineuses représente un «important acquis économique» pour la région et pour le pays en matière de création de richesse et d'épargne de devises.

A noter que les travaux de cette usine qui s'étend sur plus de 16 ha ont été lancés, en 2015, pour un coût de 250 millions de dollars. Elle compte 3 entités, dont 2 sont situées dans le port de Djendjen et la 3^{ème} dans la zone industrielle de Bazoul, dans la commune de Taher. Pour rappel, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a ordonné lors des travaux du dernier conseil des ministres, tenu dimanche passé, de hâter les efforts afin de permettre à l'usine de Jijel de production d'huile de table d'entrer en phase de production. Selon le communiqué de la présidence de la République, «le président Abdelmadjid Tebboune a chargé le ministre du Commerce de rechercher une solution immédiate pour engager le transfert de propriété de l'usine de Jijel de production de l'huile de table suite aux jugements définitifs rendus contre les anciens propriétaires et à accélérer sa remise en production». Le président de la République avait également donné des instructions concernant «l'activation effective des dispositions de loi sur la concurrence interdisant le monopole, la pénurie et la lutte contre la spéculation».

CONSTANTINE

Théâtre à l'affiche

La générale de la pièce théâtrale «Cadavre» qui exprime les tourments de la déception amoureuse, sous toutes ses formes : désespoir, chagrin, colère et regrets, a été présentée, mardi à Constantine, devant un public restreint. Présentée au Théâtre régional 'Mohamed Tahar Fergani', «Cadavre» est une comédie musicale relatant, à travers un spectacle de danse et de musique, l'histoire d'un artiste célèbre dont la gloire et les lumières ne l'ont pas empêché de vivre son amour et se donner à fond pour faire de l'élue de son cœur une star de premier rang. Le succès a fait son effet sur sa bien-aimée, versée dans le domaine des spectacles et de la danse qui n'a pas hésité à tourner le dos à celui qui l'avait formée et placée sur le podium des étoiles. Une immense déception est, dès lors, ressentie par l'amoureux trahi, que les acteurs de ce spectacle musical (Bilal Bouberd, Maroua Chetitah, Abdelhamid Litim et El Hadi Ghira) ont

tenté de traduire à travers des mélodies entraînantes et des chorégraphies expressives. Sur un fond musical, tantôt classique, tantôt moderne, le spectacle mis en scène par El Hadi Ghira a été chaleureusement applaudi par le public présent qui a eu droit à une séquence de 60 minutes pleines d'émotions.

La comédie musicale «Cadavre» est une production du TRC qui s'emploie dans le cadre de son programme de développement, à soutenir et aider les jeunes talents de la wilaya (metteurs en scène, comédiens, chorégraphes et scénographes entre autres), a indiqué le chef service de la production artistique du théâtre, Karim Boudechiche. Le même responsable, affirmant que cette comédie musicale est une idée d'El Hadi Ghira, a indiqué que le TRC reste ouvert à toutes les propositions émanant des jeunes talents et ne ménagera aucun effort pour encourager les initiatives versant dans l'intérêt de la culture locale.

Horaires des prières pour Alger et ses environs

20 rajab 1442				
El Fedjr	Dohr	Assar	Maghreb	Icha
05h49	13h00	16h15	18h49	20h07



APPARTEMENTS

■ A vendre appartement F3, à Hai Yasmine 3, bâtiment 53 n° 05 (désistement) tel : 0796.50.52.54 - 0775.40.44.53

■ H2000. A vendre F1 et studio au 1er étage promotionnel à Fernandville / Oran + F3 et F4 Promotionnel, avec box à Bir El Djir + F2, 1er étage. Millénium + F3 promo 2e étage, sur bd à Canastel - Tel : 0558.14.44.75

■ Vends appartement F3 au RDC à Claire Fontaine, dans une résidence, neuf et sécurisé, à 100 m de la plage. Séjour ouvert sur la cuisine + deux chambres. Prix 880 millions - Tél : 0556.63.56.58

■ Vends bel appartement F4 au 4e étage, à cité Grand-Terre, Dar El-Beida. 3 chambres + salon - Tél : 0554.50.94.08

■ Vente au centre Akid Lotfi, Oran, F3, 90 m², 2 façades, acté, refait à neuf : hall, couloir, loggia, balcon, cuisine, salle de bain, placards meublés, rideaux + mischler, 5e étage, bloc de 7 étages ; ascenseur, parking gardé avec jardin, cité clôturée, BATI-OR. T. calme T. Bon voisinage, ensoleillé - Tél : 0794.22.33.42

■ Oran, vends appart F4 cuisine + open space, SDB, 3 balcons, 153 m², 2e étage, 2 ascenseurs, convient pour habitation ou fonction libérale (médecin, avocat, notaire ou autres). Résidence Taïba, face Sodaruch - Tél : 0554.66.99.67

■ Très joli F2 à louer, dans une résidence au troisième et dernier étage. Toutes commodités. Prix 35.000 DA par mois, une année d'avance. Lieu Les Castors, curieux s'abstenir - Tél : 0669.45.77.97-0793.08.20.81

■ Location F3 dans une résidence fermée, à côté du rond-point Pépinière Bir El-Djir - Tél : 07.97.54.75.53

■ A vendre des appartements promotionnels F5, sup 160 m², 2 façades pas de vis-à-vis, situés à Bir El Djir, Oran - Tél : 0550.83.13.12

■ A vendre appartement F3, 3e étage bien aménagé, propre, près de toutes commodités, situé à Miramar à côté du Front de mer / Oran Prix raisonnable - Tél : 0799.16.38.03

■ Vends appart F3, acté, de 65 m² à Hai Sabah, au 4e étage, dans un immeuble propre et fermé - Tél : 0659.64.66.51

■ Echange très bel F2, 1er au centre-ville Oran, contre F3 au centre-ville Oran maximum 2e étage + complément - Tél : 0672.91.61.09

■ A vendre appart F3 acté, sup 70 m², 4e étage, 2 façades à cité Diar El Hana, Ibn Sina (ex Victor Hugo) proche de toutes commodités. Prix 550 u. négociable - Tél : 0782.18.56.18

■ Loue F3 (3P, hall, 2 balcons) 2 faç au 1er étage, bien aménagé pour profession libérale + studio (2 pces) balcons, sanitaires au 3e étage pour profession libérale, dans une villa située Avenue de Canastel Gambetta, Oran - 0798.85.84.28

■ Tlemcen loue F5 luxe 2 façades 120 m², refait à neuf, chauffage central, clim, cuisine équipée, sans vis-à-vis, plein centre-ville - Tél : 0555.404.257

■ Je vends une villa de 1.314 m², deux façades, idéale pour promotion immobilière, à Hai Essalam, sur le grand boulevard, juste à côté de Ritaj Mall - Tél : 0770.49.20.35, courtier, agence s'abstenir, merci

■ A vendre villa dans une cité promotionnelle, 136 m², R+2 à Belgaïd Oran, (résidence Mouhcine), villa moderne nouvelle construction disponible et libre de suite - Tél : 0781.97.00.50. Prix 5 milliards

■ A vendre maison de maître de 420 m² avec 3 façades au centre-ville EL- MALAH (w. Ain Temouchent) - Tél : 0561.13.64.67

■ A.V ou échange très belle villa, endroit résidentiel, à Misserghine, cité Zabana actée + LF, sup 225 m² R+1. 5 pces, 2 gds salons, TB cuisine avec gd séjour, hamam, avec serpentini, douche, jacuzzi, 2 sanit, 1 g 2 voit, jardin avec arbres fruitiers, clim, caméra, 1 gde buanderie avec belle terrasse contre appart + suppl. SVP P A. Vis - Tel: 0698.64.57.49- 0791.83.23.50

■ Vente au Camp 5, Ain El Bia, Bethioua, 317 m², acté, livret foncier bâti 110, 2 façades, grand jardin, grand garage, clôture avec piliers, faisant angle de rue, ensoleillé, T. calme, T.bon voisinage - Tél : 0794.22.33.42. Pas de courtier SVP. Merci

■ Vends carcasse 250 m², acte + livret foncier s/sol + RDC (3) magasins + 1er étage bâti, sur un terrain de 444 m², 12 m façade, situé sur boulevard commercial, Froment Coste, Bel-Air, Oran. Prix 16 U m² - Tél : 0661.20.27.55

■ Vends villa sup 318 m², F3+ un grand salon + un grand dépôt + une grande cour + sdb + toilettes + une terrasse - Adresse cité Castors T.L.U.O Maraval - 0791.30.71.05 / 0553.33.30.59

■ A vendre une carcasse de 125 m² (R+2) à Benfreha acte + livret foncier - Tél : 0557.20.87.07

■ Un établissement à Oran cherche trois employés femmes, âge entre 20 et 30 ans, sérieuses, disponibles de suite - Tel : 0794.39.36.13

■ Institut de coiffure d'esthétique et Spa, situé à Oran, cherche réceptionniste présentable, niveau universitaire, maîtrise le français et l'outil informatique, expérience exigée - Contact : 0553.18.41.04

■ Un homme, la quarantaine, cherche un travail comme gardien à Oran-ville - Tél : 0780.06.17.21

■ Ouverture prochaine d'un nouveau restaurant ; cherche à recruter un jeune homme niveau Terminal, bac, spécialisé tous types de préparation (pizzéria, tacos, grillade, farce). Pour tous contacter 0553.86.83.36 jusqu'à 20h

■ Société privée à Oran recrute une assistante commerciale diplômée ayant déjà travaillé dans ce domaine avec exp. 3 ans minimum ; envoyez Cv : recrutementdz@yahoo.com

■ Ouverture prochaine d'un nouveau restaurant, cherche à recruter une femme d'âge moyen, à partir de 40 ans, pour cuisiner tous types de plats maison spécialités (maghrébine, maghnia, Tlemcen). Pour tous contacter : 0553.86.83.36 jusqu'à 20h

■ Institut de beauté cherche coiffeur ou coiffeuse esthéticienne, styliste angulaire - Contact : 0561.93.89.49

■ Ets à Oran cherche vendeur en meubles avec connaissance du montage entre (30 et 42 ans) - poseur de meubles pour montage et démontage, 03 fois par semaine + ambulat. Femme de ménage entre (48 et 55 ans), 03 fois par semaine. - Tél : 0774.71.38.35

■ Ouverture prochaine d'un nouveau restaurant ; cherche à recruter un jeune homme, niveau Terminale Bac, spécialisé tous types de (gâteaux, flan, chocolat, sorbet, cocktail, jus). Pour tous contacter : 0553.86.83.36 jusqu'à 20h.

■ Cherche location local 60 m², usage cafétéria, cadre ANSEJ, 20.000 DA/mois, avance 500.000 DA, deux ans avance, Oran Promesse location -Tél : 0796.64.72.88, non intéressé s'abstenir

■ A louer local 23 m². Pépinière Millénium 2, à côté café «Havana» - Tél : 0552.47.37.92

■ A vendre hangar de 1260 m², 2 façades, bien fini avec bureau sanitaire, cuisine, toutes commodités (b/eau, élect) + 1.260 m² plat forme mitoyen avec le 1er, situé à la zone industrielle Karma (SDCIM) à côté marché de légumes, Oran -Tel : 0660.83.30.52

■ Vente d'un local de 40 m², dans une résidence en cours de construction, situé à Belgaïd, pas loin de l'Université, endroit commercial, acte de vente sur plan disponible VSP - Tél : 0791.14.91.93

■ Promotion immobilière loue des locaux commerciaux et vend des services aménagés en F3, SDB et WC à Belgaïd (près de la mosquée Machaalah), nouveau pôle urbain, Oran - Tél : 213.770.338.576

■ Vente des groupes électrogènes, très bonnes occasions, 60 KVA Daewoo, 60 KVA Himonsa, 200 KVA Cummins neuf et très bonnes occasions - Tél : 0550.91.03.33

■ Vous entendez mal mais vous ne comprenez pas ? Vous faites répéter le son de la télé, vous faites répéter celui qui vous parle. Test auditifs gratuits pour enfants et adultes - Tél: 0560.47.00.04 - 0560.47.00.22 wilayas : Oran - Tlemcen - Relizane - Saïda - Sidi Bel-Abbès

■ UniBeauté Ecole de formation professionnelle, lance des formations modulaires en coiffure hommes ; techniques de coiffage, visagisme, coupe, coloration, traitement capillaire, taille et rasage - Tél : 041.83.41.41/42 / 0770.00.53.43. Adss 04 rue Ezzaoui Mustapha, Gambetta, Oran

■ Licence café à louer -Tel : 0776.32.50.92 - 0556.27.09.66

■ UniBeauté Ecole de Formation professionnelle, lance des Formations en Esthétique : Visagisme, Maquillage, Massage, Soins du visage, épilation, Manucure et Pédicure, Tél : 041.83.41.41 / 42.42 / 0770.00.53.43 Adresse : 04 Rue, Ezzaoui Mustapha Gambetta, Oran

■ Vends hangars 2.500 m², à El Kerma Oran + Mets en location hangars 1.200 m² - 2.500 m² El Kerma Oran - Tel : 0550.94.90.88

■ A vendre à Bel Air, ORAN, à 50 m du bd Froment Coste, local commercial de 160 m² (20 m² au RDC et 140 m² au 1er) acté, entrée indépendante et place de parking au RDC, bureau P-DG, grand openspace, 2 SDB, convient à fonction libérale avec plusieurs lignes de téléphones et wifi. Prix 1 Milliard 950 millions - Tél : 0560.19.75.28

■ Vends terrains 2.500 m², à El Kerma Oran + Mets en location hangars 1.200 m² - 2.500 m² El Kerma Oran - Tel : 0550.94.90.88

■ A vendre à Bel Air, ORAN, à 50 m du bd Froment Coste, local commercial de 160 m² (20 m² au RDC et 140 m² au 1er) acté, entrée indépendante et place de parking au RDC, bureau P-DG, grand openspace, 2 SDB, convient à fonction libérale avec plusieurs lignes de téléphones et wifi. Prix 1 Milliard 950 millions - Tél : 0560.19.75.28

■ Vends terrains 2.500 m², à El Kerma Oran + Mets en location hangars 1.200 m² - 2.500 m² El Kerma Oran - Tel : 0550.94.90.88

■ A vendre à Bel Air, ORAN, à 50 m du bd Froment Coste, local commercial de 160 m² (20 m² au RDC et 140 m² au 1er) acté, entrée indépendante et place de parking au RDC, bureau P-DG, grand openspace, 2 SDB, convient à fonction libérale avec plusieurs lignes de téléphones et wifi. Prix 1 Milliard 950 millions - Tél : 0560.19.75.28

■ Vends terrains 2.500 m², à El Kerma Oran + Mets en location hangars 1.200 m² - 2.500 m² El Kerma Oran - Tel : 0550.94.90.88

■ A vendre à Bel Air, ORAN, à 50 m du bd Froment Coste, local commercial de 160 m² (20 m² au RDC et 140 m² au 1er) acté, entrée indépendante et place de parking au RDC, bureau P-DG, grand openspace, 2 SDB, convient à fonction libérale avec plusieurs lignes de téléphones et wifi. Prix 1 Milliard 950 millions - Tél : 0560.19.75.28

■ Vends terrains 2.500 m², à El Kerma Oran + Mets en location hangars 1.200 m² - 2.500 m² El Kerma Oran - Tel : 0550.94.90.88

■ A vendre à Bel Air, ORAN, à 50 m du bd Froment Coste, local commercial de 160 m² (20 m² au RDC et 140 m² au 1er) acté, entrée indépendante et place de parking au RDC, bureau P-DG, grand openspace, 2 SDB, convient à fonction libérale avec plusieurs lignes de téléphones et wifi. Prix 1 Milliard 950 millions - Tél : 0560.19.75.28

■ Vends terrains 2.500 m², à El Kerma Oran + Mets en location hangars 1.200 m² - 2.500 m² El Kerma Oran - Tel : 0550.94.90.88

■ A vendre à Bel Air, ORAN, à 50 m du bd Froment Coste, local commercial de 160 m² (20 m² au RDC et 140 m² au 1er) acté, entrée indépendante et place de parking au RDC, bureau P-DG, grand openspace, 2 SDB, convient à fonction libérale avec plusieurs lignes de téléphones et wifi. Prix 1 Milliard 950 millions - Tél : 0560.19.75.28

■ Vends terrains 2.500 m², à El Kerma Oran + Mets en location hangars 1.200 m² - 2.500 m² El Kerma Oran - Tel : 0550.94.90.88

■ A vendre à Bel Air, ORAN, à 50 m du bd Froment Coste, local commercial de 160 m² (20 m² au RDC et 140 m² au 1er) acté, entrée indépendante et place de parking au RDC, bureau P-DG, grand openspace, 2 SDB, convient à fonction libérale avec plusieurs lignes de téléphones et wifi. Prix 1 Milliard 950 millions - Tél : 0560.19.75.28

■ Vends terrains 2.500 m², à El Kerma Oran + Mets en location hangars 1.200 m² - 2.500 m² El Kerma Oran - Tel : 0550.94.90.88

VEHICULES

■ Achat véhicules accidentés ou en panne légers et lourds Tél : 023 24 33 83 / 0550 59 03 60 0771 39 49 82

■ Vend Renault Kangoo 2020. Gris Argent 26 000 Km - Pas de courtier - Tél : 0656.19.19.74

■ Vends Clio, essence, année 2002, bon état - tél : 0798.19.77.65

TERRAINS

■ A vendre lot de terrain situé à avenue d'Oujda Eckmühl /Oran. Sup 1.137 m², 2 façades, 20 m sur l'avenue et 18m sur la parallèle, endroit commercial, 100% pour promo, immo, clinique, labo d'analyses - 0556.98.80.62-0782.47.10.32

■ A vendre lot de terrain de 365 m², façade 13m, acté + livret foncier à Boulanger ; convient promotion immobilière ou autres activités - Prix 10U/m² -Tel : 0556.98.80.62 - 0782.47.10.32

■ Vends terrain industriel 1 ha, avec clôture et poste électrogène à Es-Sénia, avec acte et L/F + 1 ha à Z. industrielle H/Ameur, avec clôture et siège de bureau + 15.000 m² à H/Ameur avec acte et L.F+ 18.000 m² à Z. Hamoul + 1 ha à Sidi El Bachir - Contact : 0552.58.43.72

■ A vendre une ferme superficie 2 hectares et 15 ares à El Amria (Nagria) actée + livret foncier, entourée et composée de 2 puits, 400 oliviers, bassin - Tel : 0554.29.99.91 / 0656.33.65.77

■ A vendre lots de terrain de 200 m² et 500 m², façade actés + livret foncier + certificat d'urbanisme, situés à Douar Boudjemaâ (Chourba) Oran - Tél : 0559.34.20.35 - 0779.26.41.67

■ Vends terrains 2.500 m², à El Kerma Oran + Mets en location hangars 1.200 m² - 2.500 m² El Kerma Oran - Tel : 0550.94.90.88

■ A vendre à Bel Air, ORAN, à 50 m du bd Froment Coste, local commercial de 160 m² (20 m² au RDC et 140 m² au 1er) acté, entrée indépendante et place de parking au RDC, bureau P-DG, grand openspace, 2 SDB, convient à fonction libérale avec plusieurs lignes de téléphones et wifi. Prix 1 Milliard 950 millions - Tél : 0560.19.75.28

■ Vends terrains 2.500 m², à El Kerma Oran + Mets en location hangars 1.200 m² - 2.500 m² El Kerma Oran - Tel : 0550.94.90.88

■ A vendre à Bel Air, ORAN, à 50 m du bd Froment Coste, local commercial de 160 m² (20 m² au RDC et 140 m² au 1er) acté, entrée indépendante et place de parking au RDC, bureau P-DG, grand openspace, 2 SDB, convient à fonction libérale avec plusieurs lignes de téléphones et wifi. Prix 1 Milliard 950 millions - Tél : 0560.19.75.28

■ Vends terrains 2.500 m², à El Kerma Oran + Mets en location hangars 1.200 m² - 2.500 m² El Kerma Oran - Tel : 0550.94.90.88

■ A vendre à Bel Air, ORAN, à 50 m du bd Froment Coste, local commercial de 160 m² (20 m² au RDC et 140 m² au 1er) acté, entrée indépendante et place de parking au RDC, bureau P-DG, grand openspace, 2 SDB, convient à fonction libérale avec plusieurs lignes de téléphones et wifi. Prix 1 Milliard 950 millions - Tél : 0560.19.75.28

■ Vends terrains 2.500 m², à El Kerma Oran + Mets en location hangars 1.200 m² - 2.500 m² El Kerma Oran - Tel : 0550.94.90.88

■ A vendre à Bel Air, ORAN, à 50 m du bd Froment Coste, local commercial de 160 m² (20 m² au RDC et 140 m² au 1er) acté, entrée indépendante et place de parking au RDC, bureau P-DG, grand openspace, 2 SDB, convient à fonction libérale avec plusieurs lignes de téléphones et wifi. Prix 1 Milliard 950 millions - Tél : 0560.19.75.28

■ Vends terrains 2.500 m², à El Kerma Oran + Mets en location hangars 1.200 m² - 2.500 m² El Kerma Oran - Tel : 0550.94.90.88

■ A vendre à Bel Air, ORAN, à 50 m du bd Froment Coste, local commercial de 160 m² (20 m² au RDC et 140 m² au 1er) acté, entrée indépendante et place de parking au RDC, bureau P-DG, grand openspace, 2 SDB, convient à fonction libérale avec plusieurs lignes de téléphones et wifi. Prix 1 Milliard 950 millions - Tél : 0560.19.75.28

■ Vends terrains 2.500 m², à El Kerma Oran + Mets en location hangars 1.200 m² - 2.500 m² El Kerma Oran - Tel : 0550.94.90.88

■ A vendre à Bel Air, ORAN, à 50 m du bd Froment Coste, local commercial de 160 m² (20 m² au RDC et 140 m² au 1er) acté, entrée indépendante et place de parking au RDC, bureau P-DG, grand openspace, 2 SDB, convient à fonction libérale avec plusieurs lignes de téléphones et wifi. Prix 1 Milliard 950 millions - Tél : 0560.19.75.28

■ Vends terrains 2.500 m², à El Kerma Oran + Mets en location hangars 1.200 m² - 2.500 m² El Kerma Oran - Tel : 0550.94.90.88

■ A vendre à Bel Air, ORAN, à 50 m du bd Froment Coste, local commercial de 160 m² (20 m² au RDC et 140 m² au 1er) acté, entrée indépendante et place de parking au RDC, bureau P-DG, grand openspace, 2 SDB, convient à fonction libérale avec plusieurs lignes de téléphones et wifi. Prix 1 Milliard 950 millions - Tél : 0560.19.75.28

■ Vends terrains 2.500 m², à El Kerma Oran + Mets en location hangars 1.200 m² - 2.500 m² El Kerma Oran - Tel : 0550.94.90.88

■ A vendre à Bel Air, ORAN, à 50 m du bd Froment Coste, local commercial de 160 m² (20 m² au RDC et 140 m² au 1er) acté, entrée indépendante et place de parking au RDC, bureau P-DG, grand openspace, 2 SDB, convient à fonction libérale avec plusieurs lignes de téléphones et wifi. Prix 1 Milliard 950 millions - Tél : 0560.19.75.28

■ Vends terrains 2.500 m², à El Kerma Oran + Mets en location hangars 1.200 m² - 2.500 m² El Kerma Oran - Tel : 0550.94.90.88

EMPLOIS

■ LSI School recrute des enseignants en comptabilité, arabe, français Contactez- nous au 0779.81.95.11

■ Un établissement à Oran cherche trois employés femmes, âge entre 20 et 30 ans, sérieuses, disponibles de suite - Tel : 0794.39.36.13

■ Institut de coiffure d'esthétique et Spa, situé à Oran, cherche réceptionniste présentable, niveau universitaire, maîtrise le français et l'outil informatique, expérience exigée - Contact : 0553.18.41.04

■ Un homme, la quarantaine, cherche un travail comme gardien à Oran-ville - Tél : 0780.06.17.21

■ Ouverture prochaine d'un nouveau restaurant ; cherche à recruter un jeune homme niveau Terminal, bac, spécialisé tous types de préparation (pizzéria, tacos, grillade, farce). Pour tous contacter 0553.86.83.36 jusqu'à 20h

■ Société privée à Oran recrute une assistante commerciale diplômée ayant déjà travaillé dans ce domaine avec exp. 3 ans minimum ; envoyez Cv : recrutementdz@yahoo.com

■ Ouverture prochaine d'un nouveau restaurant, cherche à recruter une femme d'âge moyen, à partir de 40 ans, pour cuisiner tous types de plats maison spécialités (maghrébine, maghnia, Tlemcen). Pour tous contacter : 0553.86.83.36 jusqu'à 20h

■ Institut de beauté cherche coiffeur ou coiffeuse esthéticienne, styliste angulaire - Contact : 0561.93.89.49

■ Ets à Oran cherche vendeur en meubles avec connaissance du montage entre (30 et 42 ans) - poseur de meubles pour montage et démontage, 03 fois par semaine + ambulat. Femme de ménage entre (48 et 55 ans), 03 fois par semaine. - Tél : 0774.71.38.35

■ Ouverture prochaine d'un nouveau restaurant ; cherche à recruter un jeune homme, niveau Terminale Bac, spécialisé tous types de (gâteaux, flan, chocolat, sorbet, cocktail, jus). Pour tous contacter : 0553.86.83.36 jusqu'à 20h.

■ Institut de beauté cherche coiffeur ou coiffeuse esthéticienne, styliste angulaire - Contact : 0561.93.89.49

■ Ets à Oran cherche vendeur en meubles avec connaissance du montage entre (30 et 42 ans) - poseur de meubles pour montage et démontage, 03 fois par semaine + ambulat. Femme de ménage entre (48 et 55 ans), 03 fois par semaine. - Tél : 0774.71.38.35

■ Ouverture prochaine d'un nouveau restaurant ; cherche à recruter un jeune homme, niveau Terminale Bac, spécialisé tous types de (gâteaux, flan, chocolat, sorbet, cocktail, jus). Pour tous contacter : 0553.86.83.36 jusqu'à 20h.

■ Institut de beauté cherche coiffeur ou coiffeuse esthéticienne, styliste angulaire - Contact : 0561.93.89.49

■ Ets à Oran cherche vendeur en meubles avec connaissance du montage entre (30 et 42 ans) - poseur de meubles pour montage et démontage, 03 fois par semaine + ambulat. Femme de ménage entre (48 et 55 ans), 03 fois par semaine. - Tél : 0774.71.38.35

■ Ouverture prochaine d'un nouveau restaurant ; cherche à recruter un jeune homme, niveau Terminale Bac, spécialisé tous types de (gâteaux, flan, chocolat, sorbet, cocktail, jus). Pour tous contacter : 0553.86.83.36 jusqu'à 20h.

■ Institut de beauté cherche coiffeur ou coiffeuse esthéticienne, styliste angulaire - Contact : 0561.93.89.49

■ Ets à Oran cherche vendeur en meubles avec connaissance du montage entre (30 et 42 ans) - poseur de meubles pour montage et démontage, 03 fois par semaine + ambulat. Femme de ménage entre (48 et 55 ans), 03 fois par semaine. - Tél : 0774.71.38.35

■ Ouverture prochaine d'un nouveau restaurant ; cherche à recruter un jeune homme, niveau Terminale Bac, spécialisé tous types de (gâteaux, flan, chocolat, sorbet, cocktail, jus). Pour tous contacter : 0553.86.83.36 jusqu'à 20h.

■ Institut de beauté cherche coiffeur ou coiffeuse esthéticienne, styliste angulaire - Contact : 0561.93.89.49

■ Ets à Oran cherche vendeur en meubles avec connaissance du montage entre (30 et 42 ans) - poseur de meubles pour montage et démontage, 03 fois par semaine + ambulat. Femme de ménage entre (48 et 55 ans), 03 fois par semaine. - Tél : 0774.71.38.35

■ Ouverture prochaine d'un nouveau restaurant ; cherche à recruter un jeune homme, niveau Terminale Bac, spécialisé tous types de (gâteaux, flan, chocolat, sorbet, cocktail, jus). Pour tous contacter : 0553.86.83.36 jusqu'à 20h.

■ Institut de beauté cherche coiffeur ou coiffeuse esthéticienne, styliste angulaire - Contact : 0561.93.89.49

DIVERS

■ Cherche location local 60 m², usage cafétéria, cadre ANSEJ, 20.000 DA/mois, avance 500.000 DA, deux ans avance, Oran Promesse location -Tél : 0796.64.72.88, non intéressé s'abstenir

■ A louer local 23 m². Pépinière Millénium 2, à côté café «Havana» - Tél : 0552.47.37.92

■ A vendre hangar de 1260 m², 2 façades, bien fini avec bureau sanitaire, cuisine, toutes commodités (b/eau, élect) + 1.260 m² plat forme mitoyen avec le 1er, situé à la zone industrielle Karma (SDCIM) à côté marché de légumes, Oran -Tel : 0660.83.30.52

■ Vente d'un local de 40 m², dans une résidence en cours de construction, situé à Belgaïd, pas loin de l'Université, endroit commercial, acte de vente sur plan disponible VSP - Tél : 0791.14.91.93

■ Promotion immobilière loue des locaux commerciaux et vend des services aménagés en F3, SDB et WC à Belgaïd (près de la mosquée Machaalah),



**France
Les jeunes migrants victimes d'un «terrible gâchis humain»**

Des personnalités françaises, dont l'acteur Omar Sy ou encore le réalisateur Cédric Klapisch, ont dénoncé mardi le sort réservé à de nombreux migrants, arrivés mineurs en France mais menacés d'expulsion une fois majeurs, jugeant qu'il s'agit d'un "terrible gâchis humain et social". "L'actualité a mis au grand jour la situation de jeunes étrangers présents depuis des années en France, arrivés soit mineurs isolés, soit avec leur famille, en cours d'études, d'apprentissage, accédant à l'emploi souvent dans des secteurs en pénurie de main-d'œuvre et soudain victimes de refus de séjour avec obligation de quitter le territoire dès lors qu'ils arrivent à leur majorité", déplorent dans ce texte publié sur le monde.fr

plus de 200 responsables associatifs et célébrités, dont l'actrice Agnès Jaoui, l'ex-footballeur Lilian Thuram ou encore l'avocat Henri Leclerc. Plusieurs mobilisations récentes, notamment de patrons qui avaient entamé une grève de la faim pour obtenir la régularisation de leurs apprentis, ont relancé le débat autour du sort de ces jeunes étrangers.

"Au-delà de ces cas emblématiques, les jeunes en détresse sont nombreux", estime les signataires. "Nous sommes quotidiennement témoins d'un terrible gâchis humain et social: voir des jeunes êtres menacés d'expulsion, réduits à vivre dans la peur, l'errance et la clandestinité, alors que la France est devenue leur pays, celui de leurs liens, de

leurs amitiés, de leurs amours, et qu'ils sont prêts à rendre à la société ce qu'elle a investi dans leur formation".

Les auteurs de la tribune demandent de "faire cesser la suspicion généralisée qui pèse sur de nombreux jeunes dont les actes d'état civil sont régulièrement contestés, alors que leur identité a été confirmée", ou encore de "cesser d'exiger des documents impossibles à présenter" "Il faut en finir avec le blocage absurde des demandes de rendez-vous en préfecture, qui, sous prétexte de dématérialisation, revient à fermer des voies de régularisation. Ainsi, des jeunes, que la loi oblige à demander un titre de séjour avant 19 ans, sont mis dans l'impossibilité de le faire", poursuit la tribune.

Explosion près d'un centre de dépistage Covid-19 aux Pays-Bas

Un explosif s'est enclenché près d'un centre de dépistage Covid-19 de Bovenkarspel en Hollande-Septentrionale, a déclaré la police néerlandaise, ajoutant qu'aucun blessé n'a été signalé.

"Près du centre de dépistage du service local de santé publique à Bovenkarspel, un explosif s'est enclenché à

06H55. Des fenêtres ont été détruites, pas de blessés. La police enquête. Le périmètre a été bouclé", a affirmé la police dans un communiqué. Les services de déminage ont été déployés sur place afin de déterminer si du matériel explosif s'y trouve toujours, selon la télévision publique NOS. En janvier dernier, lors de l'entrée

en vigueur d'un couvre-feu pour lutter contre le Covid-19, un centre de dépistage avait été incendié dans le village d'Urk dans la province proche du Flevoland. Pendant plusieurs jours, les Pays-Bas avaient connu des émeutes, les plus importantes ayant eu lieu dans le pays depuis plusieurs décennies.

**France
Ils demandent une scie à leur voisin pour faire disparaître un corps**



Un homme a été mis en examen pour meurtre et un deuxième pour complicité mardi dans le sud-est de la France après le signalement d'un voisin auquel ils avaient demandé une scie pour faire disparaître le corps de leur victime. Dimanche soir, à la Tour-du-Pin (département de l'Isère), un homme "a eu une sollicitation quelque peu surprenante : ses voisins lui ont demandé une scie pour un corps à faire disparaître", a raconté à l'AFP Dietlind Baudoin, la procureure de la République

à Bourgoin-Jallieu, confirmant une information du quotidien régional Le Dauphiné Libéré. La victime, "peu ou prou SDF", était alors hébergée par le locataire de l'appartement, a ajouté la magistrate qui a ouvert une enquête pour meurtre.

Ce locataire et un ami présent ce soir-là ont été placés en garde à vue par les gendarmes dimanche soir. Le premier suspect, âgé de 34 ans, a été mis en examen (inculpé) pour meurtre et incarcéré, selon le procureur de la Ré-

publique à Grenoble, Eric Vaillant. Le second, âgé de 50 ans, a été mis en examen du chef de complicité de meurtre et placé sous contrôle judiciaire. Selon le Dauphiné Libéré, les trois hommes avaient bu et s'étaient disputés samedi soir, la victime, âgée de 54 ans, ayant reçu de nombreux coups de couteau.

C'est en cherchant à se débarrasser du corps, retrouvé emballé dans du film plastique, que les deux suspects ont frappé à la porte du voisin dimanche vers 22H00.

**Californie
13 morts dans une collision entre un véhicule bondé et un poids lourd**

Une collision entre un véhicule bondé de passagers et un poids lourd a fait treize morts, dont au moins dix de nationalité mexicaine, ainsi que de nombreux blessés, mardi matin dans le sud de la Californie, ont annoncé les autorités. L'accident est survenu vers 06h15 non loin de la frontière avec le Mexique, dans une zone agricole où de nombreux travailleurs transigent chaque jour. Il a impliqué un poids lourd tractant deux remorques qui a percuté un gros SUV Ford modèle Expedition qui traversait une route nationale au niveau d'un stop. "Il y avait 25 personnes dans le Ford Expedition, y compris le conducteur. Malheureusement, douze des occupants, dont le con-

ducteur, sont décédés sur place et une autre personne est morte de suites de ses blessures après avoir été transportée à l'hôpital", a précisé lors d'une conférence de presse Omar Watson, responsable de la police de la route californienne chargée de l'enquête. Selon le site de Ford, le modèle Expedition est prévu pour accueillir au maximum huit personnes. Selon le chef Watson, les victimes décédées sont âgées de 20 à 55 ans mais au moins l'un des passagers blessés était mineur, âgé de 16 ans. D'après un responsable du secrétariat aux Affaires étrangères du Mexique, au moins dix des morts étaient de nationalité mexicaine. "Nous allons continuer à travailler étroitement avec les autori-

tés" américaines pour venir en aide aux ressortissants mexicains accidentés, a ajouté sur Twitter Roberto Velasco Alvarez.

La police californienne avait dès mardi matin fait appel aux autorités consulaires mexicaines "pour déterminer qui exactement se trouvait dans le véhicule et faire en sorte de prévenir les familles". "Beaucoup de gens dans le véhicule ne parlaient pas anglais. (...) Nous sommes proches de la frontière et il y a des gens qui vont et viennent quotidiennement pour le travail", a expliqué Omar Watson. La région est connue pour son importante activité agricole, en particulier les salades et autres légumes qui y sont cultivés toute l'année et sont expédiés à travers les Etats-Unis.

Bolivie: un autocar tombe dans un ravin, 20 morts

Un accident d'autocar tombé dans un ravin en Bolivie a causé mardi la mort d'au moins 20 personnes et fait 13 blessés, a annoncé la police.

L'accident est survenu dans la matinée, sur une route reliant les départements de Cochabamba et Santa Cruz (est), quand

l'autocar est tombé dans un ravin de 150 mètres, a indiqué le chef de la police routière, le colonel Helsner Torrico Valdez.

La police a ouvert une enquête pour déterminer les causes de cet accident, le plus mortel depuis le début de l'année.

Les accidents d'autocar,

principal moyen de transport pour de longues distances, sont fréquents en Bolivie. En septembre dernier, 19 personnes étaient décédées lorsque leur autocar s'est abîmé dans un précipice. En avril 2019, 25 personnes avaient péri dans des conditions similaires.

Un milliardaire japonais offre huit sièges pour un voyage autour de la Lune



C'est le genre d'opportunité qui ne se présente qu'une fois: un excentrique milliardaire japonais offre huit tickets à des personnes du monde entier pour l'accompagner dans un voyage de tourisme spatial autour de la Lune, prévu en 2023 avec SpaceX.

Yusaku Maezawa, magnat de la mode en ligne, collectionneur d'art contemporain et mécène, a été le premier client privé à réserver un vol à bord de Starship, une future fusée habitable développée par l'entreprise aérospatiale américaine d'Elon Musk, pour un montant non divulgué. Initialement, il comptait trouver une petite amie pour son vol autour de la Lune, en lançant un étrange concours auprès de "femmes célibataires âgées de 20 ans et plus". Il avait ensuite changé ses plans,

non sans avoir attiré près de 30.000 candidatures, en affirmant vouloir inviter à la place six à huit artistes.

Dans une vidéo publiée mercredi sur son compte Twitter, le milliardaire de 45 ans a finalement opté pour une politique de recrutement plus large, se disant désormais convaincu que "chaque personne qui fait quelque chose de créatif peut être appelée artiste".

"Je vous invite à vous joindre à moi pour cette mission. Huit d'entre vous du monde entier", a-t-il déclaré. "J'ai acheté tous les sièges, donc ce sera un voyage privé".

Les candidats ne devront remplir que deux critères, selon lui: être prêts à "repousser les limites" de la créativité et être disposés à aider les autres membres d'équipage à faire de même.

En tout, environ 10 à 12 personnes devraient partici-

per à l'expédition censée faire le tour de la Lune avant de retourner sur Terre, a précisé M. Maezawa. Le calendrier prévoit que les astronautes en herbe se préinscrivent d'ici le 14 mars, et une première sélection doit être effectuée une semaine plus tard. Aucune date limite n'est donnée pour les étapes suivantes - une "mission" et une discussion en ligne - mais les entretiens définitifs et les examens médicaux sont prévus pour fin mai de cette année, selon le site internet du milliardaire. M. Maezawa et ses compagnons deviendront les premiers voyageurs lunaires depuis la dernière mission américaine Apollo en 1972, du moins si SpaceX est en mesure de faire aboutir ce projet dans les temps. Deux prototypes de sa fusée Starship se sont écrasés à l'atterrissage ces derniers mois.

Football - Ligue 1

De belles affiches au programme

Adjal Lahouari

Encore une journée incomplète en raison des obligations africaines du MCA et du CRB, leurs adversaires respectifs, la CABBA et la JSS, étant obligatoirement au repos. Cinq matches se dérouleront vendredi et trois samedi. Par les temps qui courent, avec les revendications des joueurs à propos de leurs salaires et la remise en cause de certains entraîneurs, émettre des pronostics fiables devient un exercice difficile, car il va falloir compter sur ces aléas qui accompagnent ce championnat de Ligue 1. Cependant, si la logique est respectée, samedi soir, nous aurons un quintette formé par l'ESS, le MCO, la JSS, l'OM et la JSK. En effet, dès vendredi, les Sétifiens vont s'efforcer de bien négocier le match-piège qui les attend à Biskra, en se souvenant que l'USMA a laissé récemment des plumes sur la pelouse du stade d'El-Alia. De son côté, la JSK, sur sa forme actuelle, devrait s'imposer face à un Olympique Médéa, en perte de vitesse depuis deux journées, avec un revers et un nul, face respectivement au PAC et au CSC. Par ailleurs, face au NC Magra, les Widadis de Tlemcen sont appelés à remporter leur troisième victoire d'affilée et à remonter nettement au tableau. Cependant, le coach Benchadli devra mettre en garde ses poulains contre tout excès de confiance.



Le derby de l'Ouest entre le RCR et l'USMBA se jouera finalement à Chlef, le terrain du stade Zougari Tahar de Relizane étant en travaux. Le manque de solutions auquel est confronté Chérif El-Ouazzani pourrait constituer un handicap face à une de l'USM Bel-Abbès revigorée par sa victoire à la JSMS. Ce derby n'en conserve pas moins son lot d'incertitudes. A Constantine, le CSC doit se montrer plus efficace en attaque s'il veut renouer avec la victoire, la plus récente remontant à la douzième journée face à l'USB. Les trois rencontres de samedi ne manqueront pas d'intérêt, loin de là. Les Mouloudéens d'Oran auront l'opportunité de s'installer à la place de dauphin en cas de victoire à Skikda, ce qui est parfaitement dans leurs cordes. A Dar El-Beida, deux équipes joueuses vont en découdre, et ce sera

la plus réaliste qui l'emportera. En tout cas, le PAC et l'USMA, en dépit de quelques défections, ont les moyens techniques d'assurer le spectacle. Enfin, un grand point d'interrogation entoure l'issue du débat ASO-ASAM, ces deux équipes étant aux prises avec des problèmes, à l'origine d'ailleurs de leurs derniers revers. En somme, les mal classés risquent de voir leurs situations empirer.

Vendredi à 15h00

- Tlemcen: WAT-NCM
 - Chlef: RCR-USMBA
 - Biskra: USB-ESS
 - Constantine: CSC-NAHD
 - Tizi-Ouzou (16h00): JSK-OM
- Samedi à 15h00
- Skikda: JSMS-MCO
 - Dar El-Beida: PAC-USMA
 - Chlef: ASO-ASAM

Ligue 2 - Groupe Est

Choc à Tadjenanet, retrouvailles à El-Eulma

M. B.

A tout seigneur, tout honneur, nous débuterons la présentation de cette quatrième journée de championnat de Ligue 2, par le leader du groupe Est, l'US Chaouia, ayant réalisé un sans-faute jusque-là. En effet, vainqueur lors des trois premiers matches, l'USC s'efforcera cette semaine de prolonger sa belle série en allant défier l'USM Khenchela, qui est à la recherche de son premier succès. Un match indécis, qui pourrait faire les affaires des poursuivants, dont le DRB Tadjenanet, qui

sera à l'épreuve de l'USM Annaba, dans le choc de la journée. Pour sa part, le HB Chelghoum Laid en déplacement cette semaine à Constantine, ne pourrait pas compter sur son «jeune ramasseur de balles» pour espérer glaner des points devant le MOC, décidé à signer sa première victoire de la saison, alors que les deux ex-pensionnaires de l'élite, le MC El-Eulma et l'AS Khroub se donneront la réplique dans un match capital, où le perdant aura du souci à se faire. Enfin, le MSP Batna, décevant en ce début de saison, tentera de se refaire une santé en

accueillant la redoutable formation du CRB Ouled Djellal, qui est capable du meilleur comme du pire. Le CA Batna lui, qui ne veut pas se faire distancer par rapport aux équipes de tête, se rendra à Teleghma pour défier le NRBT, avec l'ambition de rafler la mise.

Vendredi à 15h00

- Constantine: MOC-HBCL
- Khenchela: USMK-USC
- Tadjenanet: DRBT-USMAN
- El-Eulma: MCEE-ASK
- Teleghma: NRBT-CAB
- Batna: MSPB-CRBOD

Ligue 2

Le stade de l'Unité maghrébine homologué

Le stade de l'Unité maghrébine de Béjaïa a été homologué et pourra de nouveau abriter les rencontres du MO Béjaïa et de la JSM Béjaïa, pensionnaires de la Ligue 2 amateur de football. "La commission d'homologation s'est déplacée ce mercredi au stade de Béjaïa pour constater l'achève-

ment des travaux de renouvellement de la pelouse, engagés il y a quelques semaines. Cette nouvelle pelouse est homologuée FIFA Quality Pro, elle est la troisième du type en Algérie", a indiqué la JSMB sur sa page officielle Facebook. Du coup, la JSMB recevra l'IRB Lakhdar samedy au stade

OPOW de Béjaïa (14h30), dans le cadre de la 4e journée de championnat (Groupe Centre). En raison de ces travaux, le derby de la Soummam entre le MOB et la JSMB (0-0), comptant pour la 1re journée de championnat (0-0), s'était joué au stade du 1er-Novembre de Tizi-Ouzou le 13 février dernier.

ASM Oran

La volte-face de Kamel Mouassa !

M. B.

Coup de théâtre inattendu à l'ASCMO ! L'entraîneur Kamel Mouassa, qui devrait prendre en charge la barre technique de la formation Oranaise, a plié bagages mardi et a mis le cap sur l'USM Blida. Cette infirmation nous a été confirmée, hier, par le manger général, Lahouari Benammar qui s'est dit lui-même étonné de la réaction de l'entraîneur : « Nous avons appris en même temps que vous cette information. Il ne fera plus parti de l'équipe. C'est malheureux qu'il puisse quitter sans nous prévenir, mais c'est comme ça ! », nous a-t-il confié. Kamel Mouassa, qui était

à son deuxième passage à l'ASMO après l'avoir mené à l'accession en 2014, n'avait pas signé son contrat avec le club ce qui explique sa présence dans les tribunes et non sur le banc de touche à l'occasion de la réception de l'US Remchi. Le même scénario s'était produit au cours des deux premiers matches, mais la direction oranaise avait rassuré que Mouassa «aura sa licence avant la prochaine rencontre face à l'OM Arzew», prévu samedi prochain. Or, le technicien guelmi, ne voyant apparemment rien venir, a préféré mettre le cap sur l'USMB. Selon nos sources, Mouassa a été découragé par la situation financière du club, qui n'ins-

pire pas à l'optimisme, d'autant plus que l'offre des dirigeants de l'USMB était nettement plus alléchante. Aussi, dans l'entourage du club, on estime que Mouassa n'a pas été convaincu par la qualité de l'effectif. Dans les deux cas, c'est le club de M'dina J'dida qui se retrouve dans une véritable impasse. L'ASMO, qui compte 7 points de deux victoires et un nul, partage la première place au classement avec le SKAF Khemis et le MCB Oued Sly. Les Oranais, rétrogradés en 2016 en Ligue 2, tablent sur un retour parmi l'élite dès la fin de cet exercice. Or, ce genre de rebondissements peut déboucher sur de fâcheuses conséquences.

Ligue des champions d'Afrique :
CRB - Al Hilal, vendredi à 20h00
Victoire impérative pour le Chabab

M. Zeggai

Pour le compte de la troisième journée (groupe B) de la Ligue des champions d'Afrique, le CRB accueillera demain son homologue d'Al Hilal du Soudan. On se demande bien si les joueurs du CRB et, après leur déroute à Dar Es-Salem face au Mamelodi Sundowns, parviendront à remonter la pente ? Réponse de Franck Dumas : «La compétition est encore longue ce qui signifie que nos chances de qualification sont intactes. Il suffit d'y croire et penser à réagir pour se racheter dès le prochain match». La seule certitude aujourd'hui, est que la victoire est obligatoire pour le Chabab afin qu'il puisse rester toujours en course pour une éventuelle qualification au prochain tour. Pour cela, le staff technique du CRB compte opérer quelques changements en raison de la suspension de Keddad et les blessures de Selmi et Gaya. Il est toujours utile de

préciser que l'indécision plane sur la disponibilité des attaquants. Les représentants Algériens sont condamnés à gagner ce match, considéré comme celui de la dernière chance. Les joueurs sont conscients de cette donnée et sont déterminés à se surpasser pour répondre à l'attente de leurs milliers de supporters et leurs dirigeants qui, il faut le souligner, ont mis tous les moyens en œuvre. Sur le plan mathématique, les Soudanais d'Al Hilal sont également logés à la même enseigne et ne se sont pas déplacés pour faire de la figuration même si un changement d'entraîneur a été opéré récemment avec le recrutement de l'Egyptien Hamada Sadki, qui a remplacé le Serbe Zoran Manojlovic, limogé. En somme, un match ouvert entre deux formations ayant mal entamé la phase des poules, mais les Belouizdadis sont appelés à exploiter l'avantage du terrain pour atteindre l'objectif assigné.

JM Oran-2022
325 athlètes pris en charge par le MJS

Trois cent vingt-cinq (325) athlètes dont 127 féminins verront leurs programmes de préparation pour les Jeux méditerranéens (JM) Oran 2022 financés par le ministère de la Jeunesse et des Sports, a annoncé à Oran, le premier responsable du secteur, Sid Ali Khaldi. S'exprimant en marge de sa visite d'inspection des sites sportifs concernés par la 19e édition des Jeux méditerranéens Oran-2022, M. Khaldi a fait savoir que la prise en charge en question concerne «les rémunérations, l'encadrement technique et la couverture sanitaire». Dans le même contexte, il a annoncé également «la prise en charge des stages à l'étranger de 210 athlètes dans

15 pays différents», déclarant «au-delà de la bonne organisation des Jeux, l'objectif étant de décrocher le maximum de médailles». Lors de sa visite à Oran, le ministre de la Jeunesse et des Sports, qui était accompagné par la secrétaire d'Etat chargée du Sport d'élite, Salima Souakri, du président du Comité olympique et sportif Algérien, Abderrahmane Hammad, ainsi que le wali d'Oran Messaoud Djari, a fixé le 31 septembre comme dernier délai pour la livraison du complexe sportif de Bir El Djir dans sa totalité. Il a aussi présidé la troisième la 3e réunion du Conseil exécutif du Comité d'organisation des JM prévus du 25 juin au 5 juillet 2022.

Judo - Tournoi de Tachkent
L'EN en stage à Tunis

La sélection algérienne de Judo a entamé mardi à Tunis un stage en commun de trois jours avec son homologue tunisienne, en prévision de la participation au tournoi international de Tachkent (Ouzbékistan) qualificatif aux Jeux olympiques de Tokyo 2020 décalés à 2021, a-t-on appris auprès de la Fédération algérienne de la discipline. Ce stage de préparation, réunissant conjointement les sélections des deux pays, «sert de tremplin au rendez-vous de Tachkent, prévu du 5 au 7 mars, et qui est qualificatif aux JO de Tokyo» a indiqué le président sortant de la Fédération algérienne de judo, Rachid Laras. Quatre athlètes algériens pren-

ent part à ce stage: Fethi Nourine (-73 kg) chez les messieurs et Amina Belkadi (-63 kg), Kaouthar Ouallal (-78 kg) et Sonia Asselah (+78 kg) chez les dames. La sélection algérienne a pu rallier Tunis, après que les autorités algériennes ont ouvert, exceptionnellement, les frontières terrestres avec la Tunisie, permettant aux judokas algériens de passer en Tunisie à travers le poste frontalier Oum T Boul qui a été fermé en raison de la pandémie de la Covid-19. Il est à rappeler que les sélections algérienne et tunisienne (messieurs) de judo avaient effectué, début février dernier au centre de sport et de loisirs de Tikjda (Bouira) un stage de préparation en commun.

Elections de la CAF Le candidat Anouma dans le collimateur de la FIFA

À l'approche de la rencontre au sommet intervenue à Rabat entre les candidats à la présidence de la CAF, l'un des quatre hommes en question, en l'occurrence Jacques Anouma, se retrouve dans le viseur de la FIFA. Le comité de candidature de l'Ivoirien annonce ce mardi avoir reçu une demande d'explications de la commission de gouvernance de la FIFA, chargée de donner son aval aux candidatures, sur les sources de financement de la campagne de l'ancien président de la FIF. «Le Comité de campagne du candidat à la présidence de la CAF, Jacques Anouma in-

forme l'opinion publique nationale et internationale qu'en date du 26 février, le président de la Commission de gouvernance de la FIFA, Mukul Mugdal a adressé une correspondance au candidat pour objet de financement de sa campagne», lit-on dans un communiqué. En question, une information parue dans la presse et faisant état d'un soutien financier reçu des autorités ivoiriennes pour le financement de la campagne. «Le courriel a été reçu par Jacques Anouma alors qu'il se trouvait à Rabat au Maroc et lui a été demandé de fournir au plus tard le 2 mars (...) toute information sur un financement reçu des

autorités ivoiriennes», précise le communiqué, qui confirme au passage de façon implicite la tenue de la réunion de Rabat. Voilà qui jette le trouble alors que certaines sources ivoiriennes laissent entendre que Jacques Anouma aurait du mal à accepter de faire allégeance à Patrice Motsepe en échange d'un poste de « conseiller spécial » du Sudafricain. Et le problème n'avait pu être aplani lors de discussions avec Gianni Infantino, le boss de la FIFA ayant annulé sa visite au dernier moment la semaine dernière, officiellement pour des questions d'agenda du président Alassane Ouattara.

FAF - Mercato d'hiver

La nouvelle période d'enregistrement validée

La Fédération internationale de football (Fifa), a accepté la demande formulée par la Fédération algérienne (FAF) de modifier la période d'enregistrement du mercato hivernal, fixée du 22 mars au 11 avril 2021, a indiqué l'instance fédérale mercredi. «En réponse à un courrier de la FAF, daté du 28 février 2021, la Fifa a transmis sa réponse concernant la modification des dates de la troisième période d'enregistrement à travers un courrier en date du 21 janvier 2021. Conformément aux directives et aux décisions relatives au Covid-19 qui ont été approuvées par le Bureau du Conseil de la Fifa en date du 6 avril 2020, et aux circulaires Fifa N.1720 et N.1749, l'instance internationa-

le a autorisé la modification de la période d'enregistrement qui est désormais définie du 22 mars au 11 avril 2021", a affirmé la FAF sur sa page officielle Facebook. La FAF avait ouvert un mercato exceptionnel du 25 au 31 janvier dernier, ayant concerné uniquement les joueurs algériens évoluant dans les championnats étrangers et les joueurs étrangers, ainsi que les éléments évoluant en Algérie en chômage, selon la réglementation en vigueur concernant le nombre de joueurs étrangers par club. Afin de sauvegarder l'intégrité de la compétition, les mutations entre clubs algériens étaient strictement interdites. «Cela étant, la Fifa rappelle que, pour des raisons techniques, les

dates de cette troisième période d'enregistrement ne peuvent pas être reflétées dans le système de régulation des transferts (TMS)», souligne la FAF. L'instance fédérale explique qu'en cas de demande de Certificat international de transfert (CIT) durant cette période d'enregistrement (du 22 mars au 11 avril 2021), une exception de validation sera déclenchée. Quand cela se produira, l'intervention de la Fifa sera requise -sur demande de la FAF- afin d'autoriser manuellement le transfert. Compte tenu des différences de créneaux horaires mais aussi des jours non ouvrés, il se peut que le processus d'autorisation manuelle soit légèrement retardé», conclut le communiqué.

Handball - Championnat arabe des clubs Les matchs officiels à Oran et Arzew

Le palais des sports Hamou-Boutellilil d'Oran et la salle omnisport (OMS) d'Arzew ont été retenus pour accueillir les rencontres officielles du championnat arabe des clubs champions de handball (seniors) que devra organiser l'ES Arzew en octobre prochain, a-t-on appris mercredi auprès du président de ce dernier. «Toutes les dispositions ont été prises pour que cette formation, pensionnaire de l'Excellence, accueille le rendez-vous arabe pour la première fois dans l'histoire du jeu à sept algérien», a déclaré Amine Benmoussa. La direction du club de la banlieue oranaise travaille aussi en étroite coordination avec les services du ministère de la Jeunesse et des Sports et la Fédération algérienne de handball pour préparer la venue

d'une délégation de l'Union arabe de la discipline dans les prochains jours. «La délégation en question est attendue au cours de ce mois de mars à Oran pour inspecter les infrastructures sportives et hôtelières concernées par l'événement. On attend que le ministère de la tutelle procède aux démarches administratives d'usage pour permettre aux représentants de l'Union arabe de rallier Oran vu que l'espace aérien algérien est fermé pour faire face à la propagation du Covid-19», a poursuivi Amine Benmoussa. Outre le palais des sports et l'OMS d'Arzew, deux autres salles sont concernées par le championnat, à savoir, celles relevant des communes de Gdyl et de Bir El Djir, qui seront réservées aux entraînements des équipes participantes, a souligné

le boss de l'ESA, qui s'attend à une «participation massive, surtout après l'annulation du championnat arabe des clubs vainqueurs de coupes prévu en avril prochain en Tunisie». Le Palais des sports d'Oran a bénéficié d'une vaste opération de mise à niveau qui touche à sa fin, alors que l'OMS d'Arzew attend la pose d'un nouveau parquet après avoir subi à son tour d'importants travaux de réhabilitation. Le championnat arabe des clubs champions a été intégré, par le comité d'organisation des Jeux méditerranéens Oran-2022, dans la liste des événements sportifs expérimentaux en prévision de la 19e édition du rendez-vous méditerranéen prévu dans la capitale de l'ouest du 25 juin au 5 juillet 2022, rappelle-t-on.

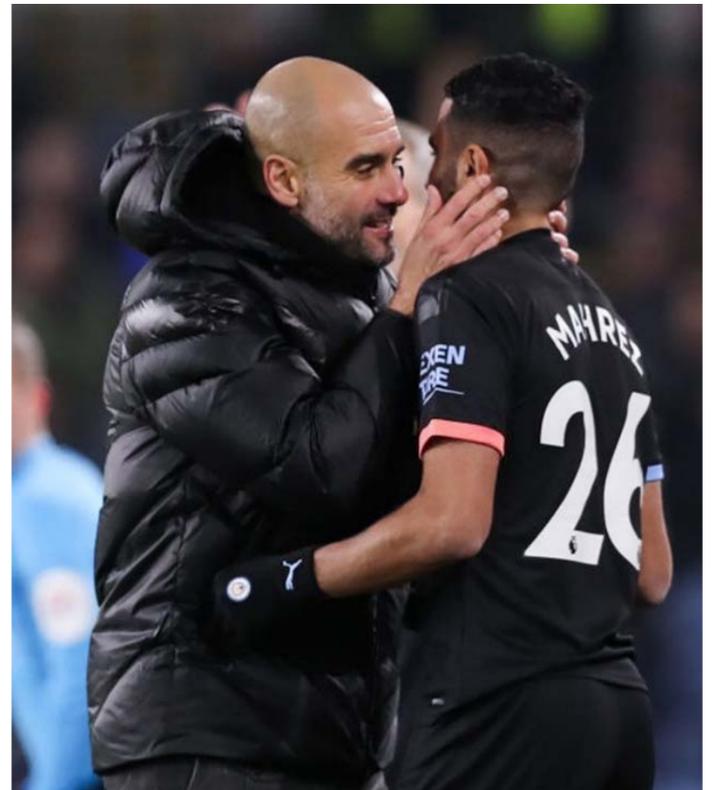
Cyclisme - Coupe d'Algérie Cadets La deuxième manche à Tébessa

La deuxième étape de la Coupe d'Algérie 2021 (Cadets), se déroulera du 11 au 13 mars à Tébessa, a-t-on appris mercredi auprès de la Fédération algérienne de cyclisme (FAC). La décision a été prise mardi, à l'issue d'une réunion, entre les organisateurs et les autorités locales. «Cette deuxième manche de la Coupe d'Algérie (Cadets) se déroulera en deux étapes, et traversera quatre communes de la Wilaya de Tébessa» ont encore

détaillé les organisateurs. La première étape s'était déroulée les 19-20 février dernier à Biskra et a été marquée par une assez large domination du club local, IRB El Kantara. En effet, la première étape, disputée sous forme d'un contre-la-montre, a été remportée par Bachir Chennafi en 13:42.02, devant son coéquipier à l'IRBEK, Mounir Laloui, entré en deuxième position, avec un chrono de 13:51.20. Lors de la deuxième éta-

pe, la domination de l'IRBEK a été encore plus nette, puisqu'il s'était emparé des trois premières places du podium, respectivement par Mounir Laloui (vainqueur), Bachir Chennafi (2e) et Rayan Debab (3e). Au total, 56 coureurs avaient pris part à cette première manche de la Coupe d'Algérie des cadets à Biskra. Les organisateurs de la deuxième manche à Tébessa espèrent qu'il y aura au moins autant de participants.

Manchester City Guardiola s'enflamme pour Riyad Mahrez



À l'image d'une formation de Manchester City qui plane sur la Premier League, Riyad Mahrez affiche une forme éblouissante. Deux buts et deux passes décisives sur les cinq derniers matchs, les statistiques parlent pour lui. Sur les 30 derniers matchs, Mahrez a d'ailleurs été impliqué sur 30 buts (15 buts et 15 passes décisives). Mardi soir face à Wolverhampton, l'international algérien a une nouvelle fois brillé, ce qui a inspiré une très belle sortie de Pep Guardiola à son sujet. « Il a été ex-

cellent dans les derniers matches. Mahrez a une qualité spéciale, un homme qui danse sur le terrain. Riyad ne perd pas la balle, il fait les extra passes et attire les adversaires avec ses mouvements et il nous aide à créer l'espace. Il a des centres fantastiques. Nous le savions. A Leicester, il était incroyable avec Vardy. C'est pour cela que j'ai poussé pour l'avoir. On espère qu'il va continuer sur cette voie », a déclaré le coach de City. Plus globalement, Guardiola était évidemment ravi du match de ses troupes.

Tennis de Table - JO 2020 Larbi Bouriah en stage au Qatar

Le pongiste algérien, Larbi Bouriah, qualifié aux Jeux olympiques de Tokyo (23 juillet-8 août 2021), effectue actuellement un stage de préparation au Qatar qui sera ponctué par deux compétitions internationales, en prévision des JO, a-t-on appris, mercredi auprès de la Fédération algérienne de tennis de table (FATT). «Sur invitation de la Fédération qatarienne de tennis de table, Bouriah a entamé cette semaine un stage de préparation à Doha qui se poursuivra jusqu'au 10 mars. Ce stage sera ponctué par une participation à deux compétitions qui permettront à notre athlète de peaufiner sa préparation aux JO-2020», a indiqué le directeur technique national de la FATT, Mustapha Bellahsene. Bouriah a participé, lundi au tournoi mondial de Doha, et s'est fait éliminer au tour préliminaire par le Russe Shibaev Alexander 0-3 (5-11, 9-11 et 5-11). Il devrait enchaîner avec un autre tournoi, prévu du 5 au 13 mars et qui réunira plusieurs joueurs de haut niveau. «Les deux événements seront de bons tests pour notre athlète qui avait repris le chemin des entraînements en août dernier, avec au programme une préparation physique adaptée et personnalisée, pendant une semaine avec son préparateur Younes Lehouar, avant d'enchaîner par un stage de reprise technique au centre internatio-

nal du Club Boulogne Billancourt (ACBB) en France, après plusieurs mois de confinement, en raison de la pandémie du coronavirus (Covid-19) qui a annulé toutes les activités nationales et internationales», a souligné le DTN, ajoutant que la fédération fera le maximum pour inscrire Larbi Bouriah à des Open, quand cela est possible, en raison de la situation sanitaire. Comme le reste des athlètes algériens, qualifiés ou qualifiables aux joutes de Tokyo, Bouriah a essayé, tant bien que mal, de s'entretenir à domicile, selon les moyens disponibles. Durant le confinement, où toutes les salles étaient fermées à Paris, la pratique technique était annulée, l'athlète s'était contenté de conserver sa forme à la maison, avec des séances de renforcement musculaire. Avec un volume de 20 heures d'entraînement technique par semaine durant les périodes normales au centre de Boulogne, doté de toutes les commodités, Larbi Bouriah a essayé de peaufiner graduellement sa préparation, pour arriver au meilleur de sa forme. «Pour le volet technique, je travaille dans des conditions optimales. J'aurais l'occasion d'évaluer ma forme en se mesurant avec des sparring-partners de valeur mondiale. Cela va m'aider à m'améliorer et retrouver au moins mon niveau», a indiqué le pongiste de 37 ans.

TF1

21.05 SECTION DE RECHERCHES 77



-Double faute : Episode 6 - Saison 14 Patrick Bells, un ancien champion de tennis, est mort sur un court. La Section de recherche va vite découvrir que derrière la belle vitrine de son centre de formation de futurs champions, se cachait de nombreuses rivalités...

2

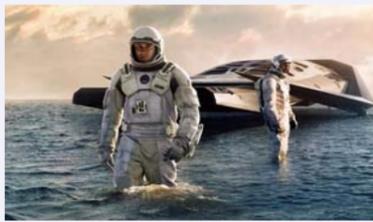
21.05 ENVOYÉ SPÉCIAL



Au sommaire : Le choix d'Envoyé Spécial : Passion faits divers. Sur internet, des groupes de débat sur de célèbres faits divers rassemblent désormais plusieurs dizaines de milliers de personnes. Parfois, certains enquêteurs amateurs dérapent. - Ma vie de petit commerçant. Pour comprendre le quotidien des petits commerçants à l'heure de la crise sanitaire, "Envoyé Spécial" a posé ses caméras dans les boutiques de la rue du commerce à Blois.

3 JEUDI 6

21.05 INTERSTELLAR



Dans un futur relativement proche, la Terre se meurt, frappée par la sécheresse et la famine. Au Texas, Cooper, ancien pilote de la NASA, veuf, tente de s'occuper dignement de ses enfants. Après une tempête de sable, il découvre, au sol, des traces de poussières qui semblent indiquer des coordonnées géographiques en langage binaire. Avec sa fille, Murph, il en suit le chemin. Tous deux se retrouvent bientôt dans un centre scientifique secret de la NASA, ...

W9

21.05 ARSÈNE LUPIN



A la fin du XIXe siècle, Arsène Lupin, virtuose du cambriolage, multiplie les coups d'éclat qui mettent la police sur les dents. Parfait gentleman, il est adulé des femmes qui ne lui en veulent même pas quand il les dépouille de leurs bijoux ! C'est alors qu'il fait la connaissance de la fascinante comtesse de Cagliostro. Elle lui propose de rechercher avec elle le trésor perdu des rois de France.

21.05 THIS IS US



Saison 4 - Episode 4 : 18 La force d'une décision

Kate décide d'emmener son bébé aux cours de musique réputés de mademoiselle Mindy, afin de le sensibiliser rapidement aux sons. De son côté, Kevin aide Nicky à poursuivre son sevrage. Il lui propose d'acheter une nouvelle caravane et de changer de quartier. Cassidy apprend que son mari a demandé le divorce. La nouvelle la plonge dans un état de dépression.

CANAL+ family

20.50 MEN IN BLACK III



De nos jours, le redoutable extraterrestre Boris réussit à s'échapper de la prison lunaire où il était retenu. Il débarque sur Terre pour se venger de l'agent K, responsable de la perte de son bras dans les années 1960. Bientôt, K disparaît, comme s'il n'avait jamais existé. Son partenaire, l'agent J, comprend que, pour le faire revenir, il doit se rendre dans le passé et rétablir le cours normal des événements.

CANAL+

21.06 NOMIS



En pleine nuit, sur une autoroute, une jeune femme meurt accidentellement après avoir fui un agresseur encapuchonné. Quelques heures plus tard, Walter Marshall, lieutenant de police, passe récupérer Faye, sa fille, qui vit alternativement chez lui et chez Angie, son ex-femme, avant d'être placé sur l'affaire. Il retrouve alors Rachel, ancienne psychologue, qui travaille désormais avec l'équipe de cybercriminalité.

CINE + FRISSON

20.50 SYMPATHIE POUR LE DIABLE



En novembre 1992, la ville de Sarajevo, assiégée depuis sept mois, est exsangue. Dans la cité, qui subit une pluie quotidienne d'obus, le journaliste Paul Marchand plonge régulièrement au coeur du conflit pour alimenter en information diverses radios francophones. Toujours accompagné par le fidèle Vincent, reporter photographe, le jeune homme prend tous les risques pour accomplir sa mission d'information.

TF1

21.05 RESTOS DU COEUR



Si le contexte sanitaire a contraint les artistes à se produire sans public cette année, les Enfoirés ont tout de même donné de la voix en janvier dernier pour soutenir l'action des Restos du Cœur. Kev Adams et Vianney font leurs premiers pas dans la troupe, qui interprète de nombreuses chansons parmi lesquelles «J'envoie valser», «Lettre à France» ou encore «I Say a Little Prayer» et «Maintenant», l'hymne de cette édition écrit et co-composé par Slimane.

2

21.05 TROPIQUES CRIMINELS Saison 2 - Episode 5 : Goa Beach



Une touriste est retrouvée morte dans la villa qu'elle occupait depuis une semaine. Dans le portefeuille de la victime, Aurélien découvre sur un ticket de paiement d'un bar de plage le numéro de son meilleur ami, Rudy. Plutôt que de prévenir ses supérieures Mélissa et Gaëlle, il se précipite l'interroger. De leur côté, ces dernières découvrent que la victime avait recours à des prostitués. Sur l'enregistrement de la vidéo de surveillance du bar de plage, Gaëlle reconnaît Rudy, ...

3 VENDREDI 6

21.05 MAILLAN, POIRET, SERRAULT, DRÔLES POUR TOUJOURS



Combien d'éclats de rire doit-on à Jacqueline Maillan, Jean Poirot et Michel Serrault ? La première rêvait d'être une grande tragédienne, le second voulait devenir croquemort et le troisième faillit embrasser la prêtrise. Le destin en a voulu autrement : ces trois-là seront comiques. Partageant le même sens de la démesure, liés par une amitié indestructible, ils vont devenir les trois trublions de la Ve République,...

france 4

21.05 ETRE ET AVOIR



Durant l'hiver 2000, à Saint-Etienne-sur-Usson, un village en plein coeur de l'Auvergne, Georges Lopez, un instituteur proche de la retraite, s'occupe d'une classe unique composée d'une douzaine d'enfants. Les petits Jojo, Alyzé, Létitia, Marie, Axel et Jessie sont en maternelle, tandis que les plus grands, Nathalie, Olivier et Julien, sont en CM2. Jour après jour, les jeunes élèves suivent les cours en commun, ponctués par les activités les plus diverses, sous l'oeil attentif de leur maître.

21.05 NCIS : ENQUÊTES SPÉCIALES

Saison 17 - Episode 19 / 24
Arnaque à l'irlandaise



Entouré de trois escrocs amateurs, Max, un homme violent et manipulateur, planifie le braquage d'une bijouterie. La veille du casse, il tue un de ses complices, jugé peu fiable. Le lendemain, alors que certains enquêteurs se préparent pour la Saint-Patrick, Jimmy et Kasie prennent leur petit-déjeuner dans un restaurant... où se retranchent bientôt les braqueurs. Le hold-up s'est mal passé, ils prennent donc la clientèle du restaurant en otage.

CINE + FAMIZ

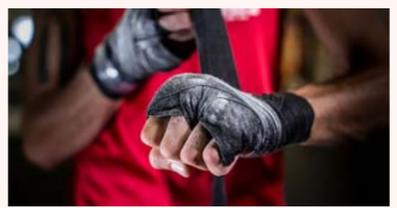
20.50 RÉMI SANS FAMILLE



Dans un pensionnat, par une nuit d'orage, Rémi, désormais âgé, raconte son enfance à un petit garçon qui ne parvient pas à dormir. Le vieil homme se souvient d'abord de son enfance d'orphelin à la campagne, confié à la douce madame Barberin. Mais celle-ci ne dure pas. Au retour de Jérôme, le mari indigne de madame Barberin, le petit Rémi est loué pour la somme de 35 francs à Vitalis, un vieil homme revêche,...

CANAL+

20.00 BOXE : CHAMPIONNAT DE L'UNION EUROPÉENNE DES POIDS LOURDS



Parmi les combats au programme de cette soirée de boxe organisée à la H Arena de Nantes, Tony Yoka affronte le Belge Joël Tambwe Djeko pour le titre vacant de l'Union européenne des poids lourds. Le champion olympique français va tenter d'allonger son palmarès chez les professionnels, qui comprend déjà 9 victoires dont sept avant la limite et aucune défaite. Yoka, 28 ans, aura à faire à un adversaire plus expérimenté.

CINE + PREMIER

20.50 IN THE FADE



A peine après avoir purgé sa peine Nuri, petit trafiquant de drogue, a épousé Katja, qui l'attendait à la sortie de la prison. Sept ans ont passé et tous deux mènent une vie rangée avec leur fils Rocco. Tout bascule quand l'agence immobilière de Nuri explose, frappée par un attentat terroriste qui coûte la vie au mari et au fils de Katja. Les néonazis responsables de l'attentat sont rapidement identifiés mais la justice est impuissante. Katja songe alors à se venger des criminels qui ont détruit sa vie.

Moscou appelle Washington à «ne pas jouer avec le feu»



La Russie a appelé les Etats-Unis à «ne pas jouer avec le feu» après l'adoption de sanctions à l'encontre de sept hauts responsables russes en réponse à l'empoisonnement de l'opposant Alexeï Navalny, imputé au Kremlin.

Le ministère russe des Affaires étrangères a dénoncé dans un communiqué diffusé mardi soir une «attaque anti-russe hostile» faisant partie d'une «politique américaine dénuée de logique et de sens qui ne fait qu'endommager encore davantage les relations bilatérales» avec Moscou. «L'absurdité triomphe», a encore affirmé la diplomatie russe, qui accuse Washington de servir d'Alexeï Navalny comme «prétexte» pour «interférer ouvertement» dans les «affaires intérieures» de la Russie. «Nous réagirons sur la base du principe de réciprocité», a poursuivi le ministère, tout en assurant que «les calculs visant à imposer quelque chose à la Russie au moyen de sanctions ou d'autres pressions ont échoué dans le passé et échoueront aujourd'hui».

«Nous continuerons à défendre systématiquement et résolument nos intérêts nationaux, repoussant toute agression. Nous exhortons nos collègues à ne pas jouer avec le feu», a indiqué la diplomatie russe, estimant par ailleurs que les Etats-Unis ont «perdu le droit moral de faire la leçon aux autres».

Le Quotidien

D'ORAN
Edition Nationale d'Information

Irak: attaque à la roquette contre une base abritant des soldats américains



Au moins dix roquettes se sont abattues tôt mercredi sur une base abritant des soldats américains dans l'ouest de l'Irak, tuant un sous-traitant civil, deux jours avant une visite du pape François dans le pays. Sur les dix roquettes tirées sur la base aérienne irakienne d'Aïn al-Assad, plusieurs se sont abattues à l'intérieur même de la section où sont stationnés des soldats et des drones américains de la coalition internationale antidjihadistes, ont pré-

ciés des sources de sécurité irakienne et occidentale.

Un sous-traitant civil dont la nationalité n'était pas connue dans l'immédiat est décédé d'une crise cardiaque à cause de cette attaque, ont précisé ces sources.

"Les forces de sécurité irakiennes mènent l'enquête", a de son côté ajouté sur Twitter le colonel Wayne Marotto, porte-parole américain de la coalition, alors que Washington pointe régulièrement du doigt les factions armées pro-Iran

pour ces attaques, qui se sont multipliées ces dernières semaines. La source de sécurité irakienne a précisé que les projectiles avaient été tirés depuis un village proche d'Aïn al-Assad, une région désertique où des hommes armés peuvent facilement installer des rampes de lancement-parfois à bord de pick-up ou de véhicules-, tirer des projectiles et rapidement repartir. Le commandement militaire irakien a rapporté que les roquettes étaient de type "Grad".

La CPI ouvre une enquête sur des crimes dans les Territoires palestiniens

La Procureure générale de la Cour pénale internationale (CPI) Fatou Bensouda a déclaré mercredi avoir ouvert une enquête sur des crimes présumés dans les territoires palestiniens occupés.

"Aujourd'hui, je confirme l'ouverture par le Bureau du Procureur de la Cour pénale internationale d'une enquête sur la situation en Pales-

tine", a-t-elle déclaré dans un communiqué.

"L'enquête portera sur les crimes relevant de la compétence de la Cour qui auraient été commis dans la situation depuis le 13 juin 2014." L'Autorité palestinienne a salué mercredi la décision de la Cour pénale internationale d'ouvrir une enquête sur des crimes présumés commis en

Cisjordanie occupée et dans la bande de Gaza, la qualifiant de "nécessaire". "Les crimes commis par les dirigeants de l'occupation israélienne contre le peuple palestinien, qui sont des crimes continus, systématiques et généralisés font que l'enquête est nécessaire et urgente", a indiqué le ministère palestinien des Affaires étrangères dans un communiqué.

Birmanie: nouvelle journée de répression meurtrière, 38 morts



Au moins 38 manifestants pro-démocratie ont été tués et plusieurs blessés mercredi en Birmanie par les forces de sécurité qui continuent à tirer à balles réelles, un échec pour la communauté internationale dans l'incapacité d'interrompre la spirale de violence meurtrière. La junte semble plus déterminée que jamais à éteindre le vent de fronde qui souffle sur le pays depuis le coup d'Etat qui a renversé le gouvernement civil d'Aung San Suu Kyi le 1er février.

A Mandalay, deuxième ville du pays, deux protestataires ont été touchés par des tirs mortels à la tête et à la poitrine, a indiqué un médecin sous couvert d'anonymat par peur des représailles.

A une centaine de kilomètres de là, à Monywa, au moins sept personnes ont été tuées tandis qu'un homme de 20 ans a péri dans une autre ville de la région, a-t-on appris de sources médicales qui sont revenues à ce stade sur leur premier bilan qui faisait état de huit morts.

Burkina: une ambulance saute sur une mine, 6 morts



Six personnes ont été tuées mardi, dans l'explosion d'une ambulance qui a sauté sur une mine entre Gaskindé et Namissiguia dans la région du Sahel, a annoncé le porte-parole du gouvernement burkinabé Ousséni Tamboura dans un communiqué. "Cet incident lâche et barbare survenu alors que l'ambulance était en mission d'évacuation sanitaire sur Ouagadougou, a fait 6 morts : la patiente, son mari, 2 accompagnantes, une fillette et l'ambulancier", a ajouté le communiqué. Le gouvernement qui a condamné "fermement cet acte criminel perpétré par des individus sans foi" invite les populations à collaborer avec les Forces de défense et de sécurité et réaffirme sa détermination à assurer la sécurité des populations sur toute l'étendue du territoire national.

A l'instar de plusieurs autres régions du Burkina Faso, le Sahel est en proie à des attaques terroristes depuis plus de cinq ans ayant fait de nombreuses victimes et des milliers de déplacés internes.

Lundi, le gouverneur de ladite région a prolongé le couvre-feu de 45 jours pour permettre aux forces de défense et de sécurité de mener les opérations antiterroristes.

EDITORIAL

Par Abdelkrim Zerzouri

RIVIÈRE ASSÉCHÉE !

Le peu d'empressement des opérateurs économiques privés sur le plan de l'investissement, au-delà d'une contre-performance probable en matière de prévisions de redressement de la situation, pose de nombreuses interrogations. Le président Tebboune s'est montré étonné devant ce flagrant manque d'intérêt des investisseurs algériens, qui restent insensibles aux appels des pouvoirs publics et se tiennent au loin des efforts consentis par l'Etat pour relancer l'économie du pays dans un contexte aggravé par la crise sanitaire.

Le président de la République a tenu des rencontres avec les opérateurs économiques et leurs représentants, où il n'a pas manqué de les stimuler à investir dans divers créneaux, sans lésiner sur les efforts pour prendre en charge leurs préoccupations, lançant des instructions tous azimuts pour régler les problèmes d'accès au foncier, faciliter les contacts avec les banques et décider d'autres mesures d'encouragement en leur faveur, mais sans arriver dans l'ensemble à faire bouger les lignes de démarcation.

L'exemple le plus criard à propos de cette malheureuse situation reste l'absence des investisseurs dans le domaine de la transformation, de produits agricoles ou

autres, alors que l'Etat a promis d'accorder des prêts allant jusqu'à 90% du financement global des projets !

Cette réticence de certains investisseurs n'est pas innocente. Elle trouverait ses explications et ses origines dans la rancœur enfouie dans les cœurs des anciens du système, qui tireraient profonde satisfaction de l'enlisement de l'Algérie dans la crise économique.

C'est que des patrons avaient tissé des liens très forts, intimes, avec l'ancien système, et on continuerait à nourrir l'espoir de le faire revenir par la fenêtre en dressant de véritables barricades sur le parcours du changement engagé par la nouvelle équipe gouvernementale. Ce n'est pas étonnant quand il est affirmé dans ce sens que certains soudoient les gens pour investir la rue et exprimer bruyamment leur colère. Vindictifs, les anciens du système exploitent tout leur talent de comploteurs pour semer le désespoir et le chaos dans la société, en freinant l'effort d'investissement notamment.

Car, sans investissement, point de création d'emplois et point d'espoir d'aller vers

une dynamisation de l'économie loin de la rente pétrolière.

Il y a également une autre considération, faut-il en convenir, en lien avec les anciens du système, mais pas avec une entreprise diabolique mise en œuvre par leurs soins. Les anciens du système qui dominaient le patronat algérien avaient canalisé le plus gros du capital privé algérien, et leur arrestation suivie par leur incarcération a asséché la rivière. D'énormes capitaux ont été camouflés ou pris des sentiers de la fuite vers l'étranger. Et, plus d'une année après l'accession du président Tebboune au Palais d'El Mouradia, l'Algérie n'a récupéré aucun sous de cet argent détourné à l'étranger par les spoliateurs derrière les barreaux. Aujourd'hui qu'il existe des décisions de justice qui, outre l'emprisonnement des anciens pontes du système, ont conclu à la saisie de tous leurs biens, il est primordial de lancer la procédure de récupération des fonds détournés à l'étranger et ne pas se suffire de la vente aux enchères de quelques biens immobiliers localisés en Algérie. Quitte à «négocier» avec les concernés, vu les difficultés parfois insurmontables pour arriver à cette finalité. Si cet argent, une fois récupéré, aiderait le pays à s'en sortir économiquement, bien sûr.